Vol. 5, No. 21 • Du 7 au 13 Décembre 2011 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

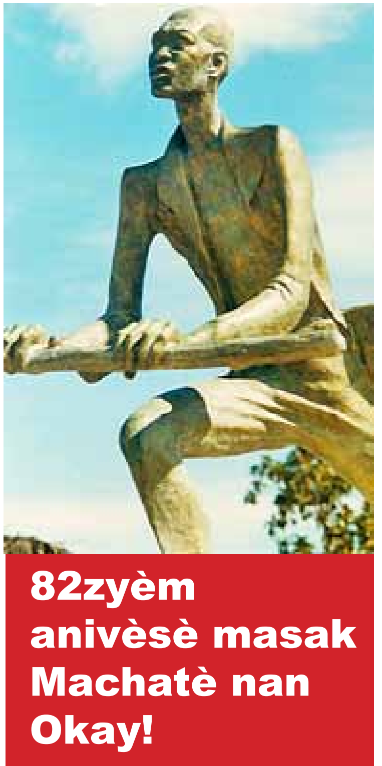
SOMMET CELAC : HAÏTI CONTINUE DE BÉNÉFICIER DE LA COOPÉRATION SUD-SUD



Voir page 4



Le premier Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la « Communauté des Etats Latino-Américains et Caraïbéens » (CELAC) a eu lieu au Venezuela, sous l'initiative du président socialiste, Hugo Chavez



82zyèm anivèsè masak Machatè nan Okay!

Page 6



Maigre bilan du forum "Invest in Haïti"

Page 7

AU REVOIR, SONIA PIERRE !



voir page 4

Une vraie femme vaillante vient de s'éteindre, Sonia Pierre, militante des droits des Dominicains d'ascendance haïtienne, elle est décédée d'une crise cardiaque, le dimanche 4 décembre 2011



Haïti : ouverte aux affaires !

Page 10



La faillite d'American Airlines et la nécessité de la propriété publique !

Page 17

Editorial



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Peut-on courir deux lièvres à la fois?

Par Berthony Dupont

La résistance d'un peuple face au phénomène de domination ou d'exploitation, doit nécessairement s'appuyer sur les hauts faits de son histoire, ainsi que sur les exemples de courage qu'offrent les autres peuples face à ce même phénomène. Nul ne peut ignorer les grandes prouesses du peuple haïtien. Comme l'a si bien signalé Chavez, Haiti a combattu quatre empires pour créer la première révolution sociale du continent. Le peuple cubain pour sa part, depuis la révolution de 1959, tient haut et fort le flambeau de la lutte anti-impérialiste. Et, grâce aux appuis de la révolution cubaine, d'autres pays de l'Amérique sont venus le rejoindre, des pays comme le Venezuela avec la révolution bolivarienne, l'Equateur, la Bolivie, le Nicaragua etc..

Ainsi, juste avant de laisser le pays pour Caracas, Martelly n'avait pas manqué de faire les éloges de l'aide du Venezuela à Haiti. Est-ce dans l'esprit de soutenir ce pays dans son refus de se soumettre aux diktats et ingérences des Etats-Unis que le président Martelly évoquait ses efforts visant à accroître l'indépendance économique d'Haiti ?

De toute façon, nous applaudissons grandement cette déclaration du président haïtien et surtout sa déclaration à l'égard de Cuba et du Venezuela. Martelly a même osé citer un haut gradé du gouvernement cubain qui lui a fait part de la philosophie internationaliste de la révolution : « nous ne donnons pas de ce que nous avons le plus, mais nous partageons ce que nous avons »

Certes, Cuba et le Venezuela partagent avec Haiti ce qu'elles ont mais pas ce qu'elles ont comme surplus en utilisant des pays appauvris comme Haiti en tant que dumping. En fait, c'est une réalité, qui, en quelque sorte, décrit les relations différentes entre Haiti et les puissances impérialistes, face à celles des pays frères comme Cuba, le Venezuela, et l'Equateur pour ne citer que ceux-là.

Aussi, si Martelly a été frappé par le commentaire de ce haut gradé cubain, s'il l'a vraiment compris comme il l'a indiqué dans son discours au Venezuela au cours du Sommet de la CELAC, aucune ambiguïté ne devrait subsister pour lui de cesser d'être un instrument des puissances coloniales et impérialistes, comme il est en train de l'appliquer à bon escient à travers Bill Clinton. Ainsi, il pourrait se rebiffer face à la domination américaine dans le pays.

Si l'agression impérialiste est une manifestation concrète des contradictions de classes qui opposent le peuple à une minorité d'exploiteurs arrogants au service du capitalisme mondial et de l'impérialisme international, le régime Martelly Conille renforce à bien des égards cette option au profit des multinationaux. Nous pouvons prendre comme exemple la dernière parade de Clinton, de Martelly, de Conille et du président de la Banque InterAmericaine de Développement Luis Alberto Moreno à Caracol, dans le Nord pour ouvrir le flanc du pays aux industries d'assemblage et aux zones franches afin de continuer l'exploitation à outrance du peuple par des salaires misérables, évoquant à la limite des conditions d'esclavage. De telles entreprises sont incompatibles avec des idéaux progressistes, vu que pour obtenir une indépendance réelle, afin de promouvoir une économie au profit des masses populaires, il faut tout d'abord la socialisation des moyens de production. Il ne suffit pas de dire du bien de Cuba et du Venezuela, il faut faire mieux, et la chose la plus simple à faire c'est de se désolidariser des ennemis des masses.

Comment concevoir que des milliers de gens vivent encore sous des tentes de misère et que Martelly préfère mettre sur pied une armée qui engloutirait à elle seule près de 95 millions de dollars ? Si Martelly est bien intentionné pourquoi n'utilise-t-il pas cet argent pour soulager l'état déplorable des «résignés» sous les tentes et les délivrer de leur enfer ? Pourquoi n'instaure-t-il pas une réforme agraire afin que chaque paysan puisse avoir un petit lopin de terre au lieu de vendre nos cultivateurs aux grands consortiums industriels ?

Avec un régime dont la majorité des cadres sont d'origine duvaliériste et Jean-claudiste, nous ne pouvons pas vous faire confiance, M. Martelly, même quand vous débitez des propos flatteurs à l'égard des pays progressistes.

A moins qu'elles soient d'autre nature, les raisons qui vous poussent à faire ces nombreux voyages semblent se rapporter à des exercices politiciens simplement pour essayer de résoudre certaines contradictions entre vous et votre Premier ministre.

Cette attitude ambivalente et équivoque contraint le régime Martelly à combattre désormais sur deux fronts opposés. Il ne suffit pas d'envoyer des fleurs mais il faut surtout penser à prendre les dispositions appropriées pour mettre un terme à l'impunité, à commencer par l'arrestation et le jugement des criminels notoires surtout l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier, si vraiment votre désir, Monsieur le président, est d'accompagner le peuple haïtien vers le progrès, sans oublier le départ des forces occupantes du pays.

L'ennemi de classe est de tout temps le même, et tout ce qui peut l'affaiblir reste positif et souhaitable ; par contre, Monsieur le président, nul ne peut servir deux maîtres, nul ne peut courir deux lièvres à la fois.

L'appareil judiciaire de Jérémie sous la loupe de la population

By Jackson Rateau

Ce lundi 5 novembre, les informations issues de la ville de Jérémie, relayées par le correspondant de Radio Mélodie FM basé dans la région, ont fait savoir que l'ex-directeur départemental de la Grande Anse, Jean Vincent a été relâché tôt ce lundi après avoir été mis sous les verrous pendant 3 jours dans la ville de Jérémie.

Jean Vincent est accusé d'avoir détourné du matériel scolaire destiné aux élèves de son département. L'inculpé Vincent a été auditionné par le commissaire du gouvernement de Jérémie, Maître Rony Saint Louis. L'audition portait exclusivement sur le dossier de 42 boites de livres subventionnés par l'Etat Haïtien et disparues dans les locaux de l'inspection scolaire de Jérémie, avec la complicité de monsieur Vincent. Ce dernier n'était pas en mesure de donner des explications sur la disparition de ce matériel.

Cependant, le détenu qui devait être transféré à Port-Au-Prince ce même lundi pour la suite de son jugement a été libéré, sur une dernière décision du Parquet.

Certains juristes du département de la Grande Anse, opinant sur le dossier, pensent que l'arrestation du directeur départemental a été illégale puisqu'il n'y a pas eu de flagrant délit. D'autres ont fait savoir que le titulaire du Parquet de Jérémie ne fait qu'obéir aux ordres qui lui sont parvenus des autorités métropolitaines, le contraignant de procéder à la libération immédiate de monsieur Vincent.

Rectification

Haiti Liberté dans son édition du 30 novembre au 6 décembre vol 5 # 20 page 3, avait informé que Ronald Nelson alias Roro Nelson, proche du régime au pouvoir avait eu maille à partir avec la justice américaine à Boston. Mais il semblerait que Mr. Nelson dans une entrevue privée, a affirmé au président Martelly, qu'il retournerait en Haiti ce mercredi 9 décembre même, ce qui rendrait caduc t tout ce que le journal avait affirmé la semaine dernière en s'appuyant sur des informations de radio Mélodie FM.

Haiti Liberté n'a aucun intérêt à dire ce qui n'est pas conforme à l'éthique du métier voire de nuire à quiconque pour se faire de la clientèle.

Cette rectification, croyons-nous, répond à l'exigence du métier voulant que tout soit fait dans le respect des principes établis.

La Direction

Grave accident sur la route de Léogane: 5 morts, 12 blessés

Le matin du vendredi 2 décembre, lors d'un grave accident de la route survenu sur la nationale # 1, cinq personnes sont mortes, et 12 autres gravement blessées.

En effet, il était 9hres environ quand deux engins lourds appartenant à la compagnie de construction Vorbes & Fils transportant des gravillons vers le Sud, se précipitaient à course folle. Du côté de Carrefour Darbonne, les deux enfin ont heurté un bus chargé dénommé « L'Eternel est ma bannière » assurant le trajet Port-au-Prince/Léogane, alors que le véhicule en train de déposer un passager était en stationnement. Cette camionnette, poussée par la force brutale du choc, a violemment percuté un pylône duquel s'est détaché un câble haute tension qui a lâché une décharge d'électricité. Ont été ainsi électrocutées des personnes se trouvant au bord de la route et à l'intérieur du bus. Ce terrible et malheureux accident a fait 5 morts dont 4 hommes et une femme et 12 blessés graves.

Les blessés ont été transportés d'urgence à l'hopital des Médecins Sans Frontière de Léogane.

Jusqu'à quand les chauffeurs haïtiens se comporteront-ils comme des adultes et de vrais professionnels ? Et quand est-ce que les autorités haïtiennes concernées en la matière prendront-elles leurs responsabilités ? Cela éviterait bien des morts parmi nos compatriotes toujours victimes de ces comportements irresponsables.

Une vraie femme vaillante vient de s'éteindre

Au revoir, Sonia Pierre



Sonia Pierre entre Hillary Clinton et Michèle Obama

Par Frantz Latour

Ma rubrique de cette semaine, je l'ai intitulée «O ironies!». Sans soupçonner que j'allais me trouver face à une déchirante ironie laissant les communautés haïtienne et haïtiano-dominicaine secouées par une indicible émotion. En effet, j'apprenais hier la mort inattendue de Sonia Pierre, décédée d'une crise cardiaque. Or, son passage vers les rives de l'éternité, le dimanche 4 décembre, survient, ô ironie, juste quelques jours avant cette date du 10 décembre quand Sonia Pierre, chaque année, avec l'enthousiasme, le dévouement, le courage, l'opiniâtreté qu'on lui connaît, allait, une nouvelle fois, mettre en branle la noble Campagne pour le Respect du Droit à un Nom et à la Nationalité.

Cruelle ironie. Destin implacable. Inflexible Nature. Impitoyable faucheuse qui ne sait rien de la vie, ne savait rien de la vie de lutte inlassable, tenace, féconde, productive de Sonia pour le triomphe du droit et de la dignité. Une faucheuse qui comme à l'accoutumée a frappé au hasard de ses noires pulsions de mort. Insensible gardienne des immenses espaces d'obscurité et d'éternité venue nous voler notre belle étoile d'humanité pour éclairer l'infini de son vaste ciel de deuil et de douleur.

Je n'ai pas connu Sonia Pierre pour ne l'avoir jamais rencontrée. Mais elle était au détour de chacun de mes moments d'inspiration menant tout droit vers la route qu'elle empruntait chaque jour pour défendre une cause juste, humaine, celle du droit à la dignité, à l'honneur, à la vie, une vie meilleure, décente pour ses sœurs et frères, haïtiens et dominicains d'origine haïtienne.

Je n'ai jamais eu ce rare bonheur, cet insigne honneur de me trouver en présence de cette vraie femme vaillante, résolue, indomptable, fière, respectable, noble, digne, loyale, courageuse que fut Sonia Pierre. Je n'ai jamais eu l'heureuse occasion de partager avec elle ses moments d'inquiétude, d'espoir, de persévérance dans une lutte sans fin contre l'oppression, la déshumanisation de ses sœurs et frères de classe. Je porterai longtemps en moi l'amer regret de n'avoir jamais rencontré cette fervente militante qui a tant souffert, au quotidien, de l'incompréhension, de la perversité, de la haine de puissants secteurs dominicains liés à l'industrie sucrière qui voyaient en elle une empêcheuse de tourner en rond, une avocate résolue de la défense des Haïtiens livrés à l'esclavage dans les bateys, propriétés de représentants de la grande bourgeoisie dominicaine et de magnats états-uniens.



Sonia Pierre honorée par le président René Préval le 4 juin 2010 au rang de Chevalier de l'ordre national

Sonia Pierre est née en 1963, en République dominicaine, de parents haïtiens. Elle a grandi au sein d'une famille de treize enfants, dans l'intimité même d'un batey. C'est dire qu'elle en a connu les aspects les plus douloureux, les plus humiliants. Aussi, le sang rebelle, dessalinien, qui coule dans ses veines gonflées de révolte se manifeste dès l'adolescence. A l'âge de 13 ans, elle fait montre déjà de leadership, organisant une manifestation de cinq jours, dans un fervent coude à coude avec des coupeurs de canne à sucre. Dans le batey où elle dirige la révolte, elle est ciblée par les forces de l'ordre qui font connaître à une si jeune militante les rigueurs carcérales.

Sonia Pierre eut quand même la satisfaction de voir satisfaites les revendications des travailleurs: des locaux d'hébergement plus présentables, de meilleurs outils de travail et des augmentations de salaire. Depuis, Sonia Pierre n'a cessé de lutter inlassablement en faveur de l'émancipation de milliers de dominicains d'ascendance haïtienne condamnés à vivre les pires humiliations et les pires affronts d'une société dominicaine xénophobe et raciste par la faute de classes possédantes pétries dans la farine balaguéro-trujilliste des « *blancos de la tierra*».

En 1981, Sonia Pierre fonde le *Movimiento de Mujeres Dominicano-Haitianas* (MUDHA), Mouvement des femmes dominicano-haïtiennes, une organisation non gouvernementale qui concourra à faire prendre conscience à l'opinion publique dominicaine et internationale sur le sort inique et inhumain réservé aux Haïtiens et Dominicains d'ascendance haïtienne vivant en République dominicaine. Pour Sonia Pierre, MUDHA sera le creuset d'une lutte opiniâtre pour la défense de ses concitoyens d'origine haïtienne et plus généralement pour son combat en faveur des droits de l'homme, car *tout moun se moun*.

Sonia Pierre n'a pas connu que l'hostilité des classes possédantes dominicaines. Fort heureusement, son combat héroïque pour la dignité humaine lui a valu l'hommage de ceux-là qui ont su apprécier à sa juste valeur son courage à surmonter toutes les difficultés dressées sur sa route. C'est ainsi qu'en 2006, elle a reçu de la main même de feu le sénateur Ted Kennedy le Prix Robert F. Kennedy des Droits de l'Homme. Récompense méritée et ainsi soulignée par Kennedy: « *Avec certitude, je peux affirmer que Sonia est l'une des plus dévouées, courageuses et compatissantes des êtres humains de ma génération. Sonia est tout en haut de ma liste d'héroïnes*». En mars 2010, elle recevait le Prix Courage et Leadership féminin du Département d'Etat américain. Cette même année, en juin, elle a été élevée au grade de Chevalier de l'Ordre Honneur et Mérite par l'Etat Haïtien.

Sonia Pierre était dans le collimateur des secteurs ultras et anti-haïtiens de la République Dominicaine. Ella a été la cible d'une presse hostile qui l'abreuvait d'injures à cause de son implication dans la lutte contre la dénationalisation des citoyens-nes dominicains-es d'origine haïtienne et de son intervention devant la Cour interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) pour faire respecter ses droits et ceux de ses compatriotes à la nationalité dominicaine. A un moment, on a tenté de la dépouiller de ses documents l'identifiant comme Dominicaine. Récemment, elle avait été l'objet de sérieuses menaces de mort, lors de la décision de la Cour Suprême dominicaine de ratifier une décision du gouvernement déniant la nationalité dominicaine aux enfants de descendance haïtienne nés en République dominicaine, sous le prétexte farfelu et cynique que leurs parents sont «en transit dans ce pays».

Ironie de la vie, cette femme au grand cœur commença en 2006 à développer des problèmes cardiaques qui lui valurent deux interventions chirurgicales dont la mise en place d'un stimulateur cardiaque. Tant de stress et d'infatigable labeur au service des migrants-tes haïtiens-nes et de leurs descendants en République Dominicaine ont eu fini par dangereusement affaiblir le cœur de Sonia qui a cédé le dimanche 4 décembre, à l'âge de 48 ans, dans un hôpital à Villa Altagracia en République Dominicaine

Sonia est partie pour son dernier voyage qui l'emmènera dans notre mythique Guinée où elle reposera en paix à l'ombre des abricotiers et des corossoliers. Je m'associe à l'équipe du journal Haïti Liberté pour présenter nos condoléances à la famille durement éprouvée de Sonia Pierre, à ses amis, aux membres du Mouvement de Femmes Dominicano-Haïtiennes, et à tous les Haïtiens profondément affectés par la perte d'une sœur, d'une amie, d'une infatigable défenseure des droits humains, d'une grande dame qui fait honneur à notre humanité.

Nos pensées les plus ferventes accompagnent Sonia Pierre dans son dernier voyage.

Sommet CELAC :

Haïti continue de bénéficier de la Coopération Sud-Sud



L'arrivée de Martelly au Venezuela

Par Thomas Péralte

Les 2 et 3 Décembre 2011, sous l'initiative du président socialiste du Venezuela, Hugo Chavez, le premier Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la « Communauté des Etats Latino-Américains et Caraïbéens » (CELAC) a eu lieu au Venezuela. C'était en Février 2010 au Mexique, que la CELAC avait pris naissance au cours du dernier sommet du groupe de Rio. Apres l'Alliance Bolivarienne pour les peuples de l'Amérique (ALBA), le Traité de Commerce entre les Peuples (TCP), l'Union des Nations Sud-Américains (UNASUR), la CELAC s'est érigée en un instrument de résistance à l'impérialisme du sous-continent Sud-Américain.

Création de la CELAC à Caracas : « Trois mémoires pour un point de Non-retour de Notre Amérique. » ainsi intitulés les textes des accords de la création de la CELAC. Selon les instigateurs, la CELAC ne tombe donc pas du ciel, mais s'enracine dans une mémoire longue, le « bolivarianisme » auquel, le président Hugo Chavez se réfère ainsi que la marque laissée par les différents « Libertadores » de l'Amérique Latine, eux-mêmes enracinés dans de longs cycles de résistance indigène, afro-latino-américaine comme celui d'Haïti, avec Toussaint Louverture et Jean Jacques Dessalines, qui fut la première République noire libre du continent, aujourd'hui devenue le pays le plus appauvri de l'Amérique. Quelle ironie du sort !

Elle prend aussi racine dans une mémoire moyenne, la résistance au néolibéralisme et dans une mémoire proche, formée par des processus unitaires entre nations souveraines, telles que : l'ALBA, un système nourri de coopération sociale et libéré de la logique du profit. D'autres, bien que plus nuancés, comme l'UNASUR, ont déjà permis de résoudre des moments de tension, comme la tentative du Coup d'Etat contre Evo Morales en Bolivie.

La CELAC a réuni 33 pays, excluant des Etats-Unis et le Canada et elle se donne pour objectif une alternative à l'Organisation des Etats Américains (OEA), souvent accusée d'être inféodée au capitalisme yankee. On dit la : « CELAC veut détrôner l'OEA. »

A l'ouverture de ce premier sommet, le vendredi 2 Décembre, plusieurs chefs d'Etat ont pris la parole pour justifier le bienfondé de la communauté Sud-Américaine. Le président Vénézuélien, Hugo Chavez, qui faisait sa rentrée de nouveau, en grande pompe sur la scène internationale après sa maladie de cancer courageusement supportée a déclaré : « Nous ne devons pas nous laisser guider par les idéologies au pouvoir. La CELAC est un processus indépendant du socialisme cubain, Vénézuélien ou de l'idéologie qui anime les gouvernements du Brésil, de la Colombie, du Nicaragua. La CELAC doit être une union politique et sur cette union, nous allons bâtir un grand pôle de pouvoir du XXIe siècle. Combien d'années de lutte, c'est un premier pas, ce n'est pas la victoire. Non, mais c'est un premier pas. Parce que c'est en 1820 qu'a commencé la lutte dans ce continent. Apres 300 ans de conquête, de domination, de génocide de la part des empires européens, a surgi la menace de l'empire naissant. Et Bolivar l'a prévu, l'a pressenti, l'a vu, l'a affronté. Bolivar proposa l'unité dès le congrès Amphictyonique de Panama. Mais, finalement s'est imposé le monroïsme : l'Amérique pour les américains. Et, on a cru enterrer le bolivarianisme. »

Le président mexicain, Felipe Calderon a ouvert le sommet en déclarant : « J'en suis convaincu, c'est l'heure et la décennie de l'Amérique latine, pour cette raison nous devons nous hâter vers l'intégration… »

Quant à la présidente brésilienne, Dilma Roussef ; avec CELAC : « Nos pays montrent leur volonté de créer un avenir sans ingérence d'autres pays. Le président Chavez a réitéré ses critiques vis-à-vis de l'OEA qui représente selon lui, le passé, un espace qui a été manipulé, dominé par les Etats-Unis. » Et, la présidente argentine, Cristina Fernandez a fait savoir : « Quand je vois les pays dits civilisés régler leurs affaires à coups de bombes, je me sens fière d'être Sud-Américaine ».

Dans les textes d'accord de la création de la CELAC, on a souligné l'importance politique de cette nouvelle unité contre la dépendance des pays du Sud. La CELAC est directement liée à la caducité de l'OEA et à son épais dossier d'interventions contre des pays qui empruntaient diverses voies transformatrices sur le continent. « L'Organisation des Etats-Américains restera tristement célèbre pour l'aval qu'elle a donné à des invasions, des coups d'Etat, voire des magnicides. L'apogée de la dépendance de l'OEA vis-à-vis de Washington fut sans doute l'expulsion de Cuba en 1962 au motif du danger qu'il représentait. L'offensive subversive de gouvernement communistes, de ses agents et des organisations contrôlées par eux. C'est sur cette base que les gouvernements nord-américains successifs ont appliqué un blocus commercial toujours en vigueur contre Cuba provoquant des pertes qu'on estime à 975 milliards de dollars. », indique-t-on.

Dans cette perspective de l'unité contre la dépendance, Haïti, un pays actuellement soumis à la dépendance des grandes puissances impérialistes, occupée par l'instrument international de domination, l'ONU, administrée par l'ex-président des Etats-Unis, Bill Clinton était présente par une délégation conduite par le président Michel Joseph Martelly. Cette délégation était composée entre autres : des ministres des Affaires Etrangères, Laurent Lamothe ; du Commerce et de l'Industrie, Wilson Laleau ; de la Planification et de la Coopération externe, Jude Hervé Day et des présidents des commissions des affaires

Suite à la page (15)

O ironies!

Par Fanfan La Tulipe

Des fois on se demande comment certaines choses ont pu arriver. Il y a sans doute une explication rationnelle du fait qu'elles soient ainsi arrivées. N'empêche, on reste perplexe, on s'interroge à n'en plus finir, on interroge le ciel, les dieux tutélaires, les «esprits», *Monkamèl,* les anges et les saints. Mais les réponses ne viennent pas bien vite, on reste sur sa faim. Si on n'était pas armé d'un esprit dialectique, on sombrerait vite dans le mysticisme. On invoquerait de mauvais sorts, des maléfices, des sortilèges, même des châtiments divins. De préférence, affrontons la réalité.

Pendant longtemps, en fait depuis le 30 mars 1948, date de la création de L'Organisation des Etats Américains (OEA), un *gwo papa* requin, ce mal nommé Oncle Sam, n'a pas arrêté de dévorer des sardines latino-américaines. Seul, il avait voix au chapitre du diagnostic de la maladie communiste. Toute velléité de réforme voire tout mouvement social relevaient de l'«expansion communiste» et étaient imputés à Moscou. Et en janvier 1962 à Punta del Este, en Uruguay, le grand requin manoeuvrait honteusement pour avaler une sardine pas mal remuante, en l'occurrence Cuba. Le vote décisif de l'Haïti des Duvalier, exprimé par René Chalmers, faisait expulser Cuba de l'"OEA.

Que de sardines avalées *glòt* par le *tiburón*, le grand requin des Amériques, lors d'équipées sardinocides ! Renversement militaire du gouvernement légal du Guatemala, en 1954 ; débarquement d'exilés cubains à la baie des Cochons, le 17 avril 1961 ; implication dans le coup d'Etat de 1973 contre le régime socialiste de Salvador Allende ; appui ouvert à la guerre dite des *contras* qui épuisa le régime sandiniste au Nicaragua ; multiplication des opérations clandestines au Salvador ; invasion de La Grenade en 1983 ; invasion du Panama en 1989 (4000 morts), sous le prétexte d'arrêter le général Manuel Noriega (pourtant agent de la CIA) pour ses liens avec le narcotrafic. Deux coups d'Etat en Haïti en 1991 et 2004 contre le président légitime Aristide; coup d'Etat contre le président légitime du Honduras Manuel Zelaya en 2009 ; sans oublier les *tetelang* avec toutes les dictatures, des années 60 aux années 80 soutenues, ouvertement ou en sous-main, par les Etats-Unis (Brésil, Argentine, Chili, Uruguay, Paraguay, Bolivie, etc.).

Mais le jour va et le jour vient aussi. Dans les intervalles était née et avait grandi la Révolution bolivarienne que rejoignaient la révolution « démocratique et culturelle» bolivienne et la «révolution citoyenne » équatorienne. Les sardines lasses de se faire manger ont oeuvré jusqu'à former une large et puissante houle océane pour barrer la route au requin. En effet, après la création, en 2004, de l'Alliance bolivarienne des peuples de notre Amérique (ALBA) et, en 2005 à Mar del Plata, après l'enterrement de la Zone de libre-échange des Amériques, se retrouvait . Trois ans plus tard, en 2008, se constituait l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) dotée d'un Conseil de défense. O ironie ! Le états-unien n'avait pas été invité.

Et ce mois-ci il ya eu un dernier coup pour tuer le coucou OEA. Les 2 et 3 décembre a été créée au Venezuela la Communauté des Etats d'Amérique latine et de la Caraïbe (CELAC). Cette nouvelle organisation regroupe 32 pays de l'hémisphère soit un total de 550 millions d'habitants, dont Cuba et tous les Etats et micro-Etats insulaires de langue anglaise. O première ironie ! Le requin états-unien et son canadien n'en font pas partie. O deuxième ironie ! La CELAC rendra politiquement démodée, obsolète, , l'Organisation des Etats américains (OEA). O troisième ironie ! Le siège de la CELAC ne sera pas à Washington, mais bien à Caracas. papa, voici ton cigare !

Que dire d'Obama ? De 1987 à 1991, Barack Obama choisit de tourner le dos à une carrière d'avocat rémunératrice pour se consacrer à des activités communautaires dans son patelin de Chicago, plus spécifiquement dans le sud de Chicago aux services de ses 'frères noirs' du ghetto. Mais il n'a pas pu résister aux appels des sirènes politico-sénatoriales. Elu en mars 2004 au Sénat des États-Unis après avoir été sénateur de l'Illinois à trois reprises, de 1997 à 2004, Barack Obama se distingue notamment par son opposition ferme à la guerre lancée par George W. Bush en Irak et par le discours qu'il prononce en juillet 2004 lors de la convention démocrate, discours marqué au coin d'une générosité d'esprit et de coeur inspirée de ses racines et du rêve américain. Il a le soutien actif de cette nouvelle génération de jeunes blancs et blanches d'une certaine éducation et d'une certaine ouverture d'esprit que n'avaient pas leurs parents.

Le 4 novembre 2008, Obama est élu président des Etats-Unis. Le 20 janvier, il prête serment. O ironie ! Dès qu'il entre en scène, le sénateur qui en juillet 2004, lors de la convention démocrate disait : « Pendant deux décennies il (John Mc Cain) a souscrit à cette vieille philosophie républicaine complètement discréditée : donnez de plus en plus à ceux qui possèdent le plus, et priez pour que la prospérité s'ensuive et redescende vers tous les autres», s'entoure des mêmes individus qui ont été à l'origine du krach financier en 2008 et qui vont assurer la continuité. Le bushisme sans Bush. .

O ironie ! au moment où Obama arrivait à la Maison-Blanche, Henry Paulson* pouvait se montrer rassuré, l'influence de Wall Street demeurait intacte au sein de la nouvelle administration ; car les hommes choisis par Obama pour l'épauler étaient les symboles de la continuité: Timothy Geithner, ancien patron de la FED (la réserve fédérale américaine), associé à Paulson dans la gestion de la crise; Lawrence Summers, ancien ministre des Finances de Clinton, consultant chez Goldman Sachs et qui dirigeait, jusqu'à l'élection présidentielle de novembre, le puissant fonds spéculatif Shaw. Le choix de Geithner fut conseillé à Obama par Summers, par Jimmy Diamond, le PDG de JPMorgan, et le très influent Peter Peterson, fondateur du fonds d'investissement Blackstone.

Le 4 novembre 2008, M. Obama baignait dans la liesse de dizaines de milliers de partisans dans une électrisante atmosphère de «*changement auquel nous pouvons croire*». Les caméras de CNN se portaient sur un Jesse Jackson essuyant quelques larmes de forte émotion. «*En ce moment historique, le changement est arrivé en Amérique*», lançait M. Obama devant une multitude en adoration. O ironie ! Une année plus tard, il se rabattait sur une nouvelle formule *dodo-titit-krab-nan-kalalou-sa-bon* : «*Changer les choses est toujours difficile*».

Au terme de la Convention du parti démocrate en 2008 qui l'avait choisi comme candidat du parti, M. Obama jugeait que l'état lamentable du pays était «*le résultat d'un échec des politiques en panne de Washington, et des mauvaises politiques de George W. Bush*». O ironie ! Lors de son discours d'investiture, Obama parlait d'une «*nouvelle ère de responsabilié*» et assurait que le krach financier était le résultat, sans doute, «*de l'avarice et de l'irresponsabilité de quelques-uns*» (dont il ne cite aucun nom), mais aussi et surtout «*de notre échec collectif à prendre des décisions difficiles*».

O ironie ! Au moment de son investiture, cet ancien activiste communautaire défenseur des marginaux du sud de Chicago, devenu sénateur et ensuite président, menaçait, adroitement : «*Le temps est venu de mettre de côté les choses puériles*», *pa di m*, Obama. Devrait-on comprendre : le droit à un emploi, une maison, des soins de santé et un revenu décent ? O ironie ! Celui-là même qui rejetait «*les mauvaises politiques de George W. Bush*» s'empressait de rassurer Washington, le Pentagone et la Bourse que «la guerre internationale contre le terrorisme» bushiste et boulchitiste, il la gardait *tennfas* et *tifi* : «*Notre nation est en guerre contre un réseau de violence et de haine*».

Il faut bien en venir au président Sweet Micky. Lors des élections présidentielles en 2010-2011, le prestidigitateur cinquante-étoilé avait sorti de ses manches deux miroirs aux alouettes qui auguraient d'une carnavalesque mascarade à offrir au peuple haïtien. Les électeurs allaient devoir choisir entre Mme Myrlande Manigat, femme respectable, intellectuelle, spécialiste en droit constitutionnel, représentante du courant féodal, et Michel Joseph Martelly, musicien dévergondé rompu aux propos obscènes, mec intellectuellement analphabète, représentant de la macouto-bourgeoisie. O ironie ! C'est l'énergumène des carnavals- musical avec le groupe T Vice qu'allait choisir une frange de l'électorat, moins de 15% des électeurs inscrits.

Le Venezuela de Chavez inaugure ces jours-ci le premier sommet de la Communauté des Etats latino-américains et caraïbéens (CELAC) auquel participent 32 chefs d'Etat et de gouvernement, sauf Obama et le Premier ministre du Canada. Michel Martelly est du nombre. O ironie ! A part quelques platitudes, quelle sorte de conversation peut avoir l'intellectuellement analphabète Sweet Micky avec des homologues cultivés tels Evo Morales, Dilma Roussef, Daniel Ortega, Cristina Fernandez, pour ne citer que ceux-là ? Comble de l'ironie, Martelly est invité par son homologue vénézuélien, Hugo Chavez, à un dîner officiel offert à l'occasion de la célébration du Bicentenaire de l'Indépendance du Venezuela. Cruelle ironie, lorsqu'on se rappelle que Martelly appartient à cette frange GNBiste du pays, égarée, dévoyée, qui sciemment, traîtreusement, honteusement, malhonnêtement, méchamment, a tout fait en 2004 pour saboter la célébration de notre glorieux bicentenaire.

Notre pays représenté par un médiocre, un inculte, un «», à un forum hautement progressiste latino-caraïbéen pour créer la CELAC, le GNBiste Michel Martelly invité à un dîner de célébration du bicentenaire de l'indépendance du Venezuela, ô quelle douloureuse ironie ! Et quelle malchance !

*Henry Paulson *: banquier,. Le , ilrévélait son plan de sauvetage de l'économie américaine au bord de l'implosion suite à la. Ce plan de sauvetage de plus de 700 milliardsrachetait aux établissements financiers lesqu'ils avaient imprudemment accumulés et qui étaient devenus depuis invendables.*

Komisyon pou ankete sou nasyonalite manm gouvènman an pral kòmanse travay


Moise Jean-Charles

Se Senatè Moise Jean-Charles, youn nan manm komisyon an ki anonse nouvèl la. Li fè konnen 9 manm komisyon an pral reyini pou yo kòmanse travay epi mete kèk estrikti nan komisyon an.

Senatè a fè konnen se pa selman sou prezidan Martelly yo pral ankèt se sou plizyè moun nan gouvènman an. Limenm ta siyale gen 3 moun nan ekip gouvènman Martelly/Conille lan ki genyen yon lòt nasyonalite.

Men non 6 moun ki nan komisyon pou mete Lame sou pye

Richard Maurasse, Sekretè Deta Defans
Réginald Delva, Sekretè Deta Sekirite piblik
Jean Bergerac Barette
George Michel
Me Gérard Gourgue
Ak Jean Thomas Cyprien, yon ansyen kolonel lame Dayiti

Met Lionel Constant Bourgoin nonmen komisè gouvènman


Mèt Lionel Constant Bourgoin

Lendi 5 desanm nan, Mèt Lionel Constant Bourgoin te prete sèman kòm nouvo Komisè gouvènman nan Pòtoprens. Mèt Bourgoin ranplase mesye Felix Léger ki te pèdi djob li aprè kriz Martelly/ Belizaire la.

Nan diskou sikonstans lan, Lionel C. Bourgoin fè konnen li kontan men tou li pridan anpil. Li deklare se tout moun ki pral aji ansanm avè l pou kapab marye prevansyon ak represyon epitou pou kwape kriminèl yo.

N ap fè sonje Met Lionel Bourgoin se te Direktè Lekòl Majistrati an Ayiti.

Pati Inite a deziye Pierre Raymond Dumas pou pòs minis kominikasyon ak lakilti


Pierre Raymond Dumas

Pierre Raymond Dumas, yon jounalis, ekriven, deziye kòm Minis Kominikasyon ak Lakilti pou ranplase Choiseul Henriquez, nou sonje ki mouri mwa pase a.

Pierre Raymond Dumas pa yon manm pati INITE, ni tou li pa gen yon pase politik, poutèt sa yo panse li ka rantre fasil nan gouvènman Martelly/Conille an.

Senatè Bastien te montre anpil retisans nan deziyasyon mesye Dumas paske pou limenm se yon pòs ki sansib anpil poutèt se minis lakilti a ki pou jere kesyon kanaval la.

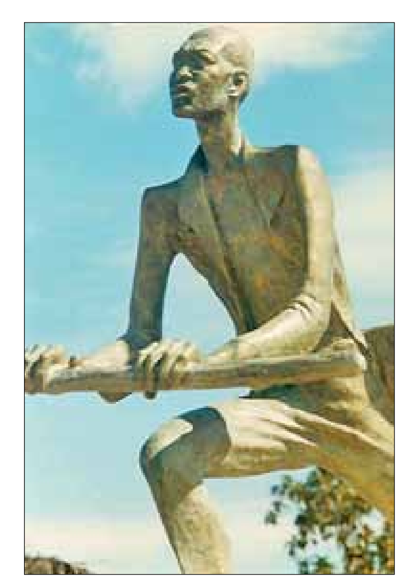
82zyèm anivèsè masak Machatè nan Okay

Nan okazyon 82zyèm lane masak Machatè nan Okay, Komite Inisyativ Sid Pou Liberasyon (KISL), wete chapo li byen ba pou li salye tout fanm ak gason konsekan k ap batay pou Ayiti reprann dwa gramoun li. Nan sans sa a, nou voye yon gwo kout chapo pou tout moun ki te pote kole nan gwo mach pasifik kont lamizè ak okipasyon ki te òganize pandan jounen madi 6 desanm lan.

Konpatriyòt nou yo 6 desanm 1929 / 6 desanm 2011 sa ki fè 82 lane depi militè meriken te masakre anviwon 25 ti peyizan epi blese plis pase 51 lòt, poutèt yo t ap batay kont move lavi ak taks militè meriken te mete sou pwodui yo. Se anba mitrayèt militè meriken yo te resevwa peyizan yo ki t ap defann dwa yo. Listwa peyi nou rapòte, merin yo osinon solda meriken yo ak sipò solda Ayisyen yo plis boujwa a kèk entèlektyèl nan Okay krible peyizan ki te soti nan prèske tout komin nan Sid la anba bal. Poutèt peyizan sa yo te leve kanpe kont twòp taks okipan yo te mete sou yon seri pwodui tankou tafya, melas. Peyizan yo te leve kanpe tou kont move lavi.

Se sa ki fè nou leve kanpe Madi 6 desanm 2011 lan pou nou salye memwa konbatan sa yo ki pat asepte mouri ajenou, men ki te leve kanpe pou fòse eksplwatè yo fè bak sou tout yon seri mezi yo pran kont yo pou anfonse yo pi rèd nan lamizè. E lòt bagay ki esplike prezans nou sou beton an, se pou nou fè jèn yo konnen sa ki machatè a, kouman fè genyen machatè. Depi kèk tan nou konstate okipan yo ap fè plis konplo sou do pèp la. Konplotè nasyonal ak entènasyonal toujou mete yo ansanm pou kontinye masakre peyisan sa yo nan kalite politik renmèd chwal y ap aplike nan peyi a. Konplotè sa yo, anpatikilye MINISTA ak yon seri ONG envesti gwo kòb nan mitan popilasyon machetè a pou detounen sans machatè a e menm rive kreye gwo divisyon nan mitan yo. Se sak fè depi 2 zou 3 lane yo fè machatè tounen yon dat fèt kote didye sèl kòk chante ap simen mizik 2 grenn dwat ki pa gen anyen pou wè ak masak la. Kidonk, krim okipan yo ap kontinye sou divès fòm.

Nou ka konstate depi kèk ane, pouvwa militè Henry Nanphy a ak enperyalis meriken te mete ansanm pou kraze moniman machatè a. Pou kontinye a rès moniman ki rete kanpe a, yo bare li ak yon ansèy piblisite. Tout sa antre nan konplo esplwatè yo pou efase memwa batay pèp la. Se pou tèt sa li enpòtan yon lòt fwa ankò pou sektè popilyè a ranfòse li tout jan pou li pa kite batay memwa nan men eksplwatè yo, pou li antre nan won pou li rale batay memwa nan sans pa li pou avansman lit la. Komite Inisyativ Sid pou Liberasyon fè okipan yo ansanm ak tout restavèk Ayisyen k ap kore MINISTA yo konnen, batay la pap kanpe nan wout. Komite a mande moun Machatè yo, rete veyatif, pa kite konplotè yo divize nou.


Moniman Machatè a

Libète, se pou pèp k ap batay
Aba lavichè ak CIRH !
Aba Okipasyon !
Viv yon Ayiti granmoun!

Pou Komite Inisyativ Sid pou liberasyon (KISL)
1) Traka Fanm : Mie Lucienne Jn Michel
2) AJAC : Charles Jn Will
3) MODEMO : Guerda Roséus
4) JPO : Florence Etienne
5) Inyon Pou Lapè : Mariette Hérard
6) Jèn Militan Madan Konm : Thélusma Dunès
7) RPS : Jn Fricien Estimé
8) OTEADEK : ST Germin Jerry-Van

Okay, 6 Desanm 2011

Maigre bilan du forum "Invest in Haïti"

Par Isabelle L. Papillon

Malgré le satisfecit des organisateurs du deuxième forum d'investissement en Haïti qui a coûté plus d'un demi-million de dollars étasuniens, avec la participation de 1070 investisseurs, hommes et femmes d'affaires venant de 29 pays, le bilan s'est soldé par la signature de deux protocoles d'accord, dans le domaine de l'hôtellerie et de la communication. Selon le ministre des Affaires étrangères, Laurent Lamothe qui plaide toujours en faveur d'une « diplomatie d'affaires », l'annonce a été faite de la formation d'une commission de suivi dirigée par le secrétaire du Conseil Consultatif présidentiel pour le Développement économique et l'Investissement, Karl Jean Louis.

Marriott International et Digicel group ont conclu un accord pour la construction et la gestion d'un nouvel hôtel de 168 chambres à Port-au-Prince, évaluées à 45 millions de dollars. La compagnie Coréenne, LS câbles Systems, spécialisée dans le domaine de la fabrication de câbles électriques et de télécommunication dans le monde, a signé un accord avec le gouvernement haïtien pour promouvoir le développement d'infrastructures. Cette compagnie qui fait partie du groupe industriel Sud-Coréen, « LG Group », projette d'investir dans l'ouverture d'une usine dans la Caraïbe.

Selon un communiqué du Secrétariat du forum, des hommes et des femmes d'affaires haïtiens et étrangers ayant une activité en Haïti ont témoigné sur l'exploration des opportunités de développement d'entreprises dans le pays. Durant ces deux jours, 4 ateliers se sont tenus sur des secteurs déterminants pour la reconstruction et le développement à long terme dans le pays : l'industrie textile, le tourisme, l'agro-business et les infrastructures. Des échanges entre les hommes et femmes d'affaires haïtiens et étrangers ont eu lieu sur les différents paramètres des opportunités d'investissement en Haïti. Les dirigeants haïtiens comptent beaucoup sur l'investissement étranger pour la création d'emplois, le développement du pays et la stimulation de la croissance économique.

Les principaux instigateurs de ce forum, Bill Clinton, ex-président des Etats-Unis et Luis Alberto Moreno, président de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) qui ne sont autres que les représentants de l'impérialisme, ont l'habitude de faire des promesses à Haïti, toutefois non accompagnées de réalisation concrète.



Le président de la Banque Interaméricaine de Développement Luis Alberto Moreno au micro à sa droite l'ex-président des Etats-Unis Bill Clinton, ils ont été les principaux instigateurs de ce forum



Martelly et ses troupes écoutant attentivement le président de la BID Luis Alberto Moreno



Bill Clinton, l'ex-président des Etats-Unis sur le podium

Au cours de ce forum, ils ont continué à le faire pour essayer de leurrer le peuple haïtien : « Un des plus grands défis d'Haïti reste à stimuler la croissance économique et créer des emplois. Pour y arriver, il faut épauler les investissements du secteur privé. C'est pour cette raison que nous avons organisé ce forum « Invest in Haïti » avec nos partenaires. Il y a ici suffisamment de puissance économique pour atteindre un impact sur la vie de millions d'Haïtiens. », a soutenu Luis Alberto Moreno.

Quant au représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Haïti, Bill Clinton très décrié, depuis un certain temps, dans les masses populaires du pays : « Le forum souligne l'importance des financements du secteur privé en Haïti et montre au monde que le pays est de nouveau ouvert aux affaires. » a-t-il indiqué.

Alors qu'on parle d'investissement étranger, Haïti ouverte aux affaires de création d'emplois, plus de dix mille travailleurs des entreprises publiques et organismes déconcentrés de l'Etat (Teleco, SMCRS, CAMEP, APN, ONA, OAVCT…) ont été licenciés arbitrairement, sous le gouvernement de facto de Boniface-Latortue, (2004-2006) après le Coup d'Etat-kidnapping du 29 février 2004. Et depuis lors, ils ne cessent de manifester pour exiger leur dû et leur réintégration dans les institutions étatiques. Les victimes de l'application de la politique néolibérale regroupées au sein de la Plateforme des Employés victimes des Entreprises Publiques (PEVEP) continuent d'exiger des dédommagements à travers des manifestations pacifiques. Au moment du déroulement de ce forum, ils étaient une fois de plus dans les rues de la capitale pour faire entendre leur voix.

D'un autre côté, selon le dernier rapport sur les licenciements des membres du comité exécutif du Syndicat ouvrier du Secteur Textile habillement (SOTA), paru en nombre 2011, l'industrie d'assemblage en Haïti pour l'exploitation est en recul, passant de 100 usines en 1986 à 23 en 2011. Plusieurs raisons expliquent le déclin qui s'est produit entre la fin des années 80 et aujourd'hui. La question de l'énergie électrique et l'instabilité politique sont au cœur de ces problèmes. Tout le monde le sait très bien: l'application de la politique néolibérale, la privatisation des entreprises publiques, les Coups d'Etat militaire ou des assaillants financés par les administrations étasuniennes, françaises et canadiennes, l'occupation du territoire d'Haïti par les casques bleus de l'ONU durant les 7 dernières années, la CIRH, le pullulement des ONG après le tremblement de terre du 12 janvier 2010 sont entre autres à la base de l'instabilité en Haiti

Ce rapport a indiqué : « Les licenciements temporaires ou permanents sont assez importants en ce moment en Haïti. Le jour où les trois représentants de SOTA travaillant pour Genesis ont été licenciés, six autres travailleurs l'ont également été. Depuis la mi-Aout 2011, 73 travailleurs ont été licenciés à Genesis. A Multiwear, il semblerait que plus de 400 travailleurs aient été licenciés. A Ouanaminthe, au Nord d'Haïti, l'usine CODEVI a licencié 390 travailleurs début octobre. Le 31 Octobre, 1550 autres travailleurs ont été licenciés pour cause de production insuffisante. Le directeur de l'usine CODEVI a fait état de ralentissement pendant l'automne 2011, survenant non seulement en Haïti et en République Dominicaine, mais également en Amérique centrale… »

L'ex-président, Jean Bertrand Aristide, avant le Coup d'Etat-kidnapping du 29 février 2004 avait prôné dans son « livre blanc » d'investir dans l'humain pour éradiquer un ensemble de problèmes socio-économiques du pays, mais les puissances impérialistes n'avaient pas digéré ce projet. Elles ont alors fomenté un complot contre lui en vue d'imposer leur propre projet de domination et d'exploitation.

En 2009, lors du premier forum sur l'investissement, Bill Clinton avait débarqué à la tête de centaines d'investisseurs. Parmi eux, il y en avait qui faisaient miroiter deux milliards de dollars d'investissement. Deux ans plus tard, aucun investissement majeur n'a été signalé dans le cadre de ce forum. Toutes les promesses faites au premier forum ne se sont pas concrétisées. Donc, que pourrait-on espérer du 2e forum sur l'investissement en Haïti ? Des gens avisés estiment que ce forum permet aux capitalistes, aux responsables des compagnies transnationales et multinationales de mieux réfléchir et de s'organiser pour renforcer le système d'exploitation des travailleurs ou des ouvriers, avec le soutien des dirigeants locaux. Dans une société où les rapports de production sont toujours en faveur des capitalistes, tous les investissements constituent une source d'exploitation, et le travail n'est plus une source de création de richesse pour la classe ouvrière.

On sait par exemple ce qui s'est passé à la compagnie de télécommunication d'Haïti, la Téléco où l'investissement étranger privé a envoyé environ 5000 travailleurs au chômage depuis des années. Dans les zones franches de Ouanaminthe, les patrons ont procédé au licenciement des ouvriers pour leur participation à des activités syndicales. Malgré que le droit des ouvriers de s'organiser en syndicat soit garanti par les dispositions de l'organisation internationale du Travail (OIT) et la constitution haïtienne de 1987, les dirigeants haïtiens ne font rien pour les faire respecter.

Association des Amis de Bellanse (ASSAB)

Brooklyn, 1er décembre 2011

Cher(e) ami(e),

Le secrétariat de l'Association des Amis de Bellanse a l'honneur de vous inviter à une réception qui aura lieu, le samedi 10 décembre 2011 à l'occasion de la Notre-Dame de Lorette, patronne de la ville de Bellanse. Elle se tiendra à l'auditorium du journal Haiti Liberté, situé au numéro 1583 Albany Ave, Brooklyn N-Y 11210, de 6:00pm à 10:00 pm, téléphone: 718 421 0162. Il compte sur votre aimable présence à cette agape fraternelle. Donation $10.00.

Le secrétariat vous informe que l'ASSAB se propose de construire un Centre communautaire à Bellanse. Des démarches sont sur la bonne voie en vue d'acheter un terrain sur lequel sera érigé ledit Centre.

Au cours de la réception, un hommage bien mérité sera rendu aux poètes, écrivains et artistes Bellansois: Valery Leroy, Hugo H. Paul, Odnel David, Oriol Theodore, Lionel Desmarattes, Clotaire Pierre-Louis, Jean Claude Cajou et Molière Jules par l'entremise de leurs œuvres .La partie culturelle sera aussi animée par les chanteurs de charmes Yves Steven Estriplet et Jean Claude Gauthier.

Le livre de L'ASSAB, Belle-Anse: Pour un auto-développement intégral et équilibré sera vendu au prix de $8.00. Venez à cette fête bellansoise qui sera une véritable retrouvaille d'anciens et de nouveaux amis de la grande famille bellansoise.

Persuadé que vous serez présent à la réception, le secrétariat vous renouvelle l'expression de sa pleine et entière collaboration.

Pour le Secrétariat:
Dr. Louis Angegard Cajou
Secrétaire Général

Association des Amis de Bellanse (ASSAB)
P. O. Box 120294
St. Albans, NY 11412

Un policier et un canadien tués en Haïti

Dans la nuit du mercredi 30 novembre au jeudi premier décembre 2011, le policier, Lesly Jean Pierre, agent II, issu de la 14e promotion de la Police Nationale d'Haïti (PNH), âgé de 35 ans a été abattu par balles à Cité Soleil. Il était affecté au commissariat de la Croix-des-Bouquets. Il était en civil, au volant de sa voiture quand il a été attaqué par des bandits au « Kafou lanmò » ou le Carrefour de la mort à Cité Soleil, Nord de la capitale. Cette information a été confirmée par le porte-parole adjoint de la PNH, Gary Desrosiers qui a fait savoir que le bilan des policiers tués de janvier à novembre 2011 s'élève à 28 dans les zones métropolitaines de la capitale. Le dimanche 4 décembre, la Brigade anti-enlèvement de la PNH a procédé à l'arrestation d'un bandit réputé très dangereux, Georges William McNally, domicilié aux Etats-Unis, résidant au local de Muncheez, situé au bas du Bois-Verna, centre de la capitale. Georges William McNally est un spécialiste, selon la police, des actes d'enlèvements, séquestrations et vol à main armée. Il se faisait passer pour un employé de DHL.

Au Nord-Ouest d'Haïti, à l'Ile de la Tortue, localité Lapointe, le ressortissant canadien d'origine haïtienne, Victor Edmond a été tué par balles, dans la soirée du mercredi 30 novembre 2011, à son domicile. Le commissaire du gouvernement de Port-de-Paix, Yves Martial a confirmé l'attaque ciblée de la victime qui a rendu l'âme suite à ses blessures.

Au quartier populaire de Bel-Air, le chauffeur de taxi-moto, Borguens Florvilien a été abattu de quatre balles par un policier et un présumé bandit a été blessé, le lundi 28 novembre à la rue des Césars, au centre de la capitale. La population de la zone a dénoncé l'agissement brutal des policiers, accusés d'avoir délibérément ouvert le feu sur le chauffeur qui avait déjà les mains en l'air tel que requis par les forces de l'ordre.

Le porte-parole de la PNH, Gary Desrosiers a informé mercredi que les forces de l'ordre ont mis en place une opération, baptisée « Noël 2011 » pour la période allant du 25 novembre 2011 au 5 janvier 2012. L'objectif de cette opération est de renforcer la sécurité à l'occasion des fêtes de fin d'année, dans les différentes zones réputées dangereuses dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.

Gary Desrosiers a annoncé également la création d'une nouvelle unité dénommée « Brigade des mœurs » qui assurera le contrôle des activités dites récréatives des écoliers, connues sous le nom de « After School », marquées généralement par des débauches, consommation d'alcool, de drogue et autres activités indécentes des jeunes, revenant de l'école, les vendredis.

Il a par ailleurs dressé le bilan



Le policier, Lesly Jean Pierre, agent II, issu de la 14e promotion de la Police Nationale d'Haïti (PNH), âgé de 35 ans, abattu par balles à Cité Soleil

des opérations de la PNH, pour la première quinzaine de mois de novembre : 115 grandes opérations dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, au cours desquelles 53 individus ont été appréhendés pour leur implication présumée dans des actes de criminalité et de banditisme dont des meurtres, des assassinats et des enlèvements. Au cours de cette même période, la Police a procédé à la saisie de 10 armes à feu et 5 bandits tués sous des balles de la police. Selon le porte-parole de la PNH, la police a enregistré 5 cas d'enlèvement dans le département de l'Ouest. Deux des victimes ont été tuées par les ravisseurs et les autres ont été libérées après avoir versé des rançons aux kidnappeurs.

Manifestation contre des maires de la zone métropolitaine

Depuis le Coup d'Etat du 29 Février 2004, Haïti vit dans l'instabilité politique constante. Les élections présidentielles, législatives et des Collectivités territoriales ne se réalisent plus à la date prévue par la constitution. Le mandat des élus des Collectivités Territoriales (maires, CASEK, délégués de ville et ASEK) est arrivé à terme depuis des mois, pourtant aucune disposition n'a été prise soit pour les remplacer soit pour les reconduire. Ils sont restés illégalement à leur poste.

Ils sont accusés de corruption, d'absence de réalisation de projets au profit de la population, de malversation ; la population s'est soulevée pour exiger la révocation des membres du Conseil municipal de Cité Soleil, de Pétion-Ville et bien d'autres communes du pays. A Cité Soleil, le lundi 28 novembre dernier, des centaines de personnes ont pris part à une manifestation qui a démarré à Cité Boston pour arriver devant les locaux de la mairie de Cité Soleil, à Sartre. Les manifestants ont exigé la démission sans condition du Conseil dirigé par le maire Wilson Louis. Ils ont érigé des barricades enflammées devant la mairie. « Le maire n'a réalisé aucun projet durant son mandat » a lancé un manifestant en colère.

Les agents de sécurité de la mairie ont ouvert le feu sur les manifestants dont le bilan s'est soldé par 7 blessés. Cette information a été confirmée par le juge de paix de Cité Soleil, Evens Lévêque, qui était intervenu en toute urgence pour faire le constat et procéder à l'évaluation des maires et des employés, suite à des accrochages qui ont eu lieu entre les manifestants et les agents de sécurité. En dépit de toute la violence exercée contre les manifestants, la population reste déterminée à poursuivre la mobilisation jusqu'à la dissolution du Conseil.

A Pétion-Ville, le vendredi 2 Décembre dernier, la Police Nationale d'Haïti (PNH) a dispersé une manifestation organisée par des gens de la population contre la mairesse, Claire Lydie Parent. Les manifestants ont exigé la démission du Conseil. Plusieurs marchands ambulants ont participé à ce mouvement de protestation.

Ce mouvement de protestation pour la dissolution des Conseils municipaux à travers le pays tend à se développer pour réclamer la démission des maires. Le mandat des Conseils municipaux est de 4 ans, il est arrivé à terme depuis des mois et celui d'un tiers du Sénat de la République arrivera légalement à terme le deuxième lundi de Janvier 2012. Jusqu'à présent aucune disposition n'a été prise pour organiser de nouvelles élections dans le temps règlementaire de la constitution. Les conseils électoraux dont Gaillot Dorsinvil sont toujours dans le collimateur de la justice pour leur implication dans des cas de corruption, lors des dernières élections législatives. Actuellement, des institutions comme le Conseil Electoral Provisoire ou Permanent, les Collectivités territoriales ne fonctionnent pas régulièrement selon le vœu de l'article 136 de la constitution. Le président de la République, Michel Joseph Martelly, au lieu de travailler dans le but de faire respecter la constitution, préfère se lancer dans des disputes stériles avec le pouvoir législatif.

Lettre ouverte d'Oscar Arias Sanchez ex-Président du Costa Rica au Président Martelly

Monsieur
Le Président de la République d'Haiti
Michel Martely
Cher Monsieur le Président,

Malgré le fait de n'avoir eu l'occasion de vous rencontrer personnellement, je prends la liberté de vous écrire au sujet d'un fait ponctuel de votre pays dont je suis les événements politiques avec grand intérêt.

Mes paroles sont mues par l'affection que j'ai pour le peuple haïtien. Il n'est pas dans mon intention de manquer au respect de la souveraineté d'une nation sœur et je tiens seulement à offrir un conseil que je lis sur les murs de l'histoire de l'Humanité : en Amérique Latine, la plupart des armées ont été les ennemies du développement, de la paix et de la liberté.

Dans une majeure partie du monde, et plus particulièrement dans notre région, les forces armées ont été à l'origine des plus douloureux souvenirs. Ce sont les bottes militaires qui ont piétiné les droits humains de nos frères. C'est la voix du général qui a ordonné l'arrestation des étudiants et des artistes. C'est la main du soldat qui a tiré dans le dos du peuple innocent. Dans le meilleur des cas, ce sont les armées latino-américaines qui ont engendré une dépense prohibitive pour nos économies. Pire encore, elles ont généré une instabilité permanente pour nos démocraties.

Le projet *Politique de Défense et Sécurité Nationale* propose des objectifs flous. Par exemple, le besoin présumé de reconquérir la dignité et la souveraineté haïtiennes par la réinstallation de l'armée. Haïti n'a pas besoin de monter une armée : la sécurité interne du pays peut être assurée par un corps de police professionnelle bien formé et disposant de ressources nécessaires pour assurer l'application de la loi. Sa sécurité nationale n'a en outre rien à gagner d'un tel appareil militaire, qui ne serait jamais plus puissant que celui de ses voisins.

Comme vous le savez, Haïti, le Guatemala et le Nicaragua occupent les trois dernières places de la région dans l'Indice de Développement Humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Aussi n'est-ce peut-être pas un hasard si ces trois pays partagent d'autres choses : ils ont (ou ont eu) de puissantes armées et un investissement social en matière d'éducation et de santé très faible. Les 25 millions de dollars prétendus du Projet *Politique de Défense et Sécurité Nationale* devraient être investis dans l'éducation du peuple haïtien, dans des dispositifs de santé pour ses enfants, dans la consolidation des institutions démocratiques, assurant une stabilité politique minimale qui permettra de regagner la confiance des haïtiens, et dans la coopération internationale dont l'aide restera indispensable.

Le Costa Rica et Haïti sont des petits pays et nos climats tropicaux nous exposent à des tempêtes, des ouragans et d'autres catastrophes naturelles. Malgré cela, mon pays est placé comme 69 eme selon l'indice de développement humain : un enfant né aujourd'hui au Costa Rica est présumé vivre 79.1 ans. Haïti est placée à la 145eme place, l'espérance de vie d'un enfant haïtien étant quant à elle



Oscar Arias Sanchez

réduite de 17.4 années de moins que celle de l'enfant costaricien. De même, nous pourrions parler des années de scolarité, de nos efforts pour réduire la fracture numérique ou du programme "Avancemos" qui propose une bourse aux mères dans le besoin pour que leurs enfants ne soient pas déscolarisés. La différence entre la population d'un pays et celle d'un autre réside dans son niveau éducationnel, dans les années de scolarité de ses enfants, dans l'accès aux technologies de l'information et de la communication, la population d'une société instruite se voyant offrir infiniment plus d'opportunités.

Monsieur le Président Martely, mon peuple était à une époque cerné, tant au nord qu'au sud, par la dictature et la mitrailleuse sifflait à ses frontières. Mais au lieu de prendre les armes, le Costa Rica s'est engagé à lutter pour

Suite à la page (15)

Martelly government betting on sweatshops:

Haiti: "Open for Business"

The second of three articles

By Haiti Grassroots Watch

Decades of Union-Crushing

In 2004, when Batay Ouvriye (BO) was helping organize at the Dominican-owned maquila park CODEVI on the Haitian-Dominican border, hundreds of workers were laid off. BO and others claimed the lay-offs were a direct result of the organizing. But at the time, Baker, then vice president of the Association of Haitian Industries (ADIH), did not hesitate to defend the Dominican employers.

"*I'm very disturbed because as a Haitian, I'm trying to create jobs,*" he told Inter Press Service. "*These people [BO and its international supporters] are spreading lies on the Internet. This kind of thing kills our business here.*"

But they were not lies. And business was not "*killed.*"

BO and the workers prevailed. Today, over 3,000 workers at CODEVI are unionized, and all workers benefit from a collective bargaining agreement, although salary remains rock-bottom. Minimum wage for the approximately 6,500 workers is 868 gourdes (US$21.70) a week.

In the face of local organizing and international scrutiny and solidarity, Baker and other industrialists fight tooth-and-nail against raises, saying they pay as much as possible, and arguing that the foreign companies who out-source stitching jobs to Haiti would pick up and leave if workers were better paid.

Washington appears to agree. In 2009, with the backing of the US embassy, ADIH fought hard against an attempt by parliamentarians to raise the minimum wage to 200 gourdes (US$5) a day. As reported in *Haiti Liberté* and *The Nation*, "*contractors for Fruit of the Loom, Hanes and Levi's worked in close concert with the US Embassy when they aggressively moved to block a minimum wage increase*" voted by Parliament.

The U.S. State Department's Agency for International Development (USAID) helped pay for a study that, not surprisingly, "*found that an HTG 200 Haitian gourde minimum wage would make the sector economically unviable and consequently force factories to shut down,*" according to what chargé d'affaires Thomas C. Tighe wrote in a confidential cable to Washington. The US embassy urged "*[a] more visible and active engagement by [then-President René] Préval.*" Two months later, the president apparently convinced the Parliament to set a two-tiered minimum wage that allowed assembly industries to pay less than 200 gourdes – 125 gourdes a day until October 2011, and now 150 gourdes a day.

Justifying the "race to the bottom"

According to Baker, and to HGW research, workers often earn more than 150 gourdes. But the wage remains the lowest in the hemisphere – and lower than it was 30 years ago – in a country where the state mostly does not provide nor even subsidize basic needs like housing, electricity, water, education and healthcare.

Industrialists justify the low wages. "*When you have a country where 80% of the people don't, anything is good!*" according to Baker.

The director of the Free Trade Zone Office [Direction des Zones Franches], agreed. "*A worker can eat,*" Jean-Alix Hecdivert told HGW. "*Even if he can't satisfy his hunger, he can eat.*"

At CODEVI, Director Miguel Angel Torres echoed Baker. "*I do think the salary is really low, but Haiti has 70% unemployment!*" he said. "*If you don't work, you don't have anything. If you get 868, at least you can survive… It's better than nothing.*"

Haitian economist Camille Chalmers has spent years thinking and writing about the devastating effects of neoliberal economic policies on Haiti. For Chalmers, sweatshop wages for exported textiles, produced by local and foreign capitalists, are not "*better than nothing.*"

"*It's a big error to bet on the slave-wage labor, on breaking the backs of workers who are paid nothing while [foreign] companies get rich,*" Chalmers said. "*It's not only an error, it's a crime.*"

The economist admitted that assembly industries do create jobs but – referring to the capital's main industrial park "boom" years in the 1980s – he said that "*while SONAPI [Société Nationale des Parcs Industriels] might have created 60,000 jobs, it also attracted two million unemployed people.*"

Just like in Mexico, with the maquila boom, tens of thousands of landless peasants flowed into Haiti's capital in search of jobs.

Assembly factories "*don't resolve the unemployment problem, they don't resolve the production problem,*" Chalmers added. "*They work with imported materials, they're enclaves. They don't have much effect on the economy.*"

Haiti's not the first place to have "*enclaves.*" International corporations based in North America, Europe and parts of Asia have been off-shoring as much labor as possible for decades in order to save on labor costs. And as wages rise in one country, the companies pick up and move on to someplace with lower wages. The concept of "*race to the bottom*" is by now well understood.

CODEVI's Torres understands the "*race*" well. Dominican factory owners started to move across the border because "*in the 2000s, we realized it was too expensive in the Dominican Republic,*" he said. "*The clients couldn't pay the labor costs.*"

In a report for Georgetown University, Professor John M. Kline noted that rising labor costs on the eastern half of Hispaniola, and the 2005 expiration of "*Multi-Fibre Agreement,*" led to the loss of over 82,000 jobs in the Dominican Republic between 2004 and 2008, "*nearly two-thirds of the sector's total employment,*" he wrote.

Ignorant or mendacious, the cheerleaders for Haitian sweatshop labor fail to mention the fate of those 82,000 Dominican workers. In fact, the Dominican economy, supported by remittances, ranks in the top 25 countries with the most skewed income distribution and has high structural unemployment.



A worker at one of the CODEVI factories in Ouanaminthe



A box of Hanes garments in a Haitian sweatshop

Factory-level Cost Analysis Per Product

	Pants	Pants	Pants	Pants	Pants	T-Shirts	T-Shirts
Total number of people on payroll (whole factory)	640	730	690	590	660	640	748
Actual payroll paid per month	$96,000	$86,400	$108,000	$57,400	$102,500	$80,000	$116,000
Social charges per month	$4,600	$4,600	$7,500	$3,500	$6,000	$8,000	$10,000
Electricity cost per month	$16,400	$20,000	$34,000	$11,550	$10,500	$18,000	$17,500
Rent cost per month	$7,200	$8,500	$7,500	$6,580	$9,750	$12,000	$15,000
Other costs per month	$10,000	$15,500	$17,500	$4,900	$15,500	$8,400	$9,700
Total Cost per month (whole factory)	$134,200	$135,000	$174,500	$83,930	$144,250	$126,400	$168,200
Share of total factory production	40%	100%	42%	33%	100%	100%	100%
Number of pieces produced per month	22,000	63,000	34,000	10,920	67,000	624,000	1,700,000
Calculated cost/piece *	$2.44	$2.14	$2.16	$2.54	$2.15	$0.20	$0.15
Selling price of CMT service per piece	$3.11	$2.70	$2.68	$2.76	$2.27	$0.29	$0.23
Contribution per piece	**$0.67**	**$0.56**	**$0.52**	**$0.22**	**$0.12**	**$0.09**	**$0.08**
Contribution as % of selling price	22%	21%	20%	8%	5%	30%	34%

NOTE: * Calculated cost = Total cost x Share of total production / Number of pieces produced per month.

SOURCE: *Werner International.*

Wage comparison chart, from the government-commissioned study, Bringing HOPE to Haiti's Apparel Sector

But that doesn't seem to matter to former President Bill Clinton. Speaking to the September 20 session of the Clinton Global Initiative meeting in New York City, he pushed Haiti to get to the front of the pack. "*I predict to you - if they [Haitians] do it right - they will move to the top in the region and then they will spark this race all over the Caribbean,*" he told investors.

Factory owner Baker admits he is part of the race. "*Yes, it's a race to the bottom… if you count on it!*" Baker said.

Baker claims that low-wage, low-skilled assembly industries are temporary, a "*stepping stone,*" and that they will be a big part of the Haitian economy for only about "*ten or 15 years.*"

"*I count on it only as a stepping stone,*" he said. "*We're going up the stairs and it's one of the steps.*"

Dozens of countries – and indeed, Haiti, on and off for the past 30 years – have already tread those same "*race to the bottom*" steps.

Why is Haiti "attractive"?

Last September, President Michel "*Sweet Micky*" Martelly told foreign investors that Haiti is ready for "*new ideas and new businesses.*" The country, he said, is "*creating the conditions necessary for Haiti to become a natural and attractive destination for foreign investment.*"

But the ideas are not that new. Over 30 years ago, the Haitian and U.S. advisors of dictator Jean-Claude Duvalier had almost the same plan for Haiti's economy. The impoverished country would become the "*Taiwan of the Caribbean*" – a vast factory complex offering low sweatshop wages where U.S. industries could assemble textiles, electronics and baseballs.

How has it worked out? Three decades and billions of dollars in investments later, workers in Haiti earn less than they did under "*Baby Doc,*" as outlined in the first installment of this article. And studies like Yasmine Shamsie's *Time for a "High-Road" Approach to EPZ Development in Haiti* note that "*[w]hile the [Free Trade Zone] model did create jobs, it also had important negative effects on Haiti's poor.*"

Among the "*negative effects*" the Canadian researcher noted:

- Increase in income concentration and regional inequality
- A rise in food and housing prices
- Slums in marginal areas sprang up, in part because of the rural exodus spurred by the factories, but also because "*wages were too low to provide workers with decent or safe accommodations.*"

Those results haven't stopped Haitian politicians and "*development experts*" from doing "*déjà vu all over again*" planning. This time, however, plans call for "*decentralizing*" the factories.

In 2002, President Jean-Bertrand Aristide kicked off the new round when he and Parliament passed sweeping "*Investment Code*" and "*Free Trade Zone*" legislation. The new laws offer 15-year tax holidays, duty-free import and export, and tax-free repatriation of profits. Only one Free Trade Zone (FTZ) opened last decade – CODEVI on the Haitian-Dominican border – but others were in the works prior to the Jan. 12, 2010 earthquake, thanks to the incentives offered by duty-free textile trade agreements with the U.S..

In fact, the changes in the international garment industry during the last decade – due to the 2005 expiration of the Multi-Fibre Arrangement (MFA) and the Agreement on Textiles and Clothing which gave developing countries low-duty or duty-free export quotas for the U.S., Europe and other "developed" countries – have created havoc.

When those agreements ended, thousands of factories in low-wage countries around the world shut their doors or laid off workers as international contractors sought out more advantageous locations to have their clothes stitched. Perhaps not coincidentally, the very next year, in 2006, the U.S. Congress passed the Haitian Hemispheric Opportunity through Partnership Encouragement (HOPE) Act that gave preferential access to Haitian-sewn clothing. Two years later, HOPE II expanded the preferences and locked them in place for ten years.

Then, in the wake of the earthquake, Congress approved the Haiti Economic Lift Program (HELP) Act, which nearly triples duty-free quotas for clothing exports from Haiti to the U.S. and stretches the access up through 2020.

But the names "*HOPE*" and "*HELP*" shouldn't mislead readers into thinking the legislation is meant to be "*hopeful*" or "*helpful*" to Haitian factory owners or workers only.

Writing for the United Nations in 2009, economist Paul Collier noted that "*[u]niquely in the world, Haiti has duty-free, quota-free access to the American market guaranteed.*"

"*Haiti has a massive economic opportunity in the form of HOPE II,*" Collier wrote in his *Haiti: From Natural Catastrophe to Economic Security* report for UN General Secretary Ban Ki-moon. "*The global recession and the failure of the [World Trade Organization] Doha Round accentuate this remarkable advantage because manufacturers based in other locations will undoubtedly be fearful that rising protectionist pressures may threaten whatever market access they enjoy currently.* ***From the important perspective of market access, Haiti is now the world's safest production location for garments.***" [author's emphasis]

Collier and the other cheerleaders say Haiti won't be able to sell its "*unique*" advantage unless it carefully assures a few *sine qua nons*.

Low wages

Wages must be kept low. A World Bank/Inter-American Development Bank report prepared for the 2011 Davos World Economic Forum noted that, at the moment, Haiti's labor costs were "*fully competitive with China's,*" while wages in the Dominican Republic are "*high,*" which has led to a "*decline*" in the assembly industry there.

What are the wages across the border in the DR? In 2009, the minimum wage for Free Trade Zone workers was US$35 a week, which, according to the US State Department – cited in a study by Georgetown Professor John M. Kline – "*did not provide a decent standard of living in any industry for a worker and family.*"

The implication? Haitian sweatshop wages won't be going up any time soon. They currently stand at about $35 a week.

24/7 production

The clothing industry "*operates multi-shift production,*" Collier noted in his report, where he called for Haitian factories to include night shifts. The Haitian private sector agrees. In its post-earthquake *Vision and Roadmap for Haiti* report, Haiti's industrialists and business owners called for "*flexible labor laws, including immediately legalizing the 3x8 work shift to allow increased competitiveness in the garment industry.*"

Public investment

Not surprisingly, Haiti's would-be sweatshop investors are also looking for subsidies and handouts. "*Given the risk and timing associated with garment tenants, public funding is necessary to catalyze investment in the new economic development zones,*" the *Vision and Roadmap* noted.

The factory owners got their wish – the U.S. and other donors are donating almost $200 million to the new Regional Industrial Park of the North (Parc Industriel du Region Nord - PIRN) project in Caracol (see below).

continued on p(16)

HAÏTI : OUVERTE



Le 28 novembre, les principaux acteurs sont volés pour Caracol pour inaugurer le site. Clinton, Martelly, Sae-A Trading, la BID – tous étaient là. «Haïti est ouverte aux affaires», a déclaré Martelly

Par Ayiti Kale Je

Le nouveau gouvernement mise sur les ateliers de misère (« sweatshops »)

« Haïti est ouverte aux affaires. » C'est ce que le Président Michel « Sweet Micky » Martelly a affirmé le 28 novembre dans une cérémonie de pose de première pierre d'un géant parc industriel dans le nord-est d'Haïti.

En Haïti comme dans d'autres pays du monde, Martelly, son gouvernement, et ses "conseillers" comme l'ancien président américain Bill Clinton, font la promotion d'Haïti comme un rêve devenu réalité. « Nous sommes prêts pour de nouvelles idées et de nouvelles entreprises, et nous créons les conditions nécessaires pour qu›Haïti devienne une destination naturelle et attrayante pour les investissements étrangers », a-t-il déclaré lors d'une rencontre avec des investisseurs étrangers à New York en septembre dernier.

« La fenêtre d'opportunités est maintenant ouverte », ajoutait l'un de ses collaborateurs. « Haïti a un nouveau Président et une nouvelle façon de penser les investissements étrangers et la création d'emplois ».

Le Président est peut-être nouveau et il y a peut-être de nouveaux acteurs sur la scène, mais il n'y a pas grand-chose de neuf dans les plans. Une fois de plus, le gouvernement et le secteur privé haïtien, comme leurs patrons internationaux, vantent l'« avantage comparatif » des salaires de misère.

Les usines d'assemblage et les zones franches font partie du programme de « développement » d'Haïti depuis des décennies. Maintenant qu'ils ont accès à des milliards en financement, en prêts et en investissements privés, les gouvernements haïtien et étranger, et le secteur privé, sont en train de développer toute une série de zones manufacturières dans le cadre de la « reconstruction » du pays.

Pire, ils ont choisi une terre agricole fertile pour présenter leur projet modèle : un parc industriel géant, lourdement financé par les contribuables américains avec 124 millions $ US. Dans six mois, la grande compagnie de textiles Sae-A Trading, de la Corée du Sud, ouvrira ses portes. Pour ses eaux usées, ses usines utiliseront une rivière qui se déverse dans la fragile Baie de Caracol. En plus des dangers potentiels pour l'environnement haïtien déjà dévasté, cette nouvelle méga-usine coudera des millions de vêtements pour Wal-Mart, Target, GAP et autres chaînes de vêtements américaines, ce qui probablement mettront plus d'ouvriers américains au chômage.

Aucun grand média, en Haïti ou à l'étranger, n'a couvert ces phénomènes ni d'autres qui ont été présentés comme une occasion « win-win » (« gagnante-gagnante ») pour les investisseurs étrangers et le peuple haïtien. En effet, plusieurs journalistes sont presque des promoteurs.

Mais dans la « nouvelle » Haïti il y aura assurément des gagnants et des perdants. Ayiti Kale Je (AKJ) a passé des mois à enquêter, à mener plus de trois douzaines d'entrevues, à visiter des zones manufacturières et des travailleurs dans le nord-est et dans la capitale, et à analyser des douzaines de publications universitaires et de rapports, dont un document interne divulgué par un employé du Ministère de l'Environnement d'Haïti.

AJK a notamment constaté que :

- Les travailleurs gagnent moins aujourd'hui que sous la dictature Duvalier.
- Plus de la moitié du salaire quotidien est dépensée dans le repas et les frais de transport.
- Haïti et ses voisins ont tous essayé le modèle de développement des usines d'assemblage, en obtenant rarement les résultats attendus.
- On compte au moins six zones franches ou parcs industriels en développement pour Haïti.
- Le nouveau parc industriel du nord comporte des coûts et des risques : de grands mouvements de la population, une plus grande pression sur la nappe phréatique, la perte de terres agricoles et il sera construit en bordure d'une zone qui allait être classée «aire marine protégée ».

1 – Les salaires dans la « nouvelle » Haïti

« Il y a un problème dans mon pays, Haïti : je travaille dans une usine depuis 25 ans et je n'ai toujours pas ma propre maison. »

Evelyen Pierre-Paul[1]

Pierre-Paul, âgée de 50 ans, n'est même pas *locataire*. Avant le séisme du 12 janvier 2010, elle louait, avec ses trois enfants, *un deux pièces* pour 10 000 gourdes (environ 250 $US) par année. Mais le bâtiment s'est effondré pendant le séisme. Vingt-deux mois plus tard, ils vivent toujours sous une tente, dans l'un des sordides camps de réfugiés de la capitale.

Cependant, le salaire moyen quotidien de Pierre-Paul est plus élevé que le maigre salaire minimum haïtien.[1] Elle gagne environ 225 gourdes ou 4,69 $US par jour. Mais ça ne couvre pas la moitié de ce qu'on considère comme les dépenses les plus élémentaires pour une famille. Comme tous les autres travailleurs qu'Ayiti Kale Je (AKJ) a interviewés, seuls certains des enfants de Pierre-Paul vont à l'école et la famille mange rarement de la viande.

L'ouvrière disait à AKJ : « Le jour de la paie, après avoir payé toutes vos dettes, il ne vous reste plus rien ».

Elle coud des vêtements pour One World Apparel, une usine géante appartenant au ex-candidat à la présidence Charles H. Baker. Les vêtements arrivent hors-taxes, les ouvriers les coupent et les coudrent, puis les vêtements repartent – chez K-Mart, Wal-Mart et les compagnies d'uniformes. L'usine bénéficie d'un certain nombre des avantages fiscaux, comme des exemptions sur les taxes salariales et l'élimination de la taxe sur la valeur ajoutée, même s'il ne s'agit pas d'une zone franche, grâce au Code des Investissements promulgué durant le mandat tronqué du Président Jean-Bertrand Aristide.

En ce moment, environ 29 000 travailleurs, dont 65 pourcent de femmes, découpent et coudrent dans les usines haïtiennes des vêtements pour Banana Republic, Gap, Gildain, Levis et quantité d'autres marques biens connues. Or si le gouvernement Michel Martelly, la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), le Département d'État américain, la Banque Mondiale, George Soros et tous ce qui sont impliqués dans le processus de la « reconstruction » d'Haïti voient leurs plans se concrétiser, ce sera bientôt 200 000, voire 500 000, ouvriers qui travailleront dans des zones franches et des parcs industriels partout au pays.

L'idée n'enchante pas vraiment Pierre-Paul

Son dos voûté après un longue journée de travail, l'opératrice de machine à coudre rencontrait un journaliste dans une « chambre » de sa tente : une table et quelques chaises plaquées contre des murs de toile. Le lit où l'ouvrière et tous ses enfants dorment se trouve dans l'autre « pièce ». Les vêtements sont proprement empilés dans un coin. Mme Pierre-Paul cuisine, beaucoup de spaghettis, sur un feu de charbon à l'extérieur. « Je ne vois aucun avenir pour mes enfants là-dedans », confie-t-elle.

Le nivèlement vers le bas

Ce n'est pas surprenant. Avec son salaire, Pierre-Paul a un pouvoir d'achat d'*un tiers moins important* qu'il y a 25 ans, à ses débuts de carrière en usine. Le salaire minimum est passé de 3 $US par jour en 1982 à 200 gourdes en 2009, ce qui représenterait 1,61 $US en 1982. Même en tenant compte de son salaire moyen légèrement plus élevé que le salaire minimum, Pierre-Paul gagne moins que ce qu'elle gagnait en 1982.

Selon une étude approfondie qu'a menée AKJ auprès de huit ouvriers de la capitale et de la plus grande zone franche – le parc CODEVI, une propriété dominicaine sur la frontière de la République Dominicaine – le salaire moyen d'un ouvrier est de 236 gourdes, soit l'équivalent de 2,53 $US en 1982. (Deux propriétaires de manufacture, MM. Baker et Clifford Apaid, ont confirmé ces chiffres.) Selon les statistiques d'AKJ, le salaire annuel moyen d'un travailleur, incluant le traditionnel « treizième mois », reviendrait à environ de 153 $ par mois ou 1989 $ par année.

Dans son étude, AKJ a également découvert que le travailleur moyen dépense plus de la moitié de son salaire rien qu'en transport et en repas au travail.

Le transport et le repas représentent seulement une fraction des obligations d'un ouvrier. Par exemple, l'ouvrier moyen interviewé soutient quatre personnes, dont trois sont des enfants. Les frais de scolarité, d'après l'enquête d'AKJ, représentent à eux seuls près de 690 $US. AKJ ne pouvait vérifier toutes les données, mais une récente étude du US Labor Federation présentait des montants encore plus élevés pour le transport, les frais de scolarité et autres. Selon le Centre de solidarité AFL-CIO, un « salaire mensuel suffisant » pour l'ouvrier d'usine qui soutient une famille de deux enfants devrait se situer autour de 749 $, soit *presque cinq fois plus que le salaire moyen actuel de 153 $, pour l'ouvrier d'une usine d'assemblage*.

Selon le rapport du Centre de solidarité, en date du 3 mars 2011, « ces chiffres représentent le coût de la vie et servent à calculer un salaire minimum décent qui favoriserait un développement économique viable ».

L'économiste Camille Charlmers affirmait dans une interview donnée à AKJ que la question salariale est un véritable scandale : « Le salaire a baissé, encore et encore. [Les travailleurs] sont payés en gourdes mais, en fait [parce que presque toute la nourriture est importée en Haïti], ils consomment en dollars."

Pierre-Paul admet qu'elle sait que son salaire n'est pas suffisant. « Je n'ai pas le choix », explique-t-elle. « Mes parents ne m'ont pas fait apprendre de métier; à 25 ans je ne savais rien faire d'autre, je me suis donc résignée à travailler dans une usine. »

Son patron, Charles H. Baker, l'admet, ce salaire n'est pas « supportable » : « Pour une personne honnête, ce n'est clairement pas suffisant. Si je pouvais donner 1000 gourdes par jour aux travailleurs, je le ferais. Mais les conditions en Haïti ne nous le permettent pas. »

Baker et les autres propriétaires d'usines ont beau prétendre vouloir donner plus que des salaires d'ateliers de misère, mais ils s'opposent à toute augmentation de salaire et toute démarche de syndicalisation au sein de l'industrie depuis les débuts. Sous les régimes Duvalier, à une époque où les salaires étaient en fait plus élevés qu'aujourd'hui, seuls les syndicats approuvés par le dictateur étaient permis. Depuis, les propriétaires ont (jusqu'ici) presque entièrement étouffé toute tentative d'organisation.

Grâce au travail acharné du groupe syndicaliste Batay Ouvriye (lutte ouvrière) et au courage des travailleurs, qui ont perdu leur emploi, subi des menaces et même de la violence physique, plus de 3000 ouvriers du parc CODEVI, sur la frontière dominicaine, sont maintenant syndiqués. Le syndicat négocie un contrat collectif pour tous les travailleurs.

En septembre, Batay Ouvriye et les ouvriers du textile ont formé un syndicat dans la capitale. Le 15 septembre, les organisateurs ont annoncé la naissance légale du syndicat des ouvriers du textile et de l'habillement (SOTA – Sendika Ouvriye Tekstil ak Abiman). Or, en moins de deux semaines, cinq membres du comité exécutif du SOTA ont été licenciés, dont un de la One World Apparel, de M. Baker.

Yannick Etienne, la porte-parole de Batay Ouvriye, affirme que ces renvois, officiellement « pour violations » de règlements internes, étaient totalement prévisibles. « Quelle coïncidence que cinq membres du comité soient renvoyés une semaine après la création du syndicat », dit-elle. « Ils ont décapité le syndicat ».

À propos de cet incident, Baker dit que son avocat lui déconseille d'émettre des commentaires. Mais selon Batay Ouvriye, les travailleurs ont été licenciés après avoir distribué des dépliants dans la rue, refusé de faire des heures supplémentaires et de prendre d'autres actions totalement garanties par la loi et par le droit positif haïtien.

Le 24 novembre, 2011, après une longue investigation, une organisation des Nations Unies a révélé que les licenciements n'ont pas été justes. « Il existe des preuves solides montrant que les représentants du syndicat SOTA ont été licenciés sur la base de leur appartenance au syndicat », écrit Better Work Haiti. Better Work a recommandé « la réintégration à titre de réparation avec arriéré de paie » pour les syndicalistes.

Ces licenciements de septembre ne sont que les derniers faits dans trois décennies de répression et d'anti-syndicalisme.

2 - Anti-syndicalisme, pro- « course vers le bas »

L'ouvrière Evelyne Pierre-Paul[2] n'a jamais été syndiquée. Opératrice de machine à coudre chez One World Apparel, une propriété du candidat à la présidence Charles H. Baker, elle craint d'aborder le sujet. « Vous devez former un syndicat secrètement car si vous laissez échapper un mot, vous pouvez être licencié », explique Pierre-Paul à Ayiti Kale Je (AKJ). « Les patrons disent que si nous nous syndiquons, nous détruirons la compagnie. »

La loi nationale et les conventions internationales garantissent aux travailleurs haïtiens le droit de s'organiser et de négocier collectivement. Cependant, jusqu'en 2010, selon un sondage annuel mené par la Confédération Internationale des Syndicats (ITUC) sur la violation des droits syndicaux, « en Haïti, les employeurs jouissent d'une liberté absolue » dans la répression des organisateurs, en raison du climat d'instabilité politique et d'autres facteurs. « Ceux qui tentent d'organiser la syndicalisation des travailleurs se font constamment harceler ou exclure, généralement en violation du code du travail. Pour empêcher aux travailleurs d'adhérer au syndicat, les employeurs donnent des bonis à ceux qui ne sont pas syndiqués », rapporte l'étude ITUC.

Plus récemment, Better Work, un organe de l'organisation internationale du travail de l'ONU (OIT), censé assurer que les compagnies du textile bénéficiant de la loi HELP respect des normes syndicales internationales, rapportait à peu près la même chose. Dans son rapport d'avril 2011, l'organisation notait diverses irrégularités, comme l'absence de contrats écrits et de registres d'heures travaillées, le défaut d'offrir des congés payés, des pause-repas, ainsi que l'obligation de travailler des heures supplémentaires. Les enquêteurs de Better Work ont également remarqué qu'aucune des usines de Port-au-Prince n'avait de syndicat. « *Better Work Haïti a noté des enjeux sérieux concernant les droits des travailleurs à former, rejoindre ou participer librement à des organisations syndicales dans cette industrie en Haïti* », rapporte leur document daté 15 avril 2011.

Si Better Works note des « enjeux sérieux » en matière du droit de s'organiser, le directeur Richard Lavallée admet que son bureau ne peut, dans cette situation, faire grand chose d'autre que de remplir des rapports et d'émettre des recommandations.

Il affirmait à AKJ que « Better Work entretient des liens de collaboration » avec les usines. « Le pouvoir coercitif ne vient pas de Better Work ».

Étonnamment, Lavallée mentionnait

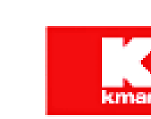




















Le nouveau gouvernement mise sur c



La couture du bleu jean "américain" - Lévi
probablement environ 5

AUX AFFAIRES !





JCPenney



MEN'S WEARHOUSE

es ateliers de misère (« sweatshops »)



s - à Ouanaminte, Haïti. Cet ouvrier gagne $US par jour. Photo: AKJ

aussi à AKJ que les travailleurs ne comprenaient pas ce qu'est un syndicat. « Lorsque nous avons interviewé des travailleurs pour savoir si certains de leurs collègues avaient été mis à pied pour avoir tenté de se syndiquer, nous avons entendu des réponses comme : «Qu'est-ce qu'un syndicat» », a-t-il dit.

Que Lavallée croit ou non que ce soit possible, une chose est sure : les propriétaires et les superviseurs des usines toujours savent quels ouvriers parlent aux enquêteurs de Better Work. Dans un rapport qui critique une usine ou un superviseur, la source d'information est facile à retracer. Il est très probable que les travailleurs s'autocensurent.

C'est ce qu'ils ont dit à AKJ. Ginette Jean-Baptiste (3) est opératrice de machine à coudre chez One World Apparel. AKJ l'a interviewée *en dehors de son lieu de travail*. Elle soutient ce que les travailleurs des usines haïtiennes disent depuis des décennies : le fait de parler de syndicat et d'organisation peut nous valoir une lettre de révocation. « On ne peut jamais faire entendre nos demandes. Si on parle entre nous, quelqu'un peut nous dénoncer, et on risque de se faire mettre à la porte, a-t-elle affirmé à AKJ. [Plus tôt cet automne, cinq syndicalistes ont été licenciés des usines de Port-au-Prince, dont un de One World.

Des décennies de répression des syndicats

En 2004, à l'époque où le groupe de travailleurs Batay Ouvriye œuvrait à syndicaliser le parc industriel dominicain de CODEVI, sur la frontière dominicaine, des centaines de travailleurs furent mis à pied. Batay Ouvriye, comme d'autres, prétend que les mises à pied étaient directement reliées à la syndicalisation. Mais à l'époque, Baker, alors vice-président de l'Association des industries haïtiennes (ADIH), n'avait pas hésité à défendre les employeurs dominicains. « Ça me trouble parce que, comme Haïtien, j'essaie de créer des emplois », avait-il affirmé à l'Inter Press Service. « Ces gens [Batay Ouvriye et ses supporteurs internationaux] diffusent des mensonges sur Internet. C'est le genre de chose qui tue nos affaires ici. »

Mais ce n'était pas des mensonges. Et les affaires n'ont pas été « tuées ». Batay Ouvriye et les travailleurs ont tenu bon. Aujourd'hui, ce sont plus de 3000 travailleurs de CODEVI qui sont syndiqués, et tous bénéficient de conventions collectives, même si les salaires restent dérisoires. Le salaire minimum de quelque 6500 travailleurs est de 868 gourdes (21,70 $US) par semaine.

Face aux syndicats locaux, et à la surveillance et la solidarité internationales, Baker et d'autres industriels se sont battus bec et ongles contre les hausses de salaires, disant qu'ils payaient autant qu'ils le pouvaient et prétendant que les compagnies étrangères dont ils sont les sous-traitants partiraient dès que les salaires monteraient.

Washington semble être d'accord. En 2009, avec l'aval de l'ambassade américaine, l'ADIH s'est battue contre les parlementaires qui avaient tenté de hausser le salaire minimum à 200 gourdes (5 $US) par jour. *The Nation* et *Haïti Liberté* reportaient que « les sous-traitants de Fruit of the Loom, de Hanes et de Levi's travaillaient de concert avec l'ambassade américaine pour s'opposer farouchement à la hausse du salaire minimum votée par le parlement.

L'USAID a participé au financement d'une étude qui, rien d'étonnant, prétendait que « une hausse du salaire minimum de 200 HTG gourdes haïtiennes précariserait le secteur et forcerait les usines à fermer », selon un communication confidentielle du chargé d'affaires Thomas C. Tighe à Washington. L'ambassade américaine incitait à « un engagement plus visible et actif de la part de [Président René] Préval ». Deux mois plus tard, le président avait apparemment convaincu le Parlement d'établir un salaire minimum en deux phases pour permettre aux industries de payer moins de 200 gourdes – 125 gourdes jusqu'en octobre 2011, puis 150 gourdes par jour.

Justification de « la course vers le bas »

Selon Baker et la recherche d'AKJ [tel que mentionné dans les salaires dans la « nouvelle » Haïti – Article 1], les ouvriers gagnent plus de 150 gourdes. Mais le salaire demeure le plus bas de l'hémisphère, et plus bas qu'il y a trente ans, dans un pays où l'État ne fournit ni ne subventionne la plupart des besoins élémentaires comme l'habitation, l'électricité, l'eau, l'éducation ou la santé.

Les industriels justifient les salaires bas.

« Lorsque vous avez un pays où 80 pourcent de la population ne travaillent pas, vous prenez ce qui passe! » d'après Baker. Le directeur du bureau des zones franches, Jean-Alix Hecdivert, est d'accord : « Un travailleur peut se nourrir. Même si ce n'est pas à sa faim, il peut manger ».

Dans le parc industriel de CODEVI, le directeur Miguel Angel Torres abonde dans le même sens : « Je ne crois pas que les salaires sont réellement bas, mais Haïti a un taux de chômage de 70 pourcent! Si vous ne travaillez pas, vous n'avez rien. Si vous gagnez 868 gourdes, vous pouvez au moins survivre… c'est mieux que rien. »

L'économiste haïtien Camille Charlmers a passé des années à réfléchir et à écrire sur l'effet dévastateur des politiques du néolibéralisme économique en Haïti. Pour lui, les salaires dans les « ateliers de misère » du textile, appartenant aux capitaux locaux et étrangers, ne valent pas « mieux que rien ».

« C'est une grave erreur de miser sur des salaires de misère, sur des ouvriers qui se brisent les reins pendant que des compagnies [étrangères] s'enrichissent. Non seulement c'est une erreur mais, c'est un crime », s'indigne Charlmers. L'économiste admet que l'industrie d'assemblage crée de l'emploi mais, en référence au « boom » des industries d'assemblage dans la capitale dans les années 1980, il nuance son propos : « si la SONAPI [la Société nationale des parcs industriels] a créé 60 000 emplois, elle a également attiré deux millions de sans-emploi ».

Tout comme au Mexique, avec le boom des « maquiladoras », des dizaines de milliers de paysans sans terre ont envahi la capitale haïtienne à la recherche d'emplois. Les usines d'assemblage « ne règlent pas le problème du chômage, ni celui de la production », ajoutait Charlmers. « Elles utilisent des matériaux importés, ce sont des enclaves. Elles n'ont que peu d'impact sur l'économie ».

Haïti n'est pas la première à avoir des « enclaves ». Depuis des décennies, les corporations internationales d'Amérique du Nord, d'Europe et de certaines parties d'Asie externalisent le travail autant que possible pour épargner sur le coût de la main-d'œuvre. À mesure que les salaires augmentent dans un pays, les compagnies partent s'installer dans un pays où les salaires sont plus bas. « La course vers le bas » est maintenant un phénomène bien connu.

Torres, du COVEDI, comprend bien cette « course ».

Les propriétaires des usines dominicaines ont déménagé du côté dominicain parce que « dans les années 2000, nous avons compris qu'en République Dominicaine c'était devenu trop cher. Les clients ne pouvaient plus payer les coûts de la main-d'œuvre ».

Dans un rapport rédigé pour l'université de Georgetown, le professeur John M. Kline souligne que la hausse du coût de la main-d'œuvre dans la partie Est de l'île d'Hispaniola, combinée à l'expiration de « l'Accord multifibre », a mené à la disparition de 82 000 emplois en République Dominicaine, soit « près des deux tiers des emplois du secteur », entre 2004 et 2008.

Ignorants ou menteurs, les enthousiastes des ateliers de misère en Haïti ont omis de parler du sort de ces 82 000 travailleurs dominicains. En fait, l'économie dominicaine, basée sur les rentrées de devises envoyées par les expatriés, se classe parmi les 25 pays où les revenus sont distribués le plus inégalement et présente un fort chômage structurel.

Mais ça ne semble pas important pour l'ex-président Bill Clinton. Dans un discours à la session du Clinton Global Initiative, le 20 septembre, à New York, il encourageait Haïti à devenir plus compétitive. « Je vous le prédis, s'ils [les haïtiens] font ce qu'il faut, ils se hisseront au sommet dans la région, puis ils déclencheront une course dans toutes les Caraïbes », disait-il aux investisseurs.

Baker, le manufacturier, admet qu'il est dans la course : « Oui, c'est une course vers le bas, si vous misez sur elle »!

Baker prétend que les bas salaires et le travail manufacturier non spécialisé ne sont que temporaires, un « tremplin », et qu'ils joueront un grand rôle dans l'économie haïtienne pendant « dix à quinze ans » seulement. « Je compte là-dessus seulement en tant que tremplin... C'est une étape. Nous allons gravir les échelons et cette étape en est un », dit-il.

Des douzaines de pays – dont Haïti de façon intermittente depuis trente ans – ont déjà participé à cette « course vers le bas ». Est-ce que le jeu valait la chandelle?

3...Pourquoi Haïti est si « attrayante »?

En septembre dernier, le Président Michel « Sweet Mickey » Martelly disait aux investisseurs étrangers qu'Haïti était prête pour « de nouvelles idées et de nouvelles entreprises ». Au pays, a-t-il déclaré, « nous créons les conditions nécessaires pour qu'Haïti devienne une destination naturelle et attrayante pour les investissements étrangers ».

Mais l'idée n'est pas d'hier

Il y a plus de trente ans, les conseillers haïtiens et américains du dictateur Jean-Claude Duvalier voyaient l'économie haïtienne sous le même angle. Ce pays pauvre deviendrait la « Taiwan des Caraïbes » – un vaste complexe manufacturier qui offrirait aux industries américaines du textile, de l'électronique et du baseball, des salaires de misère.



Dans une des usine du CODEVI - La pancarte dit: "Bienvenue - Vous entrez dans une entreprise de qualité où nous satisfaisons toutes les demandes de nos clients. Photo: AKJ

Est-ce que ça a fonctionné?

Trois décennies et des milliards de dollars investis plus tard, les travailleurs haïtiens gagnent moins que sous « Bébé Doc ». Et les études comme *Time for a* « High-Road » *Approach to EPZ Development in Haiti*, de Yasmine Shamsie, soulignent que « si le modèle [des zones franches] a créé de l'emploi, il a aussi eu un impact négatif sur les pauvres d'Haïti ».

Parmi les « effets négatifs », la chercheuse canadienne a émuneré :

Une augmentation de la concentration de la richesse et des inégalités entre les régions

Un rehaussement du prix de la nourriture et de l'habitation

Des bidonvilles qui ont poussé autour des manufactures, en partie à cause de l'exode rural mais aussi parce que « les salaires étaient trop bas pour permettre aux travailleurs de se payer des logis décents ou sécuritaires. »

Ces résultats n'ont pas empêché les politiciens et « experts en développement » de refaire la même planification. Cette fois par contre, les plans veulent « décentraliser » les zones industrielles.

En 2002, le Président Jean-Bertrand Aristide avait repris l'initiative en introduisant au Parlement un nouveau « code des investissements » et la législation sur « les zones de libre-échange ». Ce nouveau cadre légal offre 15 ans d'exonération fiscale, l'import-export en franchise et le rapatriement des profits libres d'impôt. Une seule zone franche (ou de libre-échange) a été établit dans la dernière décennie, la CODEVI, sur la frontière dominicaine; mais d›autres étaient prévues avant le séisme du 12 janvier 2010 , grâce aux incitatifs offerts par les accords du textile hors taxe passés avec les États-Unis.

En fait, les changement survenus au cours des dix dernières années dans l'industrie internationale du vêtement – après l'expiration de l'Accord multifibre (MFA) en 2005 et l'Accord sur les textiles et les vêtements, qui offraient aux pays en développement des tarifs douaniers bas ou nuls sur les quotas d'exportation aux États-Unis, en Europe et autres pays « développés » – ont fait des ravages.

Quand ces accords ont pris fin, des milliers de manufactures dans des pays à bas salaires ont mis la clé sous la porte ou des travailleurs à pied parce que les corporations internationales cherchaient des endroits plus avantageux où faire monter leurs vêtements. Ça n'est peut-être pas une coïncidence, mais l'année suivante, en 2006, le congrès américain passait la loi HOPE (Haitian Hemispheric Opportunity through Partnership Encouragement), qui accordait un traitement préférentiel aux vêtements haïtiens. Deux années plus tard, HOPE II étendait ces préférences et les scellait pour dix ans.

Puis, dans la suite du séisme, le Congrès américain vota le programme HELP (Haiti Economic Lift Program Act), qui triplait les quotas d'exonération de douane pour les exportations de vêtements fabriqués en Haïti aux Etats-Unis, jusqu'en 2020.

Mais les noms « HOPE » (« espoir » en anglais) et « HELP » (« aide » en anglais) ne devraient pas faire croire au lecteur que ces lois visent à « donner espoir » ou « offrir de l'aide » aux manufactures et travailleurs haïtiens seulement.

Lorsqu'il écrivait pour l'ONU en 2009, l'économiste Paul Collier notait que, « fait unique au monde, Haïti jouit d'un accès garanti au marché américain, libre de douane et de quota ».

« Haïti jouit d'une opportunité économique de taille sous la forme de HOPE II », écrivait-il : « La récession mondiale et les ratées du cycle de Doha [de l'OMC] accentuent ce remarquable avantage parce que les manufacturiers basés dans d'autres pays pourraient sûrement craindre que les pressions protectionnistes à la hausse finissent par menacer les marchés auxquels ils ont présentement accès. *De l'important point de vue de l'accès aux marchés, Haïti est présentement le lieu de production de vêtement le plus sûr.*" [italiques de l'auteur]

Collier et les autres enthousiastes affirment qu'Haïti pourra difficilement vendre son « unique » avantage à moins de poser quelques prudentes conditions sine qua non.

Les bas salaires doivent rester bas. Dans le rapport de la Banque Mondiale et de la Banque Interaméricaine de Développement, préparé pour le Forum économique mondial de Davos en 2011, on notait que, à l'époque, le coût de la main-d'œuvre haïtienne était « parfaitement compétitif avec celui de la Chine », tandis qu'en République Dominicaine, il était « élevé », ce qui a entraîné le « déclin » de l'industrie de l'assemblage dans ce pays.

Quels sont les salaires de l'autre côté de la frontière?

En 2009, le salaire minimum des travailleurs en zone franche était de 35 $US par semaine, ce qui, selon le Département d'État Américaine – cité dans une étude du professeur John M. Kline de Georgetown – « ne permettait pas un niveau de vie décent dans aucun secteur d'industrie pour un travailleur et sa famille ».

Ce que ça signifie? Les salaires de misère en Haïti ne sont pas près de monter. Ils se situent présentement à environ 35 $ par semaine…

Production 24/7 – L'industrie du vêtement « produit par quarts de travail multiples », notait Collier dans son rapport, et il incitait les fabricants haïtiens à ouvrir des quarts de nuit. Le secteur privé haïtien est d'accord. Dans

Suite à la page (12)

Suite de la page (11)

leur rapport post-séisme *Vision and Roadmap for Haiti* (Vision et feuille de route pour Haïti), les industriels et les hommes d'affaires haïtiens demandaient des « lois du travail flexibles », dont la légalisation immédiate de 3 quarts de huit heures pour favoriser la compétitivité de l'industrie du vêtement ».

Investissement public – Il n'est pas surprenant que les potentiels investisseurs des ateliers de misère cherchent également des subventions et de l'aide du gouvernement. « Étant donné les facteurs de risque et d'opportunité associés aux industries du secteur d'assemblage d'habillement, le financement public est nécessaire pour catalyser l'investissement dans les nouvelles zones de développement économique », pouvait-on lire dans le document *Vision and Roadmap.*

(Les propriétaires de manufactures ont vu leurs vœux se réaliser – les États-Unis et autres donateurs ont fourni près de 200 millions de dollars pour le nouveau projet du Parc Industriel de la Région du Nord, ou PIRN.

Des terres pour les zones franches – « Assurez-vous que les terres soient rapidement disponibles aux acheteurs dans les zones d'exportation », recommandait Collier. Tous ces éléments feront d'Haïti « une destination naturelle et attrayante », comme le disait Michel Martelly.

4 - Quel est le plan pour Haïti?

« Haïti mise sur l'industrie *du vêtement pour se rétablir »*

Wall Street Journal, 14 mai 2010

« Les zones franches devraient être le fer de lance de la reconstruction »

Jean-Alix Hecdivert, directeur général de la Direction des Zones Franches (DZF)

Depuis quarante ans, les autorités haïtiennes et leurs alliés ont misé, en partie, sur les zones franches (ZF) et les emplois dans l'assemblage.

Plus récemment, le gouvernement haïtien et ses alliés ont nuancé leur approche. Le rapport 2010 de la Commission présidentielle sur la compétitivité, *Vision partagée pour une Haïti inclusive et prospère*, présentait les textiles comme l'un des cinq secteurs prioritaires. (Les quatre autres sont l'élevage du bétail, le tourisme, les fruits et tubercules, et la construction.)

Mais après le séisme et l'arrivée de la loi américaine HELP, qui étendaient la portée de la Loi HOPE II, les yeux se sont tournés vers les ZF et le secteur de l'assemblage. M. Hecdivert apprenait à AKJ que la DZF avait reçu de nombreuses demandes de nouvelles autorisations. « Nous travaillons sur tous ces projets parce que nous nous concentrons sur l'objectif de créer le plus d'emplois possible en moins de temps possible », ajoutait-il.

Faisant écho à M. Hecdivert, une figure clé de la nouvelle administration a affirmé que le gouvernement tablait principalement sur « un apport massif de capitaux étrangers ». Dans un article publié le 12 septembre dans *Le Nouvelliste*, Laurent Lamothe, chef du nouveau Conseil pour le développement économique et les investissements, soutient que « le plus grand besoin de la population haïtienne n'est rien d'autre que la création d'emplois ».

D'après une entrevue d'AKJ avec la DZF et des preuves tirées de douzaines de documents et rapports, il y a plus d'une demi-douzaine de nouvelles ZF et autres projets industriels en préparation. On parle notamment de ZF, d'industries libre-échange (essentiellement des ZF de la taille d'un édifice) et de « zones économiques spéciales », qui sont comme des ZF étendues accueillant aussi des entreprises non ZF. L'un des plus grands projets est le Parc industriel de la Région du Nord. Un autre grand projet, dont on ne sait pas grande chose, c'est la combinaison géante de FZ et d'autres initiatives, que des journalistes ont baptisée « Pole Nord ».

Malgré ses nombreuses demandes aux dirigeants de la DZF, Ayiti Kale Je (AKJ) n'a pu obtenir de documentation officielle sur tous ces projets, ni de carte des ZF approuvées. Voici une liste incomplète des ZF existantes ou potentielles et des projets qui leur sont reliés.

Charité ou profit?

Les termes utilisés dans les communiqués de presse et les sites Web annonçant des millions en prêts et subventions pour l'expansion du secteur textile, renforcent constamment l'idée que la relocalisation de manufactures en Haïti relève presque de la charité.

La Commission intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) insère le projet du PIRN dans le secteur « Création d'emplois », le faisant apparaître comme un service social. Le groupe d'investissement du milliardaire George Soros a clamé qu'il allait « améliorer les conditions de vie de 300 000 résidants » en investissant 45 M$ dans la « West Indies Free Trade Zone » de la famille Mevs. Un communiqué de presse de Citi sur son financement de 250 000 $ à CODEVI se félicitait de « créer 1400 nouveaux emplois à temps plein en Haïti pour les 12 prochains mois ».

Mais lorsqu'on prend conscience du pouvoir d'achat associé au salaire d'un travailleur du textile haïtien, le mythe voulant que ces emplois contribuent à améliorer leurs « conditions de vie » s'évanouit. De toute façon, un investissement reste un investissement – le but est de faire du profit. C'est pourquoi les financiers comme Soros et les géants du textile coréen comme Sae-A sont en Haïti et non en Alabama ou en France.

Les emplois « créés » en Haïti sont très probablement des emplois qui existaient déjà dans d'autres pays avant de déménager dans le pays des plus bas salaires de l'hémisphère. Les travailleurs haïtiens en remplacent probablement d'autres mieux payés et permettent à des marques comme GAP, Banana Republic, Gildain et Levis, de faire des profits encore plus grands, en fermant des manufactures dans des pays où les salaires et les conditions de travail sont meilleurs.

Un simple coup d'œil de l'autre côté de la frontière est éloquent. Entre 2004 et 2008, alors que les salaires montaient de façon minime et que les ententes commerciales préférentielles venaient à terme, la République Dominicaine perdait 82 000 emplois manufacturiers.

Selon le Bureau of Labor Statistics (Office des statistiques sur le travail) aux États-Unis, pendant à peu près la même période (2004-2009), plus de 260 000 travailleurs du textile ont perdu leur emploi. Les opérateurs de machines à coudre américains – les moins formés du secteur du textile – gagnaient environ 9,50 $ *l'heure* en 2008 (les données disponibles les plus récentes). En Haïti, ils gagnent environ 5,90 $ *par jour.*

Les manufacturiers ne soustraitent pas à l'étranger pour « relancer » une industrie ou pour « améliorer les conditions de vie. » Ils le font pour faire des profits. Comme la compagnie canadienne Gildan Activewear a dit dans un article récent, les bénéfices offerts sont « trop bons pour ignorer ».

Selon une étude commandée en 2009 par le gouvernement haïtien et payée par la Banque Mondiale, il semble que les manufacturiers haïtiens font des bénéfices, aussi. A l'époque, ils ont perçu entre 8 et 67 centimes américains de profit *par pièce*, et les ouvriers produisaient jusqu'à 1,7 million de pièces par mois.

Pas que du négatif

L'industrialisation comporte certains avantages. On forme des travailleurs haïtiens, on construit des parcs industriels et on assiste à un certain transfert technologique. L'électricité, l'eau et d'autres infrastructures s'améliorent généralement dans les régions des ZF. Mais l'industrie est volatile et une usine d'assemblage peut fermer et décider à partir à tout moment.

C'est pour ces raisons, entre autres, que l'économiste haïtien Camille Charlmers croit que l'approche actuelle – la promotion d'Haïti par la politique des bas salaires – est une « grave erreur ».



Le Président Michel Martelly disant Haïti est « ouverte aux affaires » lors de l'inauguration du PIRN le 28 novembre 2011.
Photo: Page Facebook Michel Martelly

« Fonder le développement du pays sur la production à la chaîne est une grave erreur, ça nous mènera à un gouffre, à la dépendance. Nous en avons déjà fait l'expérience, nous connaissons les résultats », a-t-il expliqué à AKJ.



Pierre-Paul dans sa «maison ».
Photo: AKJ

Si Charlmers admet que les régions où sont établies les ZF ont de meilleures infrastructures que dans le reste du pays et que les travailleurs utilisent leurs maigres salaires pour acheter de la nourriture, leur effet global est minime et ne contribue pas à la croissance des forces productives du pays.

« Ce secteur est pratiquement coupé du reste du pays. Vous avez des manufactures et des salaires, et tout le reste est importé », a-t-il ajouté.

« C'est complètement insensé et ça n'aidera pas le pays à se relever de sa crise économique, concluait-il. Les gens doivent comprendre ce qu'est une ZF et ce qui s'est passé au Honduras, pour ne pas faire l'erreur de croire que ces choses vont nous « sauver» ». Les autres pays y ont-ils trouvé leur compte?

5 - Tremplin ou cul-de-sac?

Le manufacturier Charles H. Baker admet qu'en essayant d'attirer des manufacturiers en Haïti avec les salaires les plus bas en Amérique, le pays s'engage dans « une course vers le bas », mais il ajoute que l'industrie, qui offre des emplois mal rémunérés à des travailleurs peu spécialisés, est un « tremplin » vers un développement industriel plus avancé. « Ça durera de dix à quinze ans », a-t-il dit à Ayiti Kale Je. « Je compte là-dessus seulement en tant que tremplin... C'est une étape. Nous montions un escalier et nous sommes sur une des marches ».

Des douzaines de pays – dont Haïti de façon intermittente depuis trente ans – ont déjà emprunté cette route et ont gravi les échelons de cette « course vers le bas ».

Qui ont gagné dans la région? Ayiti Kale Je (AKJ) a analysé des rapports sur la République Dominicaine, le Mexique et l'Amérique Centrale pour comprendre comment ces pays, leur économie et leurs travailleurs s'en sont tirés.

Les preuves sur les zones franches (ZF) et les usines d'assemblage aux bas salaires démontrent que :

Dans l'économie : Il y a peu de preuves qui établissent de « liens » avec le reste de l'économie;

Dans les domaines de l'environnement et de la santé : l'industrialisation sur le modèle de la chaîne de production peut avoir des effets négatifs directs et indirects sur l'environnement, et l'absence de règlements et de leur application peut avoir comme conséquence d'exposer les travailleurs à des substances dangereuses.

Pour la société : si l'embauche des femmes comporte des avantages (autonomie pécuniaire, etc.), l'industrie de l'assemblage peut aussi avoir des effets négatifs sur les familles et la société.

La chercheuse canadienne Yasmine Shamsie note également : « Il y a une abondance de documentation sur [les zones franches pour exportations], dont il ressort quelques points à propos d'Haïti. Premièrement, les pays qui ont connu un certain succès avec le modèle EZP (zones franches pour l'exportation), par exemple l'Île Maurice et le Costa Rica, y ont recouru comme pilier d'un plan plus vaste visant à diversifier leur économie. Ainsi, ce modèle, pris seul, n'entraîne que peu de retombées ».

Et qu'en disent ces données?

AKJ ne prétend pas avoir parcouru toute la documentation, mais une revue des quelques études portant sur des pays similaires à Haïti peut nous éclairer…

Économie

En 2003, José G. Vargas Hernández, de l'université de Guadalajara,[1] a analysé les publications sur l'Amérique Centrale, où, dans les années 1990 au moins, « la plupart des *maquiladoras* [usines d'assemblage] appartiennent à des capitaux asiatiques, principalement des investisseurs coréens. »

Le chercheur concluait que rien ne prouvait que la complexité technologique des industries de « maquiladoras » avait un impact direct sur le développement économique ou sur la création d'emplois biens rémunérés.

Vargas Hernández poursuivait sur la tendance généralisée du non-respect des droits des travailleurs, le fait que les investisseurs étrangers peuvent quitter un pays hôte du jour au lendemain et que le secteur parvient rarement à développer autre chose que des emplois peu spécialisés et mal rémunérés.

Le chercheur écrivait « On ne comprend pas clairement le rôle que joue ce type d'industrie dans la croissance économique et le développement national. »

En 2008, dans une analyse approfondie de la documentation sur le sujet, deux professeurs aux États-Unis concluaient que même l'investissement direct étranger (IDE) et la création d'usines d'assemblage de haute technologie n'ont pas nécessairement de retombées sur l'économie locale. Dans *Comparative Studies in Comparative International Development* (Études comparées sur le développement international), Eva A. Paus et Kevin P. Gallagher[2] ont analysé le IDE au Mexique et au Costa Rica. Pour ce dernier, ils ont trouvé à l'IDE des retombées positives via la formation, l'éducation… [mais] peu de retombées via les liens [au reste de l'économie]».

Les attentes étaient très élevées au Mexique, qui comptait déjà une industrie de l'électronique et de l'informatique indigènes avant le boom des IDE. Par contre, au lieu de se procurer les pièces au Mexique, les compagnies étrangères achetaient les intrants là où ils étaient le moins cher, généralement en Asie. « Sous le Consensus de Washington, les gouvernements des deux pays ont fondé leurs espoirs sur le potentiel des marchés libéralisés pour faire croître et stabiliser leur économie, et sur les IDE pour engendrer des retombées technologiques et opérationnelles », écrivait l'auteur. « Notre article s'ajoute aux preuves croissantes selon lesquelles le Consensus de Washington ne constitue pas une stratégie viable de développement. »

Le long de la frontière entre le Mexique et les États-Unis, là où les « maquiladoras » ont prospéré, surtout après l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), les disparités de revenus sont plus élevées que le long d'autres frontières commerciales dans le monde, selon le *Golden Gate University Environmental Law Journal*. À Tijuana, le pouvoir d'achat du salaire minimum est le cinquième de ce qu'il était au début des années 1980; « 67 % des maisons ont des planchers de terre battue et 52 % des rues ne sont pas pavées, écrivait la chercheuse Amelia Simpson.

Environnement et santé

Les zones d'usines d'assemblage sont généralement associées à deux types de problèmes environnementaux – les dommages directs causés par les déchets industriels et les effets indirects découlant d'une plus grande consommation d'eau par les industries et les populations qu'elles attirent à la recherche d'un emploi.

Les effets, pervers ou bénéfiques, sur l'environnement semblent dépendre étroitement de la capacité d'un pays hôte à faire respecter ses lois et ses normes. Certaines études affirment que les usines de l'industrie d'assemblage sont plus soucieuses de l'environnement parce qu'elles savent que leurs marchés internationaux peuvent boycotter une industrie polluante.

Un rapport sur le Mexique, rédigé en 2002 pour l'ONU, affirmait que « l'industrie des « maquiladoras » obtient de meilleurs résultats que les autres industries en matière d'impacts environnementaux directs. »

Le cas du ruissellement d'eau de teinture des jeans dans l'état mexicain de Puebla est maintenant bien connu. En général, pour « délaver » un jean, on le bat ou on le traite chimiquement. « Tehuacán » signifie « vallée des Dieux », mais les journalistes l'appellent la « vallée des jeans. » Une étude de 2008 du journal *Ciencia y el Hombre*, de Veracruz rapportait un ruissellement de teinture bleue qui polluait les rivières et les canaux d'irrigation. Mais la pression croissante sur l'alimentation en eau est un problème aussi grave, sinon pire, écrivaient Blanca Estela García et Julio A. Solís Fuentes.

« En raison d'un usage intensif de l'eau, la nappe phréatique diminue de 1 à 1,5 mètre par année, tandis que la population croit de 10 000 à 13 000 personnes par année », observaient-ils.

Dans certaines parties du Mexique, les usines achètent maintenant des « droits d'utilisation de l'eau » des fermiers locaux, afin de couvrir leurs besoins, ce qui affecte l'agriculture et qui fait monter le prix de l'eau. L'étude de 2002 notait que : « Le manque d'eau, en quantité et en qualité, a déjà forcé l'industrie à acheter des droits d'utilisation de l'eau, de façon temporaire ou permanente, des actionnaires locaux de l'eau prévue pour l'agriculture. Ces droits d'utilisation de l'eau se vendent au prix fort. Par exemple, l'usine d'automobiles Nissan à Aguascalientes a acheté les droits d'utilisation de l'eau nécessaire à ses processus de peinture ».

L'Accord de « libre commerce » entre le Mexique, la Canada et les Etats-Unis (ALÉNA) comporte un « accord parallèle » sur l'environnement qui exige que les compagnies nettoient après leur passage, mais l'article du Golden Gate notait que cet accord n'a pas force de loi et qu'il ne « fournit pas de protection adéquate aux travailleurs ou à l'environnement. »

Une étude des manufactures haïtiennes confirme ce manque de protection des travailleurs contre des dangers environnementaux. Better Work Haïti a découvert que la plupart des manufactures violaient les lois et les normes nationales et internationales. « Les taux moyens de non-conformité sont également élevés en ce qui concerne la protection des travailleurs (93 %); les produits chimiques et substances dangereuses (89 %) et la préparation aux urgence (82 %).

Selon le rapport d'avril 2011, « les manufactures ont entamé des initiatives de remédiation [sic] pour améliorer la situation », mais comme on l'a écrit dans un article précédent [Les salaires dans la « nouvelle » Haïti, story #1] Better Work n'a pas de pou-

voirs coercitifs.

Société
Comme l'expérience en Haïti le démontre, l'arrivée d'usines d'assemblage et des zones franches peut avoir des effets dévastateurs sur le mouvement des populations. Selon Mme Simpson, au Mexique, l'industrie des « maquiladoras » a « provoqué la plus grande migration depuis les années 1960 ». « La population de Tijuana a plus que septuplé entre 1960 et 2000 », écrit-elle.

La société en a subi d'autres effets. Plus que toute autre industrie dans les pays pauvres, les usines d'assemblage embauchent des femmes. Dans certains pays, les femmes, souvent jeunes, constituent jusqu'à 80 pour cent de la main-d'œuvre. Selon Yasmine Shamsie, qui cite un autre chercheur, on préfère les femmes car « elles coûtent moins cher, elles sont moins susceptibles de se syndiquer et elles ont davantage de patience face au travail fastidieux et monotone des opérations d'assemblage. » (En Haïti, le ratio homme-femme est plus équilibré. Les femmes constituent environ 65 % de la main-d'œuvre.)

L'impact sur les femmes peut être positif comme négatif. Parmi les aspects négatifs, les femmes sont exposées à des produits toxiques, se blessent à cause des mouvements répétitifs et peuvent développer des maladies respiratoires. Par contre, le fait d'avoir un revenu indépendant – même s'il est insuffisant – peut leur donner de l'autonomie.

Pourtant, les femmes ont généralement les enfants à charge. À propos de la ville de Juarez, au Mexique, Richard Vogel écrivait en 2004 pour le Houston Institute of Culture : « La vie familiale, fondement de toute communauté, s'est détériorée sous l'influence des *maquiladoras*. Près de la moitié des familles vivant dans des maisons de deux ou trois pièces, dans les quartiers ouvriers de Juarez, ont à leur tête une mère célibataire, qui travaille souvent de longues heures dans les maquiladoras pour gagner un salaire de misère. Le stress qui en résulte mène à des problèmes chroniques de santé, de violence familiale et d'exploitation des enfants par le travail. Ce sont les enfants qui en souffrent le plus. Comme il n'y a pas de garderies, les enfants sont souvent laissés seuls à la maison, toute la journée, et tombent dans les pièges de la culture de la rue, de l'abus de drogues et de violence des gangs. En termes de progrès social, Ciudad Juarez régresse plutôt qu'elle n'avance, sous l'influence de l'industrie des maquiladoras ».

6— Un aperçu de l'avenir? Le Cas de Caracol
Près de Caracol, dans le département du Nord-est d'Haïti, Robert Etienne, incrédule, contemple avec consternation la clôture qui traverse son champ. Plus tôt cette année, cette terre noire et fertile lui donnait une généreuse récolte de haricots. « Au début de janvier, des tracteurs sont venus démolir toutes nos clôtures. Des voleurs et des animaux ont suivi et toute notre production a disparu », le septuagénaire s'est confié à Ayiti Kale Je (AKJ) en mai 2011.

Étienne a élevé ses quatre enfants ici-même, avec la vente de bétail et en cultivant une petite parcelle familiale ainsi qu'un plus grand terrain loué de l'état.. Un matin, en janvier dernier, Étienne et environ trois cents de ses voisins se sont réveillés pour trouver que les champs avaient été détruits.

A l'insu d'Étienne et des autres fermiers, le gouvernement haïtien avait signé cette même semaine-là un accord avec la secrétaire d'état américaine, Hillary Clinton, des représentants de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et le géant du textile de Corée du Sud, Sae-A Trading. Avec cet accord, les champs d'Étienne et ceux d'environ 300 autres fermiers ont été convertis en zone industrielle. « Ce sera l'étincelle qui allumerait le feu, qui stimule l'activité », l'ancien président américain et mari d'Hillary, Bill Clinton, s'est confié au *Wall Street Journal*. A l'époque, Clinton menait la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) Depuis toujours, Clinton défend tout plan pour apporter plus d'industrie en Haïti.


Ouvrières dans une usine de CODEVI à Ouanaminthe, travaillant sur des tee-shirts Hanes. *Photo: AKJ*

Mais les fermiers comme Étienne, ainsi que des chefs de syndicaux, des environnementalistes et des économistes, ont de sérieux doutes : exactement quel « feu » a été allumé, quelle « activité » sera stimulée et dans quel sens?

Et d'abord, pourquoi avoir choisi Caracol? Tous les acteurs sont d'accord que ces terres – qui font partie du bassin versant de la rivière Trou-du-Nord – sont parmi les plus fertiles du département du Nord-est. En plus, le nouveau parc industriel se trouvera à moins de cinq kilomètres d'une grande baie qui abrite une des dernières forêts de mangrove du pays, ainsi qu'un grand récif corallien.

Dans le but de savoir pourquoi Caracol a été choisi, et pour avoir une meilleure idée de qui seront les « perdants » et les « gagnants » de ce projet, AKJ a visité le Nord-est, révisé une demi-douzaine d'études et interviewé de nombreux experts et bénéficiaires potentiels.

PIRN - Un partenariat public-privé
Le Parc industriel de la région du Nord (PIRN) est le projet-phare de la reconstruction du nouveau gouvernement, la CIRH, et la « communauté internationale en Haïti – les États-Unis, la France, La Canada, l'Union Européen et la Banque Interaméricain du Développement (BID). Ce parc industriel de 243 hectares devrait ouvrir ses portes en mars 2012. Les planificateurs affirment qu'environ 20 000 emplois seront créés pour la « Phase 1 », puis environ 100 000 emplois directs et indirects au cours des années suivantes, presque exclusivement des emplois manufacturiers à des salaires de misère.


Pierre Renel, président de l'ADTC. *Photo: AKJ*

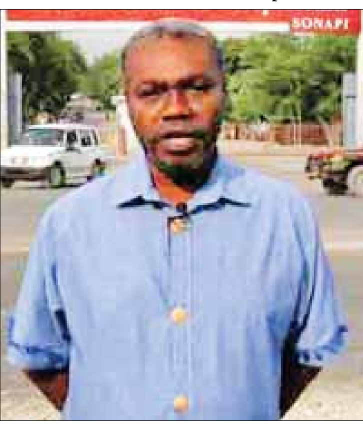
Déjà dans l'étape de planification avant le tremblement de terre, le PIRN est le résultat d'un partenariat public-privé avec un financement de plus de 200 millions de $ US. Mais le gouvernement haïtien n'est pas le seul partenaire « public ».

Le « public » plus au nord – les citoyens américains – sont les plus gros investisseurs du projet, avec ses quelques 124 millions de $ US puisés des coffres de l'état. L'argent américain servira (selon les documents du projet) à améliorer les infrastructures portuaires, à construire une centrale électrique pour le PIRN, et à construire au moins 5 000 logements.

Comme l'avait sous-entendu Bill Clinton, les investissements étrangers sont à la base du plan économique qu'il met en avant avec le gouvernement haïtien. Washington fait tout en son pouvoir pour convaincre qu'Haïti est « prête pour les affaires ». Ainsi, dans une réunion du 7 janvier 2011, Cheryl Mills, la dirigeante de l'USAID, était fière d'affirmer que son équipe : « travaillait avec des investisseurs étrangers pour voir comment les attirer vers un parc industriel ».

En plus des fonds du gouvernement américain, le PIRN recevra aussi 55 millions de $ US de la part de la BID. Selon des documents du département d'état américain, l'argent de la BID servira à construire « des charpentes de manufactures et des infrastructures intra murales ».

L'utilisation de fonds publics au bénéfice de l'industrie privée n'est pas une pratique nouvelle. Les partenariats public-privé (PPP) sont chose courante dans le monde entier. Les contribuables prennent des risques pour qu'un secteur d'activité ou une région soit rendu attrayant pour des capitaux privés. La logique derrière les PPPs, en général, et l'équité de leurs résultats sont certainement des thèmes à débats, mais ce qui frappe dans celui-ci est qu'il va plus loin que les autres. Il utilise des fonds publics – surtout américains – au bénéfice de compagnies de textile qui ne sont pas toutes américaines et chaque emploi créé entraînera probablement la mise à pied de travailleurs américains.



Le professeur Camille Chalmers devant le parc industriel SONAPI, à Port-au-Prince. *Photo: AKJ*

Finalement, du moins dans le cas du PIRN, les contribuables américains facilitent la tâche à des compagnies de textiles locales et étrangères pour qu'elles implantent des « ateliers de misères, les « sweatshop », en Haïti, augmentant leurs revenus au détriment de travailleurs mieux rémunérés aux États-Unis et dans d'autres pays. Si Levis et GAP peuvent assembler leurs vêtements au coût de 5,00$ US par jour au lieu de 9,00$ US de l'heure (à peu près le salaire le plus bas dans les usines de vêtements aux Etats-Unis), avec en plus de nouvelles structures, de l'électricité, de la sécurité imposée par les forces de l'ONU et des revenus libres d'impôts, entre autres avantages, pourquoi ne le feraient-ils pas?

Ironiquement, le principal partenaire *privé* du PIRN n'est ni américain, ni haïtien. C'est la Sae-A Trading, de la Corée du Sud, qui promet de dépenser 78 millions de $ US pour la construction d'un complexe manufacturier de 50 000 hectares qui emploiera 20 000 travailleurs pour la première phase et qui comprendra éventuellement une usine de fabrication du textile.

Sae-A Trading est un des leaders mondiaux du vêtement. Elle fournit, entre autres, GAP, Wal-Mart et Target et d'autres grands détaillants aux Etats-Unis. Dernièrement, elle construit des usines de textile et d'assemblage de vêtements autour du monde à un rythme effréné : le Nicaragua, l'Indonésie et maintenant Haïti. Un article daté de 2009 rapporte que les exportations de ce grand manufacturier s'élevaient à 885 millions de $ US, exclusivement vers les États-Unis.

« Nos 20 usines à travers le monde produisent 1,4 millions d'articles par jour et la production annuelle est de 360 millions de pièces », a confié son fondateur Kim Woong-Ki au quotidien coréen *JoongAng Daily*. « Ce nombre est presque égal à la population des États-Unis. »

Mais Sae-A Trading n'investit pas en Haïti pour « créer des emplois », comme le clament les fanatiques du modèle de « développement durable » basé sur les usines d'assemblage, de la façon du président Michel Martelly. La compagnie s'installe pour faire de l'argent. Sae-A sera en parfaite position pour bénéficier de la loi HELP, et ensuite du nouvel Accord de Libre-échange entre les États-Unis et la Corée (KORUS FTA). Sae-A Trading ouvre boutique juste à temps.

Approuvé par le congrès étatsunisien en octobre, KORUS FTA – qui pourrait entrer en vigueur dès janvier 2012 – réduira immédiatement à zéro les droits de douane sur la plupart des biens coréens et prévoit de nouvelles baisses de tarifs douaniers au cours des cinq et dix années à venir. Une étude datée de 2007 de la Commission du commerce international américain (US International Trade Commission) estime que cet accord « aurait pour effet une augmentation significative des échanges bilatéraux de l'industrie du textile et du vêtement entre les États-Unis et la Corée, particulièrement des importations américaines en provenance de la Corée. » Donc, très probablement, de nouvelles pertes d'emplois pour ces secteurs aux États-Unis.

Pourquoi avoir choisi Caracol?
Avant même le tremblement de terre, le Gouvernement haïtien et ses supporteurs avaient ciblé le nord d'Haïti pour leur projet de parc industriel à cause de sa proximité aux États-Unis et à la République Dominicaine. Selon les nombreux documents du gouvernement et de ses consultants, un site adéquat doit donner accès à une grande population de chômeurs, un apport abondant d'eau et d'électricité et de larges autoroutes.

La firme américaine de consultants Koios, employée pour choisir le site, ajoute que le nord d'Haïti est idéal parce que : « la région dispose en effet de grandes étendues de terres relativement vacantes ». Évidemment, « relativement vacantes » est un terme relatif, comme il sera démontré ci-dessous.

L'étude de Koios – datée du 20 septembre 2010 – dresse une liste de 18 sites possibles, où Caracol figure au deuxième rang. « La rivière à l'est du site devrait convenir à des usines qui utiliseront des quantités d'eau importantes et déverseront leurs eaux usées. La terre est dépourvue d'habitation et d'agriculture intensive », raconte le rapport.

Pourtant, elle n'était pas si « dépourvue » que ça. Le site de Caracol était occupé par 300 parcelles cultivées. Mais le site a été choisi de tout façon. Selon une étude plus récente de Koios – datée de mai 2011 et intitulée « Étude des Impacts Environnementaux et Sociaux - Parc Industriel de la Région du Nord d'Haïti »[3] le site de Caracol a été sélectionné par le Gouvernement haïtien pour :

• la rivière Trou-du-Nord – « celle-ci est capable d'absorber un plus grand volume d'eau traitée »,

• une abondance de ressources en eaux souterraines,

• la facilité à évincer les fermiers, puisque la plupart des terrains appartiennent à l'état.

« De bonnes terres agricoles »
Dans une autre étude Koios admet que le site comportait en fait de « bonnes terres agricoles ». Mais il était déjà trop tard. Les fermiers avaient été chassés et des clôtures avaient été érigées. Interrogé après le fait par le Ministère l'environnement, Colas Landry, maire de Caracol s'est dit en désaccord avec le choix du site. « Si les promoteurs du projet m'avaient consulté, je n'aurais jamais proposé ce site. Je les aurait dirigés vers Madras », a-t-il dit au Ministère de l'environnement dans un rapport interne transmis à AKJ.

(Selon la Direction de Zones Franches [DZF], les zones franches et industrielles ne devraient pas être installées sur des terres agricoles. Dans une entrevue pour AKJ, Luc Especca de la DZF a insisté sur ce point : « Nous nous rappelons tous de ce qui s'est passé avec CODEVI ». La zone franche de CODEVI, construite sur la plaine fertile de Maribahoux, a causé manifestations et indignation en Haïti et à l'international.)

Qu'en est-il de l'environnement?
La deuxième étude de Koios fait aussi ce constat scandaleux : « Le processus d'étude et de sélection des sites **n'a pas été accompagné de recherches environnementales, hydrologiques ou topographiques approfondies**. » [notre accent]

En effet, le rapport interne du Ministère de l'environnement obtenu par AKJ confirme ces faits : « A aucun moment le Ministère n'a pris part à une réflexion identifiant Caracol comme site. »[ii]

Ce rapport – sous-titré : « Dans quelle mesure et sous quel pré requis peut-on envisager une situation 'gagnant-gagnant' d'un point de vu environnemental? » – a également noté que le PIRN pouvait comporter « potentiellement un grand impact négatif sur l'environnement ».

Apparemment, l'équipe de Koios était d'accord. Quand la firme a porté une attention plus particulière au site lors de sa seconde étude au printemps dernier, elle a suggéré au gouvernement haïtien de changer le « classement de risque » pour le projet de B, soit « moyen », à A, qui – selon le document Ministère de l'environnement – signifie « un impact adverse significatif sur l'environnement ». .

De plus, Koios a souligné qu'une étude plus approfondie des impacts sociaux et environnementaux serait nécessaire. Les consultants ont suggéré que, pendant que des études plus complètes étaient entreprises, le gouvernement haïtien devait : « imposer certaines limites aux activités industrielles autorisées dans le parc pendant les 12 à 24 premiers mois de fonctionnement ».

Koios a aussi noté que la région comportait un nombre important de sites archéologiques indigènes et certains des plus anciens sites d'implantation européenne de l'hémisphère. Elle est allée jusqu'à faire deux autres suggestions encore plus radicales :

1 – Déplacer le projet vers une autre région du nord ou même une autre province d'Haïti, ou

2 – Annuler le projet, malgré que, selon les consultants : « [s]on annulation pourrait mettre en jeu la réputation de ces parties prenantes, et pourrait nuire à la réputation d'Haïti comme un pays accueillant à l'investissement ».

Évidemment, le PIRN n'a été ni déménagé, ni annulé… Et donc, deux mois après la publication du rapport de Koios, et sans doute pour minimiser les doutes sur l'impact environnemental, le ministère de l'Économie et des Finances a acheté plusieurs pages complètes de publicité dans *Le Nouvelliste* où il rapportait que : « les questions environnementales sont considérées avec beaucoup d'attention » et promettait de nouvelles études d'impact. Un mois plus tard, Eduardo Almeida de la BID clamait que tout était prêt pour aller de l'avant puisque : « [l]es travaux d'impacts environnementaux… ont déjà été réalisés dans la zone ». [Lien]

En effet, le projet va de l'avant. Le 28 novembre, les principaux acteurs sont volés pour Caracol pour inaugurer le site. Clinton, Martelly, Sae-A Trading, la BID – tous étaient là. «Haïti est ouverte aux affaires», a déclaré Martelly alors qu'il se tenait devant un schéma architectural géant du parc. « Celui-ci représente le genre de changement dont nous avons besoin ».

Mais, quid des risques identifiés par Koios et le Ministère de l'Environnement? De nouvelles études, sont-elles véritablement en cours?

Est-ce que des limites seront imposées aux locataires du PIRN durant les 12 à 24 premiers mois?

Comment le Ministère de l'Économie et des Finances, le principal responsable du PIRN et le demandeur du rapport de Koios, a-t-il réagi aux recommandations de Koios et au rapport du Ministère de l'Environnement?

A Suivre

Le deuxième pillage de l'Amérique Latine

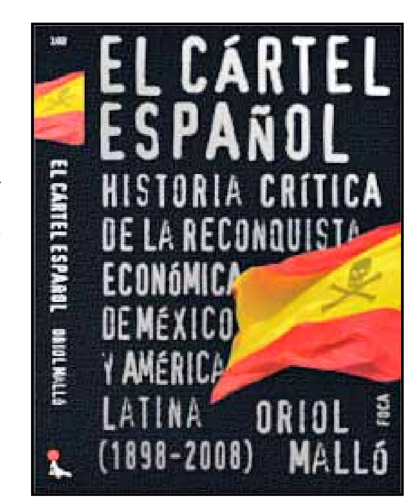
Interview du journaliste l'Orel Malló, auteur du « Cartel espagnol. Une histoire critique de la reconquête du Mexique et de l'Amérique Latine (1898-2008) ». Cinq siècles après le premier assaut, un cartel d'entreprises espagnoles commandé par le pouvoir politique entreprend la reconquête de l'Amérique Latine. Il convoite surtout les services publics privatisés et les ressources naturelles.
Le journaliste catalan l'Orel Malló reconstruit dans « Le cartel espagnol. Une histoire Critique de la Reconquista du Mexique et de l'Amérique Latine (1898-2008) » (Ed. Akal), processus qui démarre avec la perte des dernières colonies d'empire espagnol (1898) et finit un siècle après, quand la grande banque espagnole réussit à extraire une grande partie de ses bénéfices de l'Amérique Latine. Orel Malló a obtenu le Prix national du Journalisme de la Catalogne en 1992 pour ses reportages sur la guerre de la Yougoslavie et aujourd'hui vit à Mexico où il collabore avec différents médias européens. Entrevue menée par Enric Llopis du journal espagnol Rebelion.

Enric Llopis : Où situes-tu les racines du cartel espagnol qui s'est développé en Amérique latine ?

Orel Malló : Toutes les multinationales espagnoles présentes en Amérique Latine sont, en dernier ressort, filles du triomphe de l'insurrection fasciste en Espagne de 1936. Le BBVA, la Banque de Santander, Abengoa, Iberdrola ou d'Union Fenosa partagent cet élément fondateur. Le citoyen moyen imagine à peine que la majorité des associations qui dominent l'économie espagnole a surgi du triomphe franquiste lors de la guerre civile. Et que l'essence du franquisme a été de revenir au siècle d'or de la bourgeoisie (le XIXe siècle), qui dans l'enceinte mondiale est revenue par ses fors à partir de 1980, avec la contre-révolution anglo-saxonne et le soi-disant néolibéralisme.

Enric Llopis : Qu'est-ce que tu entends, dans grandes lignes, par la reconquête économique espagnole de l'Amérique Latine ?

Orel Malló : Cela consiste en un débarquement corporatif des multinationales de services publics et leurs sœurs de l'hôtellerie en Amérique latine. La première pierre du débarquement hispanique a une date : le 18 et 19 juillet 1991, quand à Guadalajara



se tient le Sommet « ibéro »-américain des Chefs d'État et de Gouvernement, avec la présidence du roi Juan Carlos et la présence des deux dirigeants les plus puissants de la zone Carlos Salinas de Gortari et Felipe González. Après cette représentation théâtrale, peu de mois après la reconquête s'initie avec la privatisation massive des entreprises publiques argentines. Et avec un mécanisme basique : l'échange de dette extérieure par des investissements privés. Un an après le théâtre continue avec les Jeux olympiques de Barcelone, l'Exposition Universelle de Séville et le II Sommet ibéro-américain de Madrid.

Enric Llopis : Tu mentionnes dans ton livre la Déclaration de Guadalajara, comme la proclamation idéologique de la reconquête

Orel Malló : En effet. La Déclaration de la Guadalajara recueille tous les préceptes du Consensus de Washington : discipline fiscale, réduction de la dépense publique, réforme fiscale avec réductions pour les riches et imposition indirecte, ouverture à l'entrée d'Investissements Etrangers Directs (IED), privatisation, dérégulation et garantie juridique des droits de propriété. Cela se fait avec une augmentation des aides au développement dans le cadre d'une stratégie d'impérialisme doux. Il y a un personnage, Felipe González, homme d'Etat à la mode, qui occupe un rôle essentiel dans ce processus. C'est lui qui depuis le milieu des années 70 établit des contacts avec les élites politiques latino-américaines, avec le panaméen Omar Torrijos, le Vénézuélien Carlos Andrés Pérez et le Mexicain Luis Echeverría.

Enric Llopis : Le processus de reconquête définit-il l'État espagnol comme une puissance impériale ?

Orel Malló : Pas exactement. Le royaume de l'Espagne devient, plutôt, une place d'armes européenne en Amérique Latine. Le Marché commun a délégué le bureau des sujets latino-américains à l'État espagnol. La Socialiste Internationale a aussi transformé Felipe González en porte-parole et interlocuteur préféré pour le sous-continent. En d'autres termes, l'État espagnol devient réellement trésorier, contremaître et secrétaire de deux absentéistes fortunés, l'Europe et les États-Unis. Un employé de ces deux grands patrons. C'est réellement cela l'hypothèse dont part le livre. L'expulsion du capitalisme productif espagnol et sa subordination complète aux intérêts européens et américains, dont il joue le rôle de gérant. Avec cette supposition de départ, la reconquête est impulsée.

Enric Llopis : Comment se forme le cartel et quelles entreprises le composent ?

Orel Malló : Un fait clef est l'admission de l'État espagnol à l'Union Européenne, en 1986, et la création après du Marché unique Européen en 1993. Après les étapes successives de dérégulation et de privatisation du secteur public espagnol, les nouvelles entreprises qui ont été faites avec ces services privatisés et la grande banque espagnole se jettent dans la deuxième conquête de l'Amérique Latine. La stratégie d'attaque est réellement une réponse défensive : survivre en Amérique ou mourir en Europe. Les compagnies espagnoles devaient concourir sur le marché le plus exigeant du monde, l'Européen, et se protéger des acquisitions hostiles de géants. Au commencement de 1992, avec les premières privatisations en Argentine, s'est créé le lobby espagnol, formé par Telefónica, Iberdrola, Gaz Natural, Repsol, Iberia et Mapfre.

Enric Llopis : Comment se développe le cartel ? Peux-tu donner un exemple ?

Orel Malló : Les privatisations argentines ont produit une telle rentabilité et ont coûté si peu qu'elles ont financé la politique d'achats du cartel pour toute Amérique Latine. L'ingénierie financière et l'usage présumé de pots-de-vin pour gagner des appels

Suite à la page (15)

Frantz Fanon, au nom des damnés de la terre

Il y a cinquante ans, le 6 décembre 1961, disparaissait Frantz Fanon, héraut de l'anticolonialisme. L'essayiste Achille Mbembe, qui préface la réédition de ses "Oeuvres" (La Découverte), évoque cette grande figure.*

Le Point :
Vous avez donné à votre dernier essai, Sortir de la grande nuit (La Découverte), un titre extrait d'une citation de Fanon. Une façon de dire son actualité ?

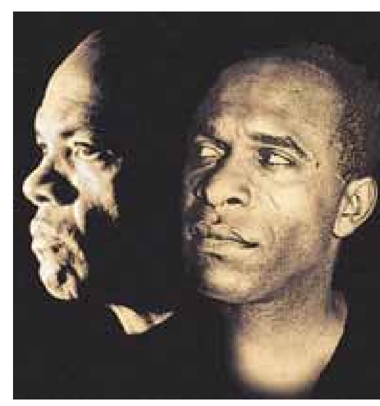
Achille Mbembe :
Une façon de reprendre, pour notre compte, certaines des questions qu'il ne cessa de poser en son temps. S'il y a chez Fanon quelque chose qui ne vieillira jamais, c'est bien la possibilité, pour chaque sujet humain et pour chaque peuple, de se mettre debout, d'écrire par son travail, dans sa langue, avec son corps, sa part de l'histoire de ce monde que nous avons tous en commun. Pour Fanon, cette quête irrépressible et implacable de la liberté engageait le sujet et le peuple en question dans un formidable travail sur soi et dans une lutte à mort, sans réserve, contre le colonialisme, tâche qu›ils ne pouvaient déléguer à d›autres. En donnant ce titre à mon dernier essai, je voulais donc faire signe à ce versant radical de sa pensée, au devoir de soulèvement, voire d›insurrection, qui y apparaît comme une injonction et dont on voit, ici et là, des manifestations en ce moment précis de notre monde.

Le Point :
L'oeuvre de Fanon était-elle présente au Cameroun, où vous avez grandi, et en France, où vous avez étudié l'histoire et la politique, au cours du dernier quart du XXe siècle ?

A.M. :
Au Cameroun, on nous faisait lire tous les autres - Senghor, Césaire, Cheikh Hamidou Kane, Molière, Balzac ou Sartre -, mais pas Fanon. Dans le système universitaire français des années 1980, Fanon était, comme beaucoup d'autres penseurs nègres, un «intouchable». L'époque était à l'anti-tiers-mondisme. Pascal Bruckner venait de publier son Sanglot de l'homme blanc, un ouvrage dans lequel il s'acharne sur un Fanon imaginaire - celui des caricatures que n'ont cessé de colporter tous ceux qui ne l'ont jamais lu et qui ne peuvent parler de lui que dans les termes d'un apostolat bien singulier, celui de la violence. Cela dit, de ma première rencontre avec Fanon, je retins surtout le nom : ce nom étincelant semblait porter en lui non seulement le poids de tout un monde, mais surtout une part d'éclair, la part de la foudre et du feu qui viennent déchirer la nuit.

Le Point :
Fanon est un Martiniquais qui s'engage dans les Forces françaises libres pendant la Seconde Guerre mondiale ; puis aux côtés des Algériens au tout début de la lutte pour l'indépendance. Comment expliquer cet itinéraire singulier ?

A.M. :
Ce n'était guère prémédité. C'est la rencontre avec la guerre, le racisme et la violence coloniale qui arracha Fanon à ses origines et le lança en quête d'un autre type de fraternité. La violence dont il fut le témoin vivant et dont il s'efforça de prendre médicalement en charge les conséquences traumatiques se manifesta en particulier sous la forme de la torture systématique qu'utilisait l'armée française à l'encontre des résistants algériens. La France, sous le drapeau de laquelle il avait failli perdre la vie lors du combat contre le nazisme, s'était mise à en répéter les méthodes au cours d'une guerre sauvage


Frantz Fanon

et sans nom contre un autre peuple à qui elle déniait le droit à l'existence et à l'autodétermination.

Le Point :
Pourquoi a-t-il choisi la «révolution africaine» plutôt que de se battre pour l'indépendance de sa Martinique natale ?

A.M. :
Martiniquais, français, algérien, africain, il était tout cela à la fois , il se pensait surtout comme un homme dans le monde. Par la force des circonstances, c'est en Algérie et dans le reste de l'Afrique - et non en Martinique - qu'était en train de se dénouer, à l'époque, le noeud gordien qu'aura été le colonialisme moderne. Liant son sort à celui de tous «les damnés de la terre», Fanon choisit de contribuer à trancher ce noeud en faveur des peuples opprimés dans les lieux mêmes où sa vie l'avait conduit, c'est-à-dire en terre africaine. Mais il avait vécu ce «réenracinement» comme en mémoire de toute l'humanité, et en particulier de celle qui souffre.

Le Point :
On a accusé Fanon de prôner la violence dans Les damnés de la terre...

A.M. :
Fanon considérait que toute situation coloniale était d'abord une situation de violence. Il pensait que l'on ne pouvait en assurer la destruction que par le biais d'une violence plus forte et plus manifeste, c'est ce qu'il appelait la «praxis absolue». On ne comprend rien à la teneur du discours fanonien sur la violence libératrice si on fait fi d'un meurtre premier auquel le colonisé est condamné à répondre. Fanon adresse une sommation à un peuple pris en tenaille par l'histoire et placé dans une position intenable de laquelle il doit s'extraire s'il veut vivre une vie humaine signifiante.

Le Point :
Le grand danger qui menace l'Afrique, a-t-il écrit, est «l'absence d'idéologie». Le marxisme a pourtant fait des émules après les indépendances... Sur ce point comme sur d'autres, peut-on dire que Fanon s'est trompé ? Son «tiers-mondisme» a-t-il vieilli ?

A.M. :
Les questions qu'affronte Fanon sortent tout droit de la pratique de la lutte anticoloniale. Comment liquider le colonialisme en tant que système de domination politique et économique d'un peuple par un autre, et les dispositifs psychiques et mentaux qui en constituent les armatures ? À quelles conditions l'Afrique pourrait-elle devenir sa force propre, son propre centre, dans un monde multipolaire où les peuples anciennement colonisés se forgent leurs modèles propres et proposent à l'humanité des formes neuves de solidarité ? Quelles formes de la lutte sont susceptibles d'ouvrir le futur à tous ? Et, si savoir il a proposé, il s'agissait d'un savoir situé, limité, parce que tiré d'une expérience particulière, et parti-

san. Fanon ne visait pas la neutralité. Il s'agissait d'accompagner la lutte et, là où cela était possible, de soigner et de guérir ceux que le colonialisme avait décérébrés ou rendus malades et, souvent, fous. Un tel projet ne veut peut-être pas dire grand-chose en France, là où, pour les besoins de la polémique, sa pensée est réduite au «tiers-mondisme». Mais, pour ceux d'entre nous qui suivent la marche actuelle de notre monde à partir de ses marges, il constitue encore une source vive d'inspiration.

Le Point :
En France, il a d'ailleurs été presque ignoré jusqu'à la parution du portrait d'Alice Cherki en 2000...

A.M. :
Après sa défaite en Algérie et la perte de son empire colonial, la France officielle s'est intellectuellement recroquevillée sur l'Hexagone. Elle est rentrée dans une sorte d'hiver culturel alors même que sa société ne cessait de se pluraliser et que les générations issues de l'esclavage et de la colonisation ne cessaient de revendiquer une part de l'histoire nationale. Au cours du dernier quart du XXe siècle, elle a donc, pour l'essentiel, raté les nouveaux voyages de la pensée portés en particulier par les courants postcoloniaux et la critique de la race. C'est ce qui explique, en très grande partie, le refus français de considérer Fanon comme l'un des siens. Qu'ayant combattu sous son drapeau contre le nazisme, ce dernier se soit «retourné» contre la France durant la «guerre de Sécession» que fut la guerre en Algérie fut sans doute considéré comme une trahison dans l'esprit de beaucoup. Mais voilà, le «traître» ou encore «l'hérétique est de retour...

Le Point :
Fanon est devenu, un peu partout dans le monde, un auteur iconique. David Macey lui a consacré une biographie magistrale. En quoi est-il universel ?

A.M. :
On observe en effet un formidable renouveau de l'intérêt porté à sa pensée. Il existe désormais une «bibliothèque Fanon», une critique vivante et dynamique qui s'en inspire et traverse presque toutes les disciplines des sciences humaines et sociales. Cette critique n'est pas vivante seulement en Afrique et aux États-Unis, mais aussi dans les Caraïbes anglophones, en Asie, en Amérique latine. Des mouvements sociaux en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine et aux États-Unis s'inspirent de ses thèses sur le pouvoir des «masses», les vertus du «spontanéisme» à l'ère digitale, la «bourgeoisie» et sa propension à la prédation. Dans les domaines de la psychiatrie, des expériences neuves ont cours, qui s'efforcent de lier la cure psychique et l'engagement pour la justice sociale et raciale, notamment dans les contextes de migration. Fanon a su se faire le témoin des espérances humaines intarissables, celles-là mêmes dont on peut dire qu'elles sont partagées par tous les êtres humains. Auteur d'une parole inouïe qu'il savait exprimer dans une langue directe, il fut un ouvreur d'imaginaire. Voilà pourquoi il continue de parler, au-delà du temps qui le vit naître, à tous ceux qui acceptent de lui ouvrir leurs portes.

Propos recueillis par Valérie Marin la Meslée

Le Point.fr - Publié le 5 Décembre 2011

«Oeuvres», de Frantz Fanon. Préface d'Achille Mbembe (La Découverte, 800 p., 25 euros).

«Frantz Fanon. Une vie», de David Macey. Traduit de l'anglais par Marc Saint-Upéry et Christophe Jaquet (La Découverte, 550 p., 29 euros). http ://frantzfanon-foundation-fondation-frantzfanon.com/

*Achille Mbembe. Né au Cameroun en 1957. Il enseigne l'histoire et les sciences politiques en Afrique du Sud, où il réside, et aux Etats-Unis. Après son essai majeur « De la postcolonie « (Khartala, 2000), il a publié « Sortir de la grande nuit « (La Découverte, 2010).

Frantz Fanon, une vie

1925 Le 20 juillet, naissance à Fort-de-France, Martinique.
1943 S'engage dans les Forces françaises libres. Combat en Afrique du Nord. Croix de guerre.
1946 Etudes de médecine et de philosophie en France.
1952 « Peau noire, masques blancs « (Seuil).
1953 Médecin à l'hôpital psychiatrique de Blida-Joinville, Algérie. S'engage dans la résistance nationaliste.
1956 « Racisme et culture «, conférence au Premier congrès des écrivains et artistes noirs à Paris, Sorbonne.
1957 Expulsé d'Algérie, rejoint le FLN à Tunis.
1959 « L'an V de la révolution algérienne « (Maspero).
1961 Atteint d'une leucémie, il meurt le 6 décembre à Washington, où il était venu se soigner. Il est enterré, à sa demande, en Algérie. « Les damnés de la terre «, préfacé par Jean-Paul Sartre, est publié chez Maspero quelques jours avant sa mort. Le livre est saisi dès sa diffusion pour « atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat «. Trois ans plus tard, son éditeur réunit ses textes politiques dans « Pour la révolution africaine «.

Suite de la page (4)

étrangères et des finances du Sénat, respectivement, Wenceslass Lambert et Jocelerme Privert.

Avant de quitter Haïti, à l'aéroport international Toussaint Louverture de Port-au-Prince, le président haïtien a souligné que l'aide bilatérale la plus importante qu'Haïti reçoit depuis 2006 vient du président vénézuélien Hugo Chavez : « Je crois que les Haïtiens ont fini par savoir que la coopération avec le Venezuela est la coopération numéro un, celle qui offre le plus de dons et d'assistance à Haïti. », a rappelé Michel Joseph Martelly. Il a également mis l'accent sur l'importance de son voyage qui devrait lui donner l'occasion de discuter lors du sommet de la CELAC, du renforcement du programme d'aide énergétique Pétrocaribe que le régime d'Hugo Chavez offre depuis plusieurs années à Haïti et de la Coopération tripartite entre Port-au-Prince, La Havane et Caracas.

Dès son retour en Haïti, le dimanche 4 décembre dernier, le président Martelly a fait le bilan de sa participation au sommet de la CELAC. Selon lui une résolution a été approuvée par


Rencontre Martelly et Chavez

33 pays participants au Sommet pour faciliter la reconstruction d'Haïti, suite au séisme dévastateur du 12 janvier 2010. Il a remercié les deux (2) chefs d'Etat socialistes du sous-continent : Hugo Chavez et Raul Castro pour leur volonté réelle d'apporter leur solidarité à Haïti, jusqu' à ce qu'elle dirait qu'elle ne veut pas.

Malgré que Cuba n'a pas assez de ressources, les dirigeants cubains manifestent toujours leur volonté d'aider Haïti à surmonter ses problèmes sociaux. En marge de ce Sommet, le président Martelly a profité de l'occasion pour effectuer des rencontres spéciales à des chefs d'Etat Sud-américains. Le ministre des Affaires étrangères, Laurent Lamothe de son côté a annoncé la visite d'exploration des hommes et femmes d'affaires vénézuéliens en Haïti au début de cette semaine dans le cadre de la politique « Haïti est ouverte à l'investissement » étranger prônée par le gouvernement Martelly/Conille.

De toute évidence, la CELAC est un organe politique multilatéral créé en 2010 dont l'objectif est de consolider l'intégration régionale et de mettre fin à la domination du Nord sur le Sud. Haïti, ayant à sa tête un gouvernement d'extrême droite, sous la dépendance des instruments de domination tels : ONU, OEA, Minustah, CIRH, Bill Clinton, est-elle prête à faire parti de ce grand regroupement Sud-américain, qui ouvre la porte à la libération totale des pays du sud ?

Suite de la page (14)

d'offre étaient courants. Avec l'accumulation originale des ressources argentines, plutôt une réquisition gigantesque, Iberdrola a fait ses premières acquisitions au Brésil. Aujourd'hui la compagnie est devenue, après dix ans d'implantation, le premier distributeur d'électricité du nord-est du Brésil, où il fournit l'énergie électrique à plus de 8 millions de foyers et d'industries dans trois états. Après le crack argentin, la reconquête s'abat sur deux nouveaux fronts, le Brésil et le Mexique.

Enric Llopis : Tu racontes que Felipe González allait pays après pays de la main des entrepreneurs pour ouvrir des marchés. La même chose est-elle arrivée avec Aznar ?

Orel Malló : A l'époque d'Aznar l'expansion du cartel espagnol décline substantiellement, à l'exception des opérations Telefónica et l'influence sur le Mexique. L'appui du gouvernement espagnol disparaît et on préfère orienter les investissements vers les pays de l'Europe de l'Est. Aznar a lié sa carrière à celle de Bush et c'était un cauchemar récurrent pour le cartel. Par exemple, son affinité avec les doctrines de Miami lui a fait affronter le lobby hôtelier et ses intérêts à Cuba. La conséquence fut qu'à partir du 2000 il n'y a pas d'investissements sérieux. En ce qui concerne Rodríguez Zapatero, il est certain que le cartel espagnol l'admire parce que sa diplomatie douce a évité que prennent de l'importance les quelques procès ouverts durant l'ère Aznar.

Enric Llopis : Tu soulignes le rôle des ONG et du monde de la coopération dans cette reconquête impérialiste

Orel Malló : C'est ainsi à partir des années 80 du XXeme siècle. Felipe González et son ministre des Affaires étrangères, Fernández Ordóñez, offrent leur appui aux États-Unis et aux contre-révolutionnaires du Nicaragua, du Salvador et du Guatemala. En échange de cela, les entreprises espagnoles peuvent agir sans restriction dans la région. Dans ce contexte, les ONG ont contribué à étendre l'influence du modèle espagnol sur tous les pays du continent. Comme nouvelles missions, ces nouvelles venues dont l'épicentre fut l'Amérique centrale ont repris le rôle que l'église avait eu pendant des siècles comme avant-garde de l'hispanité.

Enric Llopis : Pour finir, l'expansion impérialiste se limite-t-elle au champ économique ?

Orel Malló : Il y a aussi une domination culturelle. Pour la vérifier il n'y a qu'à observer le travail de l'Institut Cervantes. Ou, plus encore, de l'industrie espagnole du livre. La majorité des écrivains latinoaméricains publient, ou essaient, dans des maisons d'édition ibériques. Une partie subtantielle des intellectuels lit ou collabore au complexe culturel du groupe PRISA, que ce soit dans les manuels d'Éditorial Santillana, dans les pages El Pais ou sur ses chaînes de radio [Grupo Latino de Radio (GLR)]. Le groupe PRISA conditionne la pensée des classes moyennes et marque la patte droitiste et patronale. On peut ajouter le succès de la revue « Hola » ou des séries « Cuentame » et « Los Serranos », parmi d'autres. Donc, le premier produit d'exportation espagnole fut éminemment politique : la Transition, le Consensus et les Pactes de la Moncloa.

Rebelión. Espagne, le 1er décembre 2011
Traduit de l'espagnol par: Estelle et Carlos Debiasi
El Correo. Paris, le 2 décembre de 2011

Suite de la page (8)

la paix en Amérique Centrale. Il n'a pas eu besoin d'une armée et, bien au contraire, le fait d'être démilitarisé lui a permis d'être perçu comme un allié par les pays en conflit.

En 1994, suite à un débat animé entre les diverses forces politiques du Panama ayant participé activement à la Fondation Arias pour la Paix et le Progrès Humain et moi même, le Congrès Panaméen a approuvé l'abolition des forces armées par une reforme constitutionnelle. Depuis ce moment, le Costa Rica et le Panama partagent la frontière la plus pacifique du monde et ont les deux économies les plus prolifères de la région. Ce, parce que l'argent jadis consacré aux forces armées est à présent investi dans l'éducation de nos enfants et la santé des nos citoyens.

En 1995 Haïti a pris la décision de démobiliser ses forces armées, mettant fin à l'éternel chapelet de coups d'Etat. Cette décision a été applaudie par le monde entier. La Fondation Arias et moi-même pouvons nous enorgueillir d'avoir contribué à la sage décision. Pour Haïti, faire partie du groupe restreint de pays latino-américains sans forces armées est un bien précieux et, tout comme le Costa Rica et le Panama, le pays a percé une fenêtre d'espoir qui doit se maintenir ouverte.

Monsieur le Président : mon implication envers Haïti remonte à plus de vingt ans. Depuis, je sollicite le monde développé afin de ne pas délaisser le pays, afin de faire la rémission de sa dette externe, de lui tendre la main au moyen d'une coopération généreuse et opportune, afin que l'indifférence ne soit pas une option. Cependant, Haïti doit parallèlement assumer ses responsabilités. L'une d'entre elles est l'adoption de décisions politiques justes. Tenter de réinstaller l'armée constituerait une erreur dramatique et c'est pour cela que je ne peux garder le silence.

Haïti pourra récupérer sa dignité quand tous ses enfants et ses jeunes pourront se tourner vers le futur avec espoir et quand les vents des Caraïbes souffleront de la même manière pour tous. Ce n'est pas moins que cela que votre peuple mérite, Monsieur le Président, et je vous prie de compter sur moi pour atteindre ce but.

Fraternellement,

Oscar Arias Sanchez
Président de la République du Costa Rica 1986-1990/2006-2010
Prix Nobel de la Paix 1987

Continued from p (9)

Land for FTZs

"*Ensure that land is rapidly available for acquisition in Export Zones,*" Collier recommended.

All of these elements will make sure that Haiti is, as Martelly called it, "*a natural and attractive destination.*"

What's planned for Haiti?

Free Trade Zones should be one of the spearhead's to launch reconstruction," recently said Jean-Alix Hecdivert, director of the Haitian government's Free Trade Zone Office (FTZO).

Beginning 40 years ago, Haitian authorities and their backers pinned their hopes – in part – on Free Trade Zones (FTZs) and assembly jobs.

More recently, the Haitian government and its backers have nuanced their approach. The 2010 *Presidential Commission on Competitiveness: Shared Vision for an Inclusive and Prosperous Haiti* report named textiles as one of five "*priority*" sectors. (The other four are: animal husbandry, tourism, fruits and tubers, and construction.)

But in the wake of the earthquake, and with the advent of the HELP law which extends the HOPE II benefits, the main focus appears to be on FTZs and the assembly industry sector. The FTZO has received many requests for new authorizations, Hecdivert told *Haiti Grassroots Watch (HGW)*.

"*We are working on all of these projects because the focus is: create the most jobs possible in the shortest amount of time,*" he added.

Echoing Hecdiovert, a key figure in the Martelly administration said the government is basically banking on "*a massive influx of foreign capital.*" In a Sep. 12 article in *Le Nouvelliste*, Laurent Lamothe, head of Martelly's new Council on Economic Development and Investments, said "*the biggest need for the Haitian population is job creation.*"

According to HGW's interviews with the FTZO, and the evidence culled from dozens of documents and reports, there are over a half-dozen new FTZs and other assembly industry-related projects in the works. These include FTZs, Free Trade Industries (essentially an FTZ that the size of the building) and "*Special Economic Zones*" which are like expanded FTZs but with some non-FTZ businesses allowed in the region. One of the biggest projects is the PIRN. Another large project – although not much is known about it – is a giant combination of FTZs and other initiatives some journalists are calling the "*North Pole Initiative.*"

Despite numerous requests to FTZO officials, HGW was not able to obtain definitive paperwork on all of the projects, nor a map of approved FTZs. Below is an incomplete list of existing or potential FTZs and related projects.

Name	Where	Who	Who is investing & what kind of investment	Number of new jobs project aims to create
SONAPI industrial park (expansion)	Port-au-Prince	(government industrial park)	Government - $3.5M loan Government - $400K grant	1,200 - 2,000
CODEVI (expansion)	Ouanaminthe	Grupo M	World Bank & Soros Economic Development Fund (SEDF) - $6M loan Citi - $250K grant	1,400
West Indies Free Trade Zone	north of Port-au-Prince (part of "North Pole")	WIN Group (Mevs family)	Soros Economic Development Fund (SEDF) - $45M loan	25,000
Industrial Revolution II	Croix des Bouquets	Richard Coles of Multiwear S.A.	$7.5M total, with a $3M loan possibly coming from IDB	?
RHEA	Croix des Bouquets	Signa S.A.	?	?
?	Corail-Cesselesse (part of "North Pole")	NABATEC - Gérald-Emile Brun, director	Unnamed Korean firm?	?
HINSA	Drouillard (Port-au-Prince)	Hispaniola Investment S.A. (D'Adesky)		?
PIRN	Caracol	US government, Haitian government, Sae-A	US - $120M grant Inter-american Development Bank (IDB) - $55M grant Sae-A - $78M	20,000 (more promised)
Quisqueya	Sartre	?	?	
?	Les Cayes	?	?	
Nouveau Quisqueya	Port à l'Ecu	Société Générale de Développement S.A. (SOGEDEV)	(tourism installation as well as FTZ planned, according to FZO)	
?	Fort Liberté	?	?	
?	Ganthier (part of "North Pole"?)	?	?	

Charity or profit?

The language in the press releases and on the websites announcing the millions in loans and grants for the expansion of the textile assembly industry constantly reinforces the idea that relocation of factories to Haiti is practically a charitable enterprise.

The Interim Haiti Recovery Commission says the project is in the "*job creation*" sector, making it sound almost like a social service. Billionaire George Soros' investment group hyped that their participating in the West Indies Free Trade Zone would "*improve the standard of living for 300,000 residents.*" A Citi news release on its $250,000 grant to CODEVI congratulated itself for helping "*create 1,400 new full time jobs for Haitians over the next 12 months.*"

But a look at what the buying power of a Haitian textile worker's salary dispels the myth that assembly jobs contribute to a significantly improved "*standard of living.*" And in any case, an investment is an investment – the objective is to make a profit. That is why financiers like Soros and Korean textile giants like Sae-A Trading are in Haiti, not in Alabama or France.

The jobs "*created*" in Haiti most likely already existed as jobs in another country before moving to the home of the hemisphere's lowest wage. Haitian laborers are likely replacing more expensive laborers, and are basically making it possible for clothing labels like GAP, Banana Republic, Gildan, Levis and others to make even more profits by shutting down factories based in countries with better salaries and better worker protections.

A look across the border is instructive. Between 2004 and 2008, as wages rose a tiny bit, and a preferential trade agreement came to an end, the Dominican Republic lost 82,000 assembly jobs.

In the US, during about the same period (between 2004 and 2009), over 260,000 textile workers lost their jobs, according to the US Bureau of Labor Statistics. U.S. sewing machine operators – the least trained textile workers – earned about $9.50 *an hour* in 2008 (the most recent figures available). In Haiti they earn about $5.90 *a day*.

Manufacturers do not take their jobs offshore in order to "*jumpstart*" industry or "*improve the standard of living.*" They do it to make a profit. As Canadian company Gildan Activewear said in a recent newspaper article, the savings offered are "*too good to pass up.*"

According to a 2009 study commissioned by the Haitian government and paid for by the World Bank, Haitian assembly plants seem to be making a good profit, also. At that time were netting between 8 and 67 cents profit *per piece*, with factories stitching up to 1.7 million items per month.

Not all bad

Industrialization brings some benefits. Haitian workers get training, industrial parks are built, and there is likely some transfer of technology. Electricity, water and other infrastructure is usually improved in the FTZ areas. But the industry is volatile, and at any moment a textile company can pick up and leave.

For these and other reasons, Haitian economist Camille Charmers thinks the current approach – marketing Haiti's sweatshop-wage salaries – is "*a big error.*"

"*Basing the country's development on assembly industries is a big error, it will lead us into a hole, into dependency,*" he told HGW. "*We've already experienced it, we know what it does.*"

While Chalmers admitted that the areas with FTZs have slightly better infrastructure than the rest of the country, and that workers use their meager wages to buy food, the overall effects are minimal and do not help the economy's productive forces grow.

"*The sector is practically cut off from the rest of the country,*" he said. "*You get some factories and some salaries, and everything else is imported.*"

"*It's completely wrong-headed and it won't help the country get out from under its economic crisis,*" the economist concluded. "*People need to know what FTZs are, what has happened in Mexico, or Honduras, so they don't think these things will 'save' us.*"

So how have other countries fared?

Stepping Stone or Dead End?

Haitian factory owner Charles H. Baker admits that by trying to attract manufacturers to Haiti with the lowest salary in the Americas, the country is engaged in a "*race to the bottom,*" but he insists that low-wage, low-skilled assembly industries are a "*stepping stone*" to more complex industrial development.

"*It will last ten to 15 years,*" Baker told HGW. "*I count on it only as a stepping stone... It's a step. We're going up the stairs, and it's one of the steps.*"

Dozens of countries – and indeed, Haiti, on and off for the past 30 years – have already walked the walk, climbing onto the bottom of the "*race to the bottom*" steps.

HGW reviewed reports on the Dominican Republic, Mexico and Central America to see how those countries, economies and workers have done.

Resoundingly, the evidence on Free Trade Zone (FTZ) and low-wage assembly industries shows: **Economy** - Little evidence of "*linkages*" with the rest of the economy; **Environment and Health** - Assembly industry-led industrialization can have direct and indirect negative effects on the environment, and lax regulations or lax enforcement can mean that workers are exposed to hazardous materials; **Society** - While the employment of women does yield some positive effects (economic autonomy, etc.), assembly industries can also have negative effects on families and society.

"*The literature on [Export Processing Zones] is voluminous but there are a few findings that stand out when considering Haiti,*" notes Canadian researcher Yasmine Shamsie. "*First, countries that applied the EPZ model relatively successfully (such as Mauritius and Costa Rica for instance) employed it as one pillar of a broader plan to diversify their economies. This means that the model on its own will yield hardly any beneficial results.*"

What does the data say?

HGW cannot claim to have perused all of the literature, but a glance at some studies of countries similar to Haiti might shed some light…

Economy

In 2003, José G. Vargas Hernández of the University of Guadelajara looked at literature related to Central America where, during the 1990s at least, "*most of the maquiladoras are owned by Asian capital, mainly Korean capital investors.*"

The researcher concluded that "*[t]here is no evidence that maquiladora industry's technological complexity has a direct impact both in economic development and generation of well remunerated employment.*"

Vargas Hernández went on to discuss universal "*non-observances of labor rights,*" the fact that foreign investors can leave a host country on a moment's notice, and the frequent failure of the sector to develop beyond simple low-skilled, and low-wage jobs.

"*There is not a clear understanding about the role that this type of industry is playing in economic growth and national development,*" the researcher wrote.

In an exhaustive 2008 literature review, two US-based professors concluded that even Foreign Direct Investment (FDI) and the creation of high-tech assembly industry don't necessarily produce "*spillover*" into the local economy. In *Comparative Studies in Comparative International Development*, Eva A. Paus and Kevin P. Gallagher looked FDI in Mexico and Costa Rica. For the latter, they found "*some positive spillovers from FDI through the training, education… [but] spillovers via backward linkages [to the rest of the economy] have been small.*"

Hopes were very high for Mexico, which had an indigenous electronics and computer industries prior to the FDI boom. Rather than source parts in Mexico, however, the foreign companies got inputs wherever they were cheaper – usually from Asia.

"*Under the Washington Consensus, governments in both countries had great faith in the power of liberalized markets to render economic stability and growth, and for FDI to generate technological and managerial spillovers,*" the authors wrote. "*Our article contributes to the growing body of evidence that the Washington Consensus does not constitute a viable development strategy.*"

Along the Mexican-U.S. border, home to the maquiladora boom, especially following the implementation of the North American Free Trade Agreement (NAFTA), income disparity is higher than at any other commercial border in the world, a 2007 article in the Golden Gate University Environmental Law Journal reports. Minimum wage in Tijuana buys one-fifth what it did in the early 1980s, and "*67% of homes have dirt floors, and 52% of streets are unpaved,*" researcher Amelia Simpson wrote.

Environment and Health

There are generally two types of environmental concerns associated with assembly industry plants – direct environmental damage due to waste, and indirect damage or effects, due to increased pressure on the water supply from both the industry and the typical population influx inspired by the hope of jobs.

Damage or benefits to the environment appear to be highly dependent on the ability of the host country to enforce laws and standards. Some studies claim that assembly industry factories are more careful about the environment because they know foreign consumers might boycott a polluting industry.

A 2002 UN report on Mexico found that "*the maquiladora industry performs better than the non- maquiladora industry with respect to direct environmental externalities.*"

The case of the blue jeans water run-off in the Mexican state of Puebla is by now well-known. In order to "*fade*" jeans, they are usually beaten or chemically treated. Tehuacán means "*Valley of the Gods,*" but reporters call it "*Valley of the Jeans.*" A 2008 study from *Ciencia y el Hombre* journal in Veracruz reported blue dye run-off polluting rivers and irrigation ditches. Of equal or greater concern is the increased demand on water supply, Blanca Estela García y Julio A. Solis Fuentes wrote.

"*Due to the intensive use of water, the water table is diminishing between 1 and 1.5 meters every year, at the same time the population is growing between 10,000 and 13,000 people per year,*" they noted.

In some parts of Mexico, factories now buy "*water rights*" from local farmers in order to cover their needs, harming agriculture and driving up the cost of water. The 2002 study noted that: "*The shortage of water, both in quantitative and qualitative terms, has already forced the industry to start to purchase water rights, temporarily or permanently, from surrounding agricultural water shareholders. These water rights are traded with high market prices. One example is Nissan's automotive plant in Aguascalientes that purchased water rights required for its painting processes.*"

The NAFTA has an environmental "*side agreement*" that calls for companies to clean up after themselves, but the 2007 Golden Gate article noted that the agreement is neither "*enforceable*" nor has it "*brought adequate protections for workers or the environment.*"

Surveys of Haitian factories attest to the lack of protections for workers from environmental hazards. Better Work Haiti found that almost all factories violated national and international laws and standards. "*Average non-compliance rates are high also for Worker Protection (93%), Chemicals and Hazardous Substances (89%) and Emergency Preparedness (82%).*"

According to the April, 2011, report, "*factories initiated remediation efforts to improve the situation,*" but as noted earlier, Better Work does not have enforcement powers.

Society

As the record in Haiti shows, the installation of assembly industries and FTZs can have dramatic effects on population movement. According to Simpson, in Mexico, the maquiladora industry "*triggered the largest migration since the 1960s.*"

"*Tijuana's population increased more than sevenfold from 1960 to 2000,*" she wrote.

Society is also impacted in another way. More than any other industry in poor countries, assembly plants employ women. In some countries, the workforce is up to 80% female, often young. Women are preferred because, according to Canadian researcher Yasmine Shamsie, quoting another researcher, "*they are cheaper to employ, less likely to unionize and have greater patience for the tedious, monotonous work employed in assembly operations.*" (In Haiti, the balance between women and men is more even. Women make up about 65% of the workforce.)

The impact on women can be both negative and positive. On the negative side, women are exposed to the toxic chemicals, develop injuries due to movement repetition, and can contract respiratory illnesses. On the other hand, having an independent income – albeit insufficient – can be empowering.

Still, women are usually the primary care givers for children. "*Family life, the foundation of every community, has deteriorated under the influence of the maquiladoras,*" wrote Richard Vogel about Mexico's Ciudad Juarez in 2004 for the Houston Institute of Culture. "*About half of the families that reside in the two and three room adobe houses in the working-class neighborhoods of Juárez are headed by single mothers, many of whom toil long hours in the maquiladoras for subsistence wages. The resulting stress on families has lead to chronic problems of poor health, family violence, and child labor exploitation. Children suffer the most. Because of the lack of child-care programs, kids are often left home alone all day and fall prey to the worst aspects of street culture, such as substance abuse and gang violence. Ciudad Juárez, by any measure of social progress, is moving backward rather than forward under the influence of the maquiladora industry.*"

(Next week: Industrial Park in Caracol: A "win-win" situation?)

Haiti Grassroots Watch is a partnership of AlterPresse, the Society of the Animation of Social Communication (SAKS), the Network of Women Community Radio Broadcasters (REFRAKA) and community radio stations from the Association of Haitian Community Media. To see images, video and to access links to primary sources - http://www.haitigrassrootswatch.org .

La faillite d'American Airlines et la nécessité de la propriété publique

Par Barry Grey

La déclaration de faillite d'American Airlines mardi est un autre argument puissant en faveur de la politique socialiste de retirer l'industrie aérienne et les banques qui la financent des mains du privé et de la placer sous propriété publique.

La manœuvre, la dernière d'une série de réorganisations supervisées par les tribunaux de l'industrie aérienne durant la dernière décennie, est un acte manifeste de guerre contre les 78 000 employés de la compagnie qui aura des conséquences désastreuses pour l'ensemble de la classe ouvrière. Thomas Horton, le PDG nouvellement nommé de la société mère, AMR Corporation, a soutenu que la société s'est placée sous la protection du Chapitre 11 dans le but de mettre en pièce les contrats de travail existants et d'imposer des coupes massives dans les emplois, les salaires, les conditions et les pensions.

Prétendant que les coûts du travail aux États-Unis sont de 800 millions de dollars plus élevés par an que ceux de ses rivaux, Horton a dit qu'une « structure de coût compétitive » est un « impératif clé » dans le processus de faillite et a annoncé des plans pour entamer des discussions avec « tous nos syndicats afin de réduire les coûts de main-d'œuvre ».

Il a agi ainsi sachant qu'il pourrait compter sur un tribunal de faillite lui étant sympathique afin d'imposer des coupes dans les salaires et d'entériner une décision de la société de supprimer ses régimes de retraite. Le résultat des réorganisations de faillite sous supervision judiciaire chez United Delta et à US Airways a été des pertes massives d'emplois, des coupes dans les salaires de l'ordre de 30 pour cent et des réductions des prestations de retraite à hauteur de 50 pour cent.

Le New York Times a cité Bob McAdoo, un analyste des transporteurs aériens chez Avondale Partners, disant « ce n'est pas un geste défensif, mais une faillite offensive où ils s'en prennent à leur main-d'oeuvre pour réduire les coûts. Ils ont une bonne franchise et beaucoup d'argent. Ils ne sont pas contraints à la faillite. Ils ont un problème avec leur structure de coûts et ils veulent s'y attaquer ».

Le Wall Street Journal a cité Josh Gotbaum, le directeur de la Pension Benefit Guaranty Corporation fédérale, qui a dit : « les employés et les retraités s'inquiètent, et ils le devraient. Selon nos estimations, les employés d'American Airlines pourraient perdre un milliard de dollars en prestation de retraite si American met un terme à ce régime. »

Pour leur part, les dirigeants d'American Airlines vont continuer de gagner des millions de dollars en rémunération. Le PDG sortant, Gerard Arpey, a quitté ses fonctions avec 4,7 millions de dollars en prestations de retraite.

La déclaration de faillite fait partie d'une attaque internationale sur les travailleurs des lignes aériennes, alors que les transporteurs rivaux font compétition pour couper dans les coûts et maintenir la profitabilité devant la crise économique mondiale. Le mois dernier, le partenaire d'American de OneWorld Alliance, Quantas, a maintenu au sol sa flotte entière dans le but de faire pression pour d'importantes concessions des travailleurs. D'autres transporteurs majeurs comme British Airways et Japan Airlines ont supprimé des dizaines de milliers d'emplois.

En plus des souffrances considérables infligées aux travailleurs d'American, la restructuration entraînera une détérioration du service



La déclaration de faillite d'AA fait partie d'une attaque internationale sur les travailleurs des lignes aériennes, alors que les transporteurs rivaux font compétition pour couper dans les coûts et maintenir la profitabilité devant la crise économique mondiale

encore plus importante, des conditions plus difficiles pour les passagers et une compromission accrue de la sécurité. Déjà cette année, la poursuite effrénée du profit a fait en sorte que de nombreux contrôleurs aériens se sont endormis au travail en raison du surmenage et du stress. Les précédentes restructurations, supervisées par les



les dirigeants d'American Airlines vont continuer de gagner des millions de dollars en rémunération. Le PDG sortant, Gerard Arpey, a quitté ses fonctions avec 4,7 millions de dollars en prestations de retraite

tribunaux, ont entraîné une concentration et une monopolisation encore plus importantes de l'industrie, par des fusions entre United et Continental, ainsi qu'entre Delta et Northwest.

La faillite d'American Airlines est le résultat de plus de 30 ans de déréglementation de l'industrie aérienne. Tout ce qui a été dit pour justifier l'élimination presque totale de tout encadrement gouvernemental des transporteurs aériens – que le marché est le meilleur pour assurer efficacité, qualité, sécurité et une saine compétition – n'est que mensonges qui ont été mis à nu depuis longtemps. Le tournant vers la déréglementation, qui a débuté dans le secteur des transporteurs aériens et qui s'est rapidement propagé au transport routier et à la finance, ainsi que toutes les politiques importantes qui lui sont associées, reflètent clairement des processus sociaux et des intérêts de classe sous-jacents.

La déréglementation des transporteurs aériens, entamée en 1978, marquait le début d'une brutale offensive de la classe dirigeante américaine contre la classe ouvrière. Son objectif était de mettre un terme à la structure de relations légale, réglementaire et sociale à travers laquelle l'élite dirigeante avait mené une politique de relatif compromis de classe dans le contexte de l'expansion de l'économie mondiale et de la domination économique des États-Unis dans la période d'après-guerre.

Avec la fin du boom et le déclin économique des États-Unis, l'élite patronale et financière américaine a adopté une politique de guerre de classe. C'était, et cela demeure vrai aujourd'hui, une politique bipartite accueillie et administrée par les deux partis de la grande entreprise, tant les démocrates que les républicains.

La déréglementation des transporteurs aériens a été lancée sous l'administration démocrate de Jimmy Carter, annoncée par sons secrétaire aux Transports, Alfred Kahn, et soutenue avec enthousiasme par le démocrate libéral le plus en vue, Edward Kennedy. L'administration Carter élabora les plans pour écraser le syndicat des contrôleurs aériens, PATCO, qui furent mis en oeuvre par Ronald Reagan en 1981, avec l'appui de la Chambre des représentants qui était contrôlée par les démocrates.

La destruction de PATCO était le coup d'envoi d'un assaut du patronat pour réduire les salaires, briser les grèves et écraser les syndicats dans tous les secteurs de l'économie. Cet assaut a été dirigé en grande partie contre les transporteurs aériens. Des grèves acerbes contre les concessions ont été défaites à Continental Airlines (1983), United Airlines (1985), Trans World Airlines (1986) et Eastern Airlines (1989). Bon nombre de ces sociétés n'existent plus aujourd'hui, les symboles du capitalisme américain disparaissant un à un durant les années 1980 et 1990, reflétant le déclin du système de profit et de son centre mondial.

L'assaut sur les travailleurs de l'industrie aérienne faisait partie d'une attaque plus large sur les travailleurs de l'automobile et de l'acier, sur les camionneurs, les mineurs, les employés d'abattoir, c'est-à-dire sur toutes les sections de la classe ouvrière. Cela fut possible seulement par la traîtrise et la complicité des syndicats qui, en commençant par PATCO, ont isolé et brisé lutte après lutte. La décennie des années 1980 a vu l'effondrement du mouvement ouvrier américain et la transformation des syndicats, basée sur leur orientation procapitaliste et leur programme nationaliste. Ils sont passés d'organisations de défense de la classe ouvrière à agents des sociétés et du gouvernement.

La déréglementation a nourri la hausse massive de la spéculation et du parasitisme financiers, en même temps que le démantèlement d'une bonne partie de l'industrie américaine. Au cœur de ce processus se trouve l'assaut toujours plus grand sur la position sociale et le niveau de vie de la classe ouvrière et la redistribution de la richesse du bas vers le haut.

Suite à la page (19)

Peuples indigènes : visite en Argentine du Rapporteur Spécial de l'ONU

Par Estelle Leroy-Debiasi

James Anaya, Rapporteur Spécial des Nations Unies sur les Droits des Peuples Indigènes, est en visite en Argentine jusqu'au 7 décembre pour étudier la situation générale des peuples indigènes, et de leurs droits dans ce pays.



James Anaya, Rapporteur Spécial des Nations Unies sur les Droits des Peuples Indigènes

Au cœur des préoccupations de la protection des peuples indigènes, le droit à la terre et la protection des ressources naturelles, face à l'impact des industries extractives sur les territoires indigènes, est un sujet des plus sensibles.

Alors que la présidente Kirchner entame un nouveau mandat, les recommandations du Rapporteur Spécial de l'ONU constitueront un socle incontournable pour un calendrier de réformes juridiques et politiques en matière de droits de l'homme afin de rendre effectifs les droits des peuples indigènes en Argentine.

James Anaya, en visite dans le pays, va donc rencontrer des représentants des peuples indigènes, des autorités fédérales et provinciales, des organisations de la société civile.

L'Argentine a connu ces derniers mois plusieurs mouvements de protestations notamment celui des indiens Quom –Toba opposés au gouvernement provincial, et qui ont du faire entendre leur voix à Buenos Aires, où ils ont rencontré le soutien de plusieurs organismes de droits de l'homme comme le CELS, la fédération interaméricaine des droits de l'homme.

Le pays compte 31 peuples indigènes, dont certains sont transfrontaliers comme le peuple Mapuche. Si l'Etat Fédéral reconnaît les droits –et la préexistence de ceux-ci - des peuples indigènes, les statuts et politiques des provinces diffèrent d'un endroit à l'autre. Concernant leurs territoires, les peuples indigènes sont confrontés à d'énormes pressions venant des industries extractives et minières, ou du monde de l'agro-business, ce qui donne lieu régulièrement à des conflits, parfois très violents.

Cette visite se réalise selon le mandat du Rapporteur Spécial dans le cadre du Conseil pour les droits de l'homme (résolution 15/14 de 2010). Il lui revient de réunir toutes informations sur la situation des peuples indigènes, le respect ou non de leurs droits, et de formuler des recommandations et propositions pour que des mesures soient prises.

Un rapport de mission –avec des propositions- sera présenté au Conseil des Droits de l'homme de l'Onu au courant de 2012, année où justement l'Argentine passera son second examen périodique universel. Les recommandations du Rapporteur Spécial serviront de socle à un certain nombre de réformes et mesures.

El Correo 30 novembre 2011

Une nouvelle lumière sur la fabrication d'accusations contre Strauss-Kahn





Nafissatou Diallo et Dominique Strauss-Kahn

Par Patrick Martin

Un article rédigé par le journaliste d'investigation de longue date Edward Epstein Jay et publié dans le New York Review of Books, jette une nouvelle lumière sur l'arrestation de Dominique Strauss-Kahn, l'ancien chef du Fonds monétaire international, en mai dernier à New York suite à de fausses accusations de viol.

L'article suggère que cette arrestation pourrait avoir été le produit d'une opération d'infiltration montée avec la connaissance de hauts responsables du gouvernement français, notamment du principal conseiller en matière de renseignements du président Nicolas Sarkozy.

Strauss-Kahn était à l'époque le favori pour la nomination présidentielle du Parti socialiste (PS) français, et en avance sur Sarkozy dans les sondages pour l'élection de l'an prochain. Son arrestation a conduit à sa démission en tant que directeur général du FMI et à la sélection de François Hollande comme président du PS, un candidat beaucoup moins populaire pour occuper la présidence du parti.

L'aspect le plus remarquable de l'article d'Epstein est de constater combien son enquête est sans particularité. Il n'y a en effet pas de percée sensationnelle et aucun nouveau témoin ou inattendu, seulement une compilation minutieuse des données disponibles des tribunaux et des dossiers publics. Sur cette base, Epstein souligne de nombreuses contradictions entre les faits documentés et le récit donné par Nafissatou Diallo, la femme de ménage employée à l'hôtel de luxe Sofitel et qui affirmait y avoir été violée par Strauss-Kahn.

Epstein est un journaliste d'investigation dont l'expérience remonte à son livre-analyse sur l'assassinat de John F. Kennedy, Inquest, et dans lequel il réfute les allégations de la Commission Warren selon lesquelles Lee Harvey Oswald était un assassin solitaire. Ce qu'il fait dans la New York Review of Books aurait pu être fait par le New York Times ou l'un des grands réseaux de télévision. Mais pour cela il eut fallu que ceux-ci souhaitent rapporter la vérité sur l'affaire Strauss-Kahn.

Ces médias ont en effet mené une chasse aux sorcières dans leurs reportages sur l'affaire de viol supposé, qui s'est finalement effondrée après que le bureau du District Attorney de New York se soit trouvé dans l'impossibilité de dissimuler les contradictions flagrantes des dépositions de Diallo. Pas plus le Times que les réseaux n'ont parlé de l'article d'Epstein, bien que des comptes-rendus sur celui-ci, aient été publiés en ligne et par les agences de presse.

Epstein a établi la chronologie détaillée des événements du 14 mai 2011 – fondée sur l'utilisation des cartes d'accès utilisées par le personnel et les clients, les relevés de téléphone cellulaire, et les bandes vidéo horodatées des caméras de surveillance. La rencontre sexuelle entre Strauss-Kahn et Diallo n'aurait pu avoir lieu que lors d'un intervalle de sept minutes, entre 12 h 06, moment où Diallo entre dans la suite de Strauss-Kahn, et 12 h 13, moment où celui-ci effectue un appel téléphonique à sa fille, Camille.

L'article note qu'un employé masculin de l'hôtel a utilisé sa carte d'accès pour entrer dans la suite de Strauss-Kahn une minute avant Diallo, ce qui rend l'agression sexuelle encore moins plausible. Cet employé, Syed Haque, travaillait pour le service de chambre et devait ramasser les plats de la suite. La carte d'accès n'enregistre que les entrées dans les chambres, mais non les sorties. On ne peut donc savoir si cet employé était dans la suite quand Diallo est entrée, ou pendant la rencontre sexuelle présumée. Haque a refusé de parler avec les avocats de Strauss-Kahn.

Epstein attire ensuite l'attention sur les dossiers des cartes d'accès d'une chambre adjacente, le 2820, où Diallo est entrée avant d'aller dans la suite de Strauss-Kahn, puis de nouveau après le supposé « viol », avant d'informer la sécurité de l'hôtel qu'elle avait été agressée. Dans ses déclarations aux procureurs, Diallo a menti à plusieurs reprises à propos du fait qu'elle était allée dans la chambre 2820 avant et après l'événement, jusqu'à ce que les dossiers des cartes d'accès aient été produits.

Les procureurs décrivent comme « inexplicable » la décision de Diallo de dissimuler ses visites à la chambre 2820, notant dans leur requête de rejet que si elle avait fait mention de ces visites, la chambre aurait été fouillée comme faisant partie de la scène du crime.

Epstein écrit : « Compte tenu des témoignages contradictoires de Diallo, tout ce que nous savons vraiment à propos de ce qui s'est passé dans la chambre 2820 adjacente, c'est que Diallo y est allée une fois avant sa rencontre avec DSK, puis une fois après, et qu'elle a omis de mentionner cette dernière visite lors de son témoignage sous serment devant le grand jury. Nous ne savons toujours pas s'il y avait quelqu'un dans la chambre 2820 lorsqu'elle s'y est rendue à nouveau après sa rencontre avec DSK, ou si, avant que la police n'arrive, quelqu'un l'ait influencée pour qu'elle omette toute mention de la chambre 2820. »

L'implication claire toutefois est que cette chambre à proximité aurait servi de point de commandement pour une opération d'infiltration contre Strauss-Kahn, où Diallo se serait rapportée à ses acolytes avant et après la supposée « agression ». Sofitel a refusé de divulguer qui occupait la chambre 2820 ce jour-là, invoquant des raisons de confidentialité.

Epstein suggère que les personnes qui dirigeaient Diallo et orchestraient le coup monté étaient liées à l'administration Sarkozy en France. Il note que lorsque John Sheehan, directeur de la sécurité à l'hôtel, a été alerté du « viol » rapporté, il a appelé un numéro de téléphone commençant avec l'indicatif régional 646 au groupe Accor, la société française propriétaire de Sofitel.

Le patron de Sheehan chez Accor, René-Georges Querry, est un ancien haut fonctionnaire de la police française qui, écrit Epstein, « a travaillé dans la police étroitement avec Ange Mancini, l'actuel coordonnateur du renseignement auprès du président Sarkozy. Querry, au moment où Sheehan a fait son appel dans le 646, se rendait à un match de football à Paris dans la loge du président Sarkozy. »

On pourrait facilement conclure de cette chaîne de relations que la nouvelle de l'arrestation de Strauss-Kahn aurait pu être communiquée directement au président français.

Une autre possibilité soulevée par Epstein est que Sheehan aurait appelé un agent de sécurité de rang inférieur chez Accor, Xavier Graff, qui a été plus tard suspendu par l'entreprise après la révélation qu'il s'est vanté dans un courriel à un ami qu'il avait aidé à « faire tomber » Strauss-Kahn.

La preuve la plus extraordinaire rapportée dans l'article d'Epstein concerne les actions de Brian Yearwood, l'ingénieur d'hôtel, et de celles d'un homme non identifiable, semblant être un agent de sécurité, tous deux vus sur une vidéo alors qu'ils accompagnent Nafissatou Diallo au bureau de la sécurité où elle a signalé agression. Ce n'est environ qu'une heure plus tard que le bureau de sécurité a appelé la police au 911, un délai noté par Epstein comme bizarre et inexpliqué.

Deux minutes après que l'appel au 911 a été placé, mêlant du coup officiellement la police dans l'affaire et assurant la diffamation et l'humiliation publique de Strauss-Kahn, Yearwood et l'homme non identifié apparaissent sur une bande vidéo de sécurité se donnant à chacun un « high-five » et effectuant ce que les avocats de Strauss -Kahn ont décrit comme une danse de la victoire. Que célébraient-ils?

D'autres aspects de cette affaire soulèvent également des questions, selon Epstein. Strauss-Kahn avait été informé cette journée-là que des collaborateurs de Sarkozy avaient lu ses courriels privés, ce pour quoi il avait par conséquent demandé une analyse technique de son BlackBerry du FMI. Ce Blackberry a ensuite disparu, et sa localisation GPS a cessé de fonctionner à 12 h 51. L'appareil n'a toujours pas été retrouvé.

Un autre mystère est le long délai écoulé avant que la victime du viol présumé obtienne un traitement médical. Comme écrit Epstein : « Après qu'elle ait dit qu'elle avait été victime d'une agression sexuelle brutale et soutenue, il est difficile de comprendre comment le personnel de sécurité aurait exclu qu'elle puisse exiger des soins médicaux immédiats. Mais ce n'est pourtant pas avant 13 h 31, donc plusieurs minutes après avoir reçu le message de Sheehan, que le personnel de sécurité a logé un appel au 911. Elle n'est arrivée au St. Luke's Hospital qu'à 15 h 57, donc près de quatre heures après la présumée agression. »

Toutes ces questions soulevées par Epstein remettent en cause la décision d'inculper Strauss-Kahn et la frénésie des médias dans cette affaire. Comme le World Socialist Web Site l'a souligné à l'époque, des droits démocratiques de base étaient en jeu, dont la présomption d'innocence.

L'accusation s'est précipitée pour inculper Strauss-Kahn avant que les preuves puissent être examinées et évaluées objectivement, de façon à accomplir sa destruction politique. Cet objectif était partagé par l'administration Obama, qui était en conflit avec le directeur du FMI dans le domaine de la politique économique mondiale, de même que par le gouvernement Sarkozy en France.

Les médias contrôlés par la grande entreprise ont été mobilisés à cet effet, de même que leurs acolytes petits-bourgeois des publications « de gauche », de Nation à Socialist Worker. Ce n'est pas la première fois, pas plus que cela ne sera la dernière, qu'un scandale sexuel sordide a été utilisé pour réglementer les affaires internes de la bourgeoisie impérialiste.

Strauss-Kahn reste bien sûr un représentant de la grande entreprise, et ne diffère pas de Sarkozy, d'Obama ou de toute autre politicien capitaliste à cet effet. Mais une mise en garde s'impose cependant : si un tel traitement brutal et une telle affaire fabriquée peuvent être imposés à un tel individu, à quoi l'élite dirigeante peut être prête contre des individus de la classe ouvrière qui n'ont pas accès comme Strauss-Kahn à des millions de dollars et à un soutien juridique onéreux?

Wsws 30 novembre 2011

Création de la CELAC à Caracas : trois mémoires pour un point de non-retour de « notre Amérique »

Par Juan Manuel KARG



La Communauté des États Latinoaméricains et des Caraïbes (CELAC) fondée les 2 et 3 décembre 2011 à Caracas remplacera en effet une OEA (Organisation des États Américains) décrédibilisée par son alignement sur les États-Unis

La *Communauté des États Latinoaméricains et des Caraïbes* (CELAC) fondée les 2 et 3 décembre 2011 à Caracas constituera sans aucun doute l'événement politique majeur de ces dernières années. Cet organisme remplace en effet une OEA (Organisation des États Américains) décrédibilisée par son alignement sur les États-Unis, par un organisme exclusivement latino-américain et politiquement pluraliste. Celui-ci réunira pour la première fois sans les USA ni le Canada, 32 chefs d'État sur un total de 33 pays représentant 550 millions de citoyen(ne)s sur un territoire de plus de 20 millions de kilomètres carrés. D'ores et déjà le président équatorien Rafael Correa a manifesté son souhait de voir se créer au sein de la CELAC une commission des droits de l'homme réservée aux latino-américain(e)s pour substituer une CIDH *devenue caisse de résonance de campagnes médiatiques contre les gouvernements progressistes qui se multiplient en Amérique Latine.

Unité contre dépendance : une lutte historique.

Pour mesurer la portée historique de l'événement on peut se référer aux propos tenus par le président de la république bolivarienne du Venezuela - puissance invitante et l'une des principales forces d'impulsion du nouvel organisme : « Combien d'années de lutte. C'est un premier pas, ce n'est pas la victoire. Non. Mais c'est un premier pas. Parce que c'est en 1820 qu'a commencé la lutte dans ce continent. Après 300 ans de conquête, de domination, de génocide de la part des empires européens, a surgi la menace de l'empire naissant. Et Bolívar l'a prévu, l'a pressenti, l'a vu. L'a affronté. Bolívar proposa l'unité dès le Congrès Amphictionique de Panamá. Mais finalement s'est imposé le monroïsme : l'Amérique pour les Américains. Et on a cru enterrer le boliviarianisme ».

L'importance politique de la CELAC – même avant sa naissance – est liée à la caducité de l'OEA et à son épais dossier d'interventions contre des pays qui empruntaient diverses voies transformatrices sur le continent. L' « Organisation des États Américains » restera tristement célèbre pour l'aval qu'elle a donné à des invasions, des coups d'État, voire des magnicides. De l'intervention étasunienne en République Dominicaine (1965) au coup d'État contre le président Zelaya au Honduras (2009), on peut lire l'histoire de l'OEA comme celle d'un « instrument de l'impérialisme » (dixit le politologue argentin Atilio Borón). L'apogée de la dépendance de l'OEA vis-à-vis de Washington fut sans doute l'expulsion de Cuba en 1962 au motif du danger que représentait « l'offensive subversive de gouvernements communistes, de ses agents, et des organisations contrôlées par eux » (sic). C'est sur cette base que les gouvernements nord-américains successifs ont appliqué un blocus commercial toujours en vigueur contre Cuba, provoquant des pertes qu'on estime à 975 milliards de dollars.

Le point de « non-retour » de Notre Amérique



Hugo Chavez et Raul Castro. L'apogée de la dépendance de l'OEA vis-à-vis de Washington fut sans doute l'expulsion de Cuba en 1962

En 2005, divers mouvements sociaux et politiques de l'Argentine et d'ailleurs remplissaient le stade du « mundial de futbol » pour un événement majeur organisé en présence de Hugo Chávez et de Evo Morales : l'enterrement de l'ALCA, traité de libre commerce d'obédience néolibérale que l'administration Bush avait tenté d'imposer au continent, mais aussi le démarrage parallèle de processus au Venezuela, en Bolivie et en Équateur qui ont permis de construire l'ALBA – *Alliance*

Suite à la page (19)

De l'Urgence de promouvoir la Culture en Haïti

4ème partie

L'un des rares denrées encore exploitables au profit de Nation

Par Prince Guetjens

Critique d'art

Tout le problème semble se résumer à travers cette courte mais profonde interrogation. D'autant plus profonde qu'elle explique les conditions d'apparition de ce fossé, créé entre plusieurs groupes de personnes au sein d'une même société en fonction de leur nuance épidermique ou de leur appartenance sociale.

Cette approche exclusive, née de l'équation mentionnée plus haut : Blanc = Colon = Riche = Chrétien = Civilisé = Européen opposée à Noir = Esclave = Pauvre = Vodouisan = Sauvage constitue les parois du moule que nous devrions casser pour en construire un autre qui tiendrait compte de la volonté de politique d'un groupe de dirigeants de conduire le pays vers le développement.

Pour jeter le pont sur ce en quoi consiste cette contribution, faisons un tour dans la société coloniale pour mieux comprendre la dimension de la plaie qui ronge aujourd'hui encore notre corps social.

Pour cerner la question de couleur et de classe dans toute sa complexité, il faudrait renouer les sentiers de l'histoire sociale et économique du pays. Dès sa fondation en tant que nation, au lendemain de la guerre de l'indépendance (1791-1804), la jeune république noire créée par des anciens esclaves noirs, des Taynos et des métis nés de l'union de mères esclaves et de pères blancs propriétaires, se retrouvait en proie à une série de problèmes restés aujourd'hui encore non résolus. À l'instar d'un pays en retard d'une discussion sérieuse entre ses fils, Haïti avance à pas de tortue sous le poids du lourd fardeau du sous-développement et des préjugés de couleur.



Jouda de Jean-Yves

Dans ce jeu de mauvais goût où chacun fait de son mieux pour ne pas toucher aux sujets qui fâchent l'histoire politique, culturelle, sociale et économique du pays accuse un déficit somme toute considérable. Ainsi toutes les activités opérées dans cet environnement où les rapports sont ainsi définis demeurent faussées à la base. En de pareilles conditions, il s'avère plutôt risqué pour toute analyse de pouvoir cheminer en toute objectivité à travers ces digues de censure. Les rares tentatives de renverser les barrières sont heurtées à une froide indifférence, qui traduit un refus catégorique de s'ouvrir à un autre son de cloche.

Les sociétés humaines sont plutôt attachées au passé et ont tendance à s'opposer aux innovations certes, mais il revient aux élites de mettre tout leur poids dans la balance pour changer les choses dans le bon sens au profit de la communauté. Le Nord et le Sud des USA durent s'affronter entre eux (guerre de sécession) pour permettre à la plus grande puissance militaire du monde actuel d'accéder à l'âge industriel. Cette résistance chez nous définit en quelque sorte la configuration des êtres et des choses dans notre espace social. Elle entame la moindre velléité de modifier les structures coloniales encore existantes.

Malgré la spécificité propre d'Haïti dans la région des caraïbes, elle n'est pas moins l'histoire et la culture des peuples de la région. Les cultures qui commencent à participer au processus d'évolution de la zone – à partir du XVIIè siècle moment essentiel pour comprendre la caraïbe d'hier et d'aujourd'hui – sont organisées et intégrées dans un système économique. Il y a eu de très fortes migrations dans la zone en provenance d'Afrique et d'ailleurs « *Les gens se déplacent parce qu'il existe une économie qui commande ces déplacements. Arrivés ici, ils eurent pour fonction de travailler et d'organiser la vie de la plantation* » (Yolanda Wood 1995). Dans ce cadre nouveau, la situation caraïbéenne devenait plutôt complexe. Il a été introduit dans la zone une économie qui débouche sur une société de plantation. En ce sens on fit appel à des gens (nos grands-parents conduits en esclavage), capables de travailler et de faire fonctionner la machine.



Janus de Jean-Yves

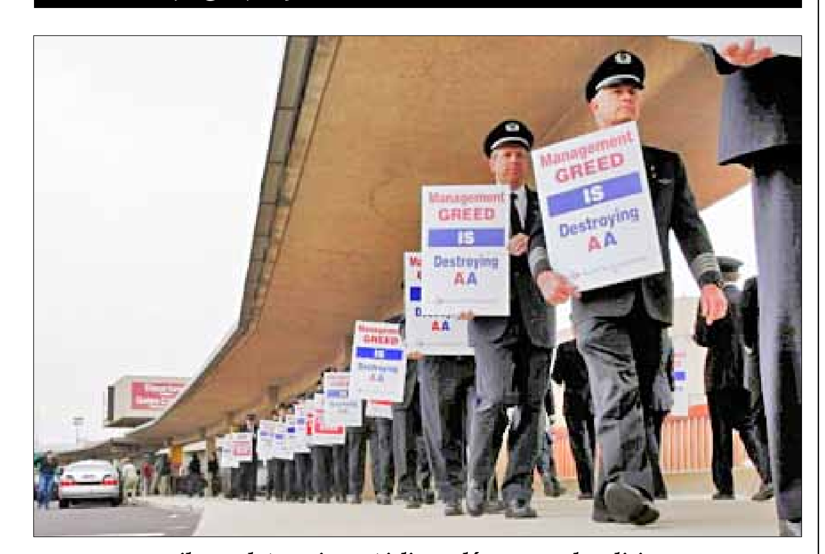
Ce n'est point par l'Espagne que la colonie de plantations fut introduite dans la caraïbe. Mais par des pays qui ont atteint un niveau de développement capitaliste plus avancé qu'elle comme la France, l'Angleterre, la Hollande. L'Espagne ne s'adaptera que bien plus tard. La plantation correspond donc à un moment de l'économie capitaliste. Elle établit des relations de commerce entre la métropole et les colonies antillaises. Ce rapport crée un circuit économique entre la production agricole et l'industrie. Aussi, les matières -premières pour une industrie qui se développe en Europe. D'où l'impossibilité d'un développement industriel dans notre région à cette époque.

Contrairement à la méthode utilisée en Argentine ou dans d'autres colonies de la région où il est question de colonie de peuplement, l'économie capitaliste n'affichait pas une brutalité aussi exacerbée. Dans les colonies de plantation, le régime de travail est tourné vers une rentabilité illimitée, qui passe par une extrême rigueur dans ce système d'exploitation de l'homme par l'homme.

Ce survol dans l'histoire de la région des caraïbes, s'avérait indispensable pour corser ma thèse selon laquelle notre blocage au niveau du développement technique et humain prend racine dans l'histoire collective des peuples de la caraïbe vers cette époque. D'où l'Urgence de promouvoir la Culture en Haïti afin de réintroduire chez nos enfants le sentiment d'appartenance qui nous fait défaut depuis quelque temps, condition essentielle pour une réévaluation - promotion de l'homme Haïtien. Ceci n'est possible que par le biais de l'Ecole. Une Ecole rénovée, réadaptée conçue pour former des Haïtiens.

Il ne fait pas de doute que la contribution haïtienne à la modernité est énorme. Cette question qui est souvent abordée par les intellectuels et les universitaires du monde entier n'est pourtant pas à l'ordre du jour dans les milieux locaux. Notre situation aujourd'hui ne devrait pas introduire chez nous une gêne de dire qui nous sommes et ce que nous avions fait jusqu'ici. Bien au contraire, elle devrait pouvoir servir de prétexte pour inciter à rectifier le tir et prendre la bonne direction.

Suite de la page (17)



Des pilotes d'American Airlines dénonçant les dirigeants de cette entreprise

Les opérations de briseurs de grève contre les travailleurs de l'industrie aérienne furent orchestrées par les démocrates aussi bien que par les républicains – Bill Clinton contre les pilotes d'American Airlines en 1997 et George Bush contre les mécaniciens de la Northwest en 2001. Les syndicats des transporteurs aériens ont abandonné l'arme de la grève afin de supprimer la résistance des travailleurs à toutes les rondes brutales de concessions et afin de s'intégrer plus étroitement aux dirigeants d'entreprise et à l'État. Une exception notable fut la grève des mécaniciens non affiliés à l'AFL-CIO de Northwest en 2007, qui a été écrasée par les opérations de briseurs de grève des autres syndicats du transporteur.

Après l'annonce de mardi, les syndicats d'American Airlines se sont hâtés de déclarer qu'ils étaient prêts à offrir plus de concessions dans le but de garantir leurs intérêts institutionnels ainsi qu'un afflux de cotisations syndicales provenant de leurs membres dans le cadre du processus de faillite. Le capitaine David Bates, président de l'Allied Pilots Association, a dit qu'il anticipe des « changements significatifs » à la convention collective. Laura Glading, présidente du Syndicat américain des agents de bord professionnels (American Professional Flight Attendants union), a dit : « Nous voulons absolument être à la table et aider à diriger la discussion… nous ferons partie de ce processus qui nous fera aller de l'avant. »

Voilà le résultat de la défense par les syndicats de la propriété privée capitaliste de l'industrie aérienne et du système financier. Il y a une alternative pour les travailleurs des transporteurs aériens et toute la classe ouvrière, une alternative qui peut seulement être mise de l'avant par une rupture avec les syndicats officiels et la construction de nouveaux organes de lutte réellement démocratiques. Cette alternative est la lutte pour le socialisme, qui doit commencer par la nationalisation des sociétés et des grandes banques et leur transformation en services publics sous le contrôle démocratique de la classe ouvrière.

L'expérience a montré que la propriété privée est incompatible avec les intérêts les plus élémentaires des travailleurs et du public dans son ensemble. La lutte pour la propriété publique est une lutte politique contre l'oligarchie patronale et financière et ses deux partis, ainsi que contre les tribunaux et toutes les institutions officielles de la classe capitaliste. Cela requiert la mobilisation politique indépendante et en masse de la classe ouvrière dans la lutte pour un gouvernement ouvrier.

Wsws 1er décembre 2011

Suite de la page (18)



Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique. Ce bloc de pays – également intégré par Cuba et le **Nicaragua** entre autres - a ensuite fondé le TCP (Traité de Commerce entre les Peuples) pour substituer par la complémentarité et la solidarité, la concurrence entre pays du « libre commerce » des années 90.

La CELAC ne tombe donc pas du ciel mais s'enracine dans une « mémoire longue » – le « bolivarianisme » auquel Chávez se réfère ainsi que **la marque** laissée par les différents « Libertadores » de l'Amérique Latine, eux-mêmes enracinés dans de longs cycles de résistance indigène, afrolatinoaméricaines comme celui d'Haïti, qui fut la première république libre du continent.

Elle prend aussi **racine** dans une « mémoire moyenne » - la résistance au néolibéralisme, les émeutes anti-FMI à Caracas (1989), etc-. Et dans une "mémoire proche" formée par des processus unitaires entre nations souveraines telles que l'ALBA, un système nourri de coopération sociale et libéré de la logique du profit. D'autres, bien que plus nuancés, comme l'UNASUR, ont déjà permis de résoudre des moments de tension comme la tentative de coup d'État contre Evo Morales en Bolivie (2008).

Alors que dans une **Europe** amnésiée par les grands médias, on a vu des «intellectuels» de gauche se convertir à la « guerre humanitaire » et défendre peu ou prou une guerre meurtrière en **Libye**, il est bon de citer la présidente argentine Cristina Fernandez « Quand je vois les pays dits civilisés régler leurs affaires à coups de bombes, je me sens fière d'être sud-américaine ».

Juan Manuel Karg :



Licencié en Sciences Politiques, UBA
Traduit par Thierry Deronne
La revolución Vive

NDLR. * **CIDH** : Commission interaméricaine des droits de l›homme. L'un des deux organismes de protection des **droits de l'homme** de l'**Organisation des Etats américains** (OEA), l'autre étant la **Cour interaméricaine des droits de l'homme**. Son siège est à **Washington DC**.



GRANDE ACTIVITÉ POLITIQUE
AVEC UNE SPÉCIALISTE D'AMNESTY INTERNATIONAL SUR HAITI
GLADYS MELO-PINZON

DIMANCHE 11 DÉCEMBRE 2011 * 6H PM

Ce forum sera pour commémorer le 60ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits Humains le 10 Décembre prochain. Au cours de cette activité, le rapport d'Amnesty International contre l'impunité en Haïti, soit le cas de Jean-Claude Duvalier sera présenté.

Vous êtes tous invités le Dimanche 11 Décembre 2011
A l'auditorium du Journal Haiti Liberté
1583 Albany Ave Brooklyn, NY
6h PM
Informations 718-421-0162